

PART IV

CORRESPONDENCE

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE

1. HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR TO THE REGISTRAR

The Hague, 5th December 1951.

Sir,

I have the honour, upon the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to transmit to you, with reference to paragraph 1 of Article 40 of the Statute of the Court and to paragraph 1 of Article 32 of the Rules of Court, the enclosed certified copy of a Special Agreement¹ between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic signed on the twenty-ninth day of December, 1950, the instruments of ratification in respect of which were exchanged at Paris on the twenty-fourth day of September, 1951, to submit to the Court a dispute which has arisen between them as a result of claims by each of them to sovereignty over the Islets and rocks in the Minquiers and Écréhous groups, and to request you to bring the above-mentioned Agreement before the Court.

I have also the honour to inform you, in conformity with paragraph 1 of Article 35 of the Rules of Court, that Mr. R. S. B. Best, Third Legal Adviser to the Foreign Office, has been appointed Agent of the Government of the United Kingdom for the purposes of this case and that this Embassy is the permanent address at the seat of the Court to which notices and communications intended for the Agent of the Government of the United Kingdom in regard to this case should be sent.

I am, etc.

(Signed) Philip NICHOLS.

2. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

7 décembre 1951.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par lettre datée du 5 décembre² et reçue le 6 décembre 1951, l'ambassadeur aux Pays-Bas du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice la copie certifiée conforme d'un « compromis soumettant à la Cour internationale de Justice les différends existant entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îlots des Minquiers et des Écréhous ». Ce compromis³, qui porte la date du 29 décembre 1950, a fait l'objet d'un échange des instruments de ratification à la date du 24 septembre 1951 à Paris.

L'ambassadeur du Royaume-Uni m'informe en outre que, conformément à l'article 35, paragraphe 1, du Règlement de la Cour, son Gouverneur a désigné M. R. S. B. Best, troisième conseiller juridique du

¹ See pp. 9-10.² Voir n° 1.³ » pp. 9-10.

ministère des Affaires étrangères, en qualité d'agent aux fins de la présente affaire.

J'aurai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, par un prochain courrier, le texte imprimé, certifié conforme, de la lettre et du compromis précités.

Veillez agréer, etc.

3. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE
UNITED NATIONS (*tel.*)

7th December 1951.

15006. Cable 54 in accordance Statute Article forty paragraph three have honour inform you December sixth United Kingdom Government filed Special Agreement¹ between that Government and French Government submitting dispute concerning sovereignty over Minquiers and Ecréhous Islets *Stop* Copies of Special Agreement follow.

4. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE
UNITED NATIONS

7th December 1951.

Sir,

I have the honour to refer to my cable No. 54² of to-day's date and to confirm that on December 6th, 1951, the British Ambassador at The Hague filed in the Court, on behalf of his Government, a Special Agreement¹ between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic, signed on December 29th, 1950, the instruments of ratification in respect of which were exchanged at Paris on September 24th, 1951. By this Special Agreement the Court is requested to determine whether the sovereignty over the islets and rocks (in so far as they are capable of appropriation) of the Minquiers and Ecréhous groups respectively belongs to the United Kingdom or to the French Republic.

I should be grateful if, in accordance with Article 40, paragraph 3, of the Statute of the Court, you would be good enough to inform the Members of the United Nations of the submission to the Court of this Special Agreement. I am forwarding under separate cover seventy-five certified copies and three hundred uncertified copies of the Special Agreement.

I have, etc.

¹ See pp. 9-10.

² „ No. 3.

5. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

13 décembre 1951.

Monsieur le Ministre,

A la date du 6 décembre 1951, l'ambassadeur aux Pays-Bas du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice le texte d'un compromis entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française aux termes duquel sont soumis à la Cour les différends existant entre les Parties contractantes concernant la souveraineté sur les îlots des Minquiers et des Écréhous.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie certifiée conforme de ce compromis ².

Veuillez agréer, etc.

6. LE GREFFIER AU CHEF DU GOUVERNEMENT DE LA
PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN ³

13 décembre 1951.

Monsieur le Chef du Gouvernement,

Me référant à l'article 40, paragraphe 3, du Statut, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la date du 6 décembre 1951, l'ambassadeur aux Pays-Bas du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice le texte d'un compromis entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française aux termes duquel sont soumis à la Cour les différends existant entre les Parties contractantes concernant la souveraineté sur les îlots des Minquiers et des Écréhous.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie certifiée conforme de ce compromis ².

Veuillez agréer, etc.

7. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM

15th December 1951.

Sir,

With reference to my letter of December 8th, 1951, I have the honour to send you herewith two certified true copies and four uncertified copies of the Special Agreement ⁴ between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Govern-

¹ Cette communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

² Voir pp. 9-10.

³ Cette communication a été adressée aux États parties au Statut de la Cour sans être membres des Nations Unies.

⁴ See pp. 9-10.

ment of the French Republic relating to a dispute between them concerning sovereignty over the Minquiers and Ecrehos islets, together with the letter of the British Ambassador in the Netherlands to the Registrar of the Court, dated December 5th, 1951¹.

I have the honour to inform you also that copies of this document have been communicated to the French Government.

I have, etc.

8. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

Paris, le 26 décembre 1951.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la copie, certifiée conforme à l'original, du compromis² notifié à la Cour par le Gouvernement du Royaume-Uni le 6 décembre 1951 dans l'affaire des Minquiers et des Ecrehos, ainsi que de votre lettre n° 15.004 du 7 décembre 1951³.

M. l'ambassadeur de France à La Haye a été chargé de vous communiquer ma désignation en qualité d'agent du Gouvernement de la République française aux fins de la présente affaire.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) André GROS.

9. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE⁴

2 janvier 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 26 décembre 1951⁵ par laquelle vous avez bien voulu m'informer que M. l'ambassadeur de France à La Haye avait été chargé de nous communiquer que vous aviez été désigné en qualité d'agent du Gouvernement de la République française dans l'affaire des Minquiers et des Ecrehos.

A ce propos je vous serais obligé de me faire savoir si vous avez une suggestion à faire au sujet des délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite, tels qu'ils sont prévus à l'article II du compromis. Je pose la même question à M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

¹ See No. 1.

² Voir pp. 9-10.

³ » n° 2.

⁴ Une communication semblable a été adressée à l'agent du gouvernement du Royaume-Uni.

⁵ Voir n° 8.

10. L'AMBASSADEUR DE FRANCE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 2 janvier 1952.

Monsieur le Greffier,

Le 6 décembre 1951, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord vous a saisi du compromis ¹ intervenu entre la France et la Grande-Bretagne pour soumettre à la Cour internationale de Justice le différend résultant des revendications de souveraineté de la part de l'une et l'autre Parties sur les îlots et rochers des groupes des Minquiers et des Écréhous.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, conformément aux dispositions de l'article 35, paragraphe 1 du Règlement de la Cour, Monsieur le professeur André Gros, jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères français et membre de la Cour permanente d'Arbitrage, a été désigné comme agent du Gouvernement de la République française dans cette affaire. M. le professeur André Gros a, en cette circonstance, élu domicile à La Haye et vous serait particulièrement obligé de bien vouloir lui faire parvenir à son adresse à l'ambassade de France toutes communications destinées à l'agent du Gouvernement de la République française.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. P. GARNIER.

11. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, London.

7th January 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter number 15220 of the 3rd January 1952, in which you inform me that the Government of the French Republic have appointed Professor André Gros as their Agent in the Minquiers and Ecrehos Islets case, and ask me to make any suggestions I may wish in respect of the time-limits for the deposit of the Pleadings as provided under Article II ² of the Special Agreement. I note that you have put the same question to the Agent of the French Government.

As regards the United Kingdom Memorial and the French Counter-Memorial, I would draw attention to sub-paragraphs (1) and (2) of Article II, which lay down time-limits, and would suggest that, since these have been agreed between the two Governments, they should be adhered to. As the Special Agreement was filed in the archives of the Court on the 6th December 1951, I have the honour to propose that the United Kingdom Memorial should be filed by the 6th March 1952, and the French Counter-Memorial by the 6th June 1952.

As regards the United Kingdom Reply and the French Rejoinder, the two Governments refrained from attempting to lay down time-limits (see sub-paragraph (3) of Article II of the Special Agreement),

¹ Voir pp. 9-10.² See p. 9.

as it was considered to be impracticable to do so until the scope and complexity of the issues raised by the Memorial and Counter-Memorial were known. I have, therefore, the honour to propose that the Court may consider it desirable to ascertain in due course the views of the two Parties on the time-limits for the Reply and Rejoinder, in accordance with paragraph 1 of Article 37 of the Rules of Court.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

12. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

Paris, le 9 janvier 1952.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par votre lettre du 2 janvier 1952¹, me demander si j'avais une suggestion à faire au sujet des délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous, tels qu'ils sont prévus à l'article II du compromis².

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je souhaite que la Cour accepte les propositions qui lui sont faites par les Parties dans le compromis au sujet de la fixation des délais.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

13. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE³

24 janvier 1952.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre du 2 janvier 1952¹ ainsi qu'à votre communication du 9 janvier 1952⁴, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Vice-Président de la Cour, faisant fonction de Président en l'affaire des Minquiers et des Écréhous, a, en cette affaire, fixé la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni au 6 mars 1952, et pour le dépôt du contre-mémoire du Gouvernement de la République française au 6 juin 1952.

Je ne manquerai pas de vous faire tenir prochainement l'expédition officielle, destinée à votre Gouvernement, de l'ordonnance par laquelle ces délais ont été fixés.

Veuillez agréer, etc.

¹ Voir n° 9.

² » p. 9.

³ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

⁴ Voir n° 12.

14. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE REGISTRAR

London, 4th March 1952.

Sir,

I have the honour, in accordance with the Order ¹ made by the Vice-President of the Court on the 15th January 1952, in the Minquiers and Ecrehos case, to transmit to you herewith one signed copy of the Memorial of the United Kingdom, together with the Annexes thereto. Seventy-five other copies of the Memorial and Annexes have been dispatched to you to-day under separate cover.

I have the honour to state, with reference to sub-paragraph (e) of paragraph 4 ² of the Memorial, that there has been dispatched to you to-day a volume containing certified photostatic copies of the originals of those documents annexed to the Memorial, which are not already published.

I have the honour further to state, with reference to the said sub-paragraph (e), that there has also been dispatched to you to-day a volume containing photostatic copies of the originals of medieval documents earlier than 1485, which are kept in the national archives of the United Kingdom, and of documents taken from the archives kept in the Island of Jersey, and that twenty-three further sets of photostatic copies of these medieval and Jersey documents will be dispatched to you during the course of this week.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

15. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

6 mars 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, en sept exemplaires, dont deux certifiés conformes, les documents suivants :

Mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous, volume I ³ ;

Annexes audit mémoire : volumes II (textes divers), III (cartes) et IV (photographies) ⁴.

D'autre part, j'ai l'honneur de vous informer que M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni m'a transmis l'exemplaire unique d'un recueil contenant la copie photostatique de celles des annexes au mémoire (vol. II) qui n'ont pas déjà été publiées. Ce recueil est déposé dans mon bureau au Palais de la Paix, où il peut être consulté ; chacun des documents qu'il contient est certifié conforme à l'original.

¹ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 4-5.

² See pp. 20-21.

³ Voir pp. 11-125.

⁴ » » 126-352.

Enfin, j'ai l'honneur de vous informer que M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni a déposé un second recueil, qu'il décrit dans sa lettre d'envoi comme contenant la copie photostatique de l'original de documents du moyen âge antérieurs à 1485, ainsi que de documents extraits des archives de Jersey : il s'agit de certains des documents reproduits dans le volume d'annexes (vol. II) et figurant en photocopie dans le premier recueil mentionné ci-dessus. Le second recueil m'a été remis en un seul exemplaire, mais l'envoi de plusieurs exemplaires supplémentaires m'est annoncé ; aussitôt reçus, je vous en transmettrai trois.

Le dépôt du mémoire du Royaume-Uni et de ses annexes a été effectué le 5 mars 1952, savoir dans le délai qui a été fixé par l'ordonnance du 15 janvier 1952¹ et qui expire aujourd'hui.

Veuillez agréer, etc.

16. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE²

1^{er} avril 1952.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre n^o 15677 du 6 mars 1952³, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Greffe a fait établir, à l'usage des membres de la Cour, la traduction en français du mémoire déposé par le Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Je joins à la présente lettre, à toutes fins utiles, sept exemplaires de cette traduction. Toutefois, je crois devoir préciser qu'elle ne présente aucun caractère officiel ; je me réfère à cet égard à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite ».

Veuillez agréer, etc.

17. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

7th June 1952.

Sir,

I have the honour to transmit to you seven copies, of which two are certified, of the Counter-Memorial⁴ of the Government of the French Republic in the Minquiers and Écréhous case, together with the Annexes thereto.

¹ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 4-5.

² Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

³ Voir n^o 15.

⁴ See pp. 353-414.

The document was duly filed within the time-limit fixed by the Order of January 15th, 1952 ¹.
I have, etc.

18. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

7 juin 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous accuser la réception du contre-mémoire avec quatre annexes ², présenté par le Gouvernement français en l'affaire des Minquiers et des Écréhous, dont vous m'avez remis le 6 juin 1952 un exemplaire signé par vous et soixante-quinze copies.

La remise de ce document a été effectuée dans les délais fixés par l'ordonnance du 15 janvier 1952 ³.

Veuillez agréer, etc.

19. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ⁴

16 juin 1952.

Monsieur l'Agent,

L'ordonnance du 15 janvier 1952 ³, fixant la date d'expiration des délais pour le dépôt des deux premières pièces en l'affaire des Minquiers et des Écréhous, réservait la suite de la procédure.

A la suite du dépôt du contre-mémoire, il convient de fixer les dates pour la présentation de la réplique du Royaume-Uni et de la duplique française. Avant de rendre une ordonnance à cet égard, la Cour souhaiterait connaître les vues des Parties. Je vous serais obligé de m'informer des vôtres, et je pose la même question à M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

20. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

London, 19th June 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 16th June 1952, number 16431, concerning the fixing of time-limits for

¹ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 4-5.

² Voir pp. 353-414.

³ „ publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 4-5.

⁴ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

the filing of the Reply of the Government of the United Kingdom and of the Rejoinder of the French Republic.

As regards the United Kingdom Reply, I would suggest that the 6th October 1952 should be fixed as the time-limit for filing it. While this period is one month longer than the period of three months for the filing of the United Kingdom Memorial and of the French Counter-Memorial fixed by the Order¹ of the 15th January last, owing to the onset of the summer vacations and to the fact that the authorities of the Island of Jersey will have to be consulted during the course of the preparation of the Reply, I have the honour to state that it would be a matter of considerable convenience, if the Court would be prepared to fix the time-limit proposed.

As regards the French Rejoinder, I have the honour to say that, subject to the views of the Agent of the French Republic, there would be no objection to the adoption of a similar time-limit.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

21. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU
GREFFIER

Paris, le 23 juin 1952.

Monsieur le Greffier,

Après avoir pris contact avec mon collègue M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous, j'ai l'honneur de vous indiquer que, en ce qui concerne la fixation par la Cour des délais pour la réplique et pour la duplique, je ne verrais aucun inconvénient à ce que la Cour accepte la proposition qu'a dû vous faire mon collègue du Royaume-Uni, tendant à fixer un délai de quatre mois pour la réplique du Gouvernement britannique, c'est-à-dire jusqu'au 6 octobre. En conséquence, je demanderai également que la Cour veuille bien fixer un délai de quatre mois pour la duplique française à compter du 6 octobre 1952.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

22. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE²

27 juin 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 23 juin 1952³, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que vous étiez d'accord avec l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire

¹ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 4-5.

² Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

³ Voir n° 21.

des Minquiers et des Écréhous pour que les délais de présentation de la réplique et de la duplique soient fixés au 6 octobre 1952 et au 6 février 1953 respectivement.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Cour internationale de Justice a, par ordonnance rendue le 26 juin, fixé au 6 octobre 1952 l'expiration du délai pour le dépôt de la réplique du Gouvernement du Royaume-Uni et au 6 février 1953 l'expiration du délai pour le dépôt de la duplique du Gouvernement de la République française.

Je ne manquerai pas de vous faire tenir prochainement l'expédition officielle, destinée à votre Gouvernement, de l'ordonnance par laquelle ces délais ont été fixés.

Veuillez agréer, etc.

23. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

10 juillet 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Greffe a préparé, à l'usage des membres de la Cour, une traduction en anglais du contre-mémoire déposé par le Gouvernement français dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Je joins à la présente lettre, à toutes fins utiles, un exemplaire de cette traduction. Toutefois, je crois devoir préciser qu'elle ne présente aucun caractère officiel ; je me réfère à cet égard à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite ».

Veuillez agréer, etc.

24. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, London.

12th August 1952.

Sir,

I have the honour, with reference to the Order of the Court of the 26th June 1952, in the Minquiers and Ecrehos case (The Minquiers and Ecrehos case, Order of June 26th, 1952 : *I. C. J. Reports 1952*, page 25), to request that the time for filing the Reply of the Government of the United Kingdom may be extended for one month until the 6th November 1952.

The present application is made because, owing to a recent illness of the Agent, the preparation of the United Kingdom Reply has been delayed, and it would therefore be a matter of considerable convenience

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

to the United Kingdom Government, if the Court should see fit to grant the present application.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

25. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

15 août 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'agent du Gouvernement britannique dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous a sollicité la prorogation jusqu'au 6 novembre 1952 du délai imparti par l'ordonnance du 26 juin¹ pour la présentation de la réplique de son Gouvernement en cette affaire. Cette demande est motivée par le fait de la maladie récente de l'agent du Gouvernement britannique, ce qui a retardé la préparation du document en question.

Je vous serais obligé de me faire connaître les vues de votre Gouvernement sur ce point pour permettre à la Cour de prendre une décision, aux termes de l'article 37, paragraphe 4, du Règlement.

Veuillez agréer, etc.

26. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

Paris, le 20 août 1952.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par votre lettre n° 16870 du 15 août 1952², me faire savoir que l'agent du Gouvernement britannique dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous avait sollicité la prorogation jusqu'au 6 novembre 1952 du délai imparti par l'ordonnance du 26 juin¹ pour la présentation de la réplique du Gouvernement britannique en cette affaire.

J'ai l'honneur de vous indiquer que le Gouvernement de la République française est prêt à accepter, en ce qui le concerne, de voir le délai en question prorogé jusqu'au 6 novembre 1952.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

¹ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 25-26.

² Voir n° 25.

27. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

27 août 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par ordonnance rendue aujourd'hui², la Cour a décidé de proroger jusqu'au 6 novembre 1952 le délai dans lequel, aux termes de l'ordonnance du 26 juin 1952, doit être déposée la réplique du Gouvernement du Royaume-Uni, et au 6 mars 1953 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la duplique du Gouvernement de la République française dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Ci-inclus l'expédition officielle de cette ordonnance.

Veuillez agréer, etc.

28. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE REGISTRAR

London, 4th November 1952.

Sir,

I have the honour, in accordance with the Orders made by the Court on the 26th June³, 1952, and on the 27th August⁴, 1952, in the Minquiers and Ecrehos case, to transmit to you herewith two signed copies of the Reply of the Government of the United Kingdom, together with the Annexes thereto. Seventy-four other copies of the Reply and Annexes have been dispatched to you to-day under separate covers.

I have the honour further to state that there has been dispatched to you to-day two volumes each containing certified copies of those documents annexed to the Reply which are not readily accessible in published form, one copy of which is intended for the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

29. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

6 novembre 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint en sept exemplaires, dont deux certifiés conformes, la réplique du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous (volumes I et II).

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

² Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 173-174.

³ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 25-26.

⁴ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 173-174.

Le dépôt de la réplique du Royaume-Uni et de ses annexes a été effectué le 5 novembre 1952, savoir dans le délai fixé par les ordonnances du 26 juin ¹ et du 27 août 1952 ² et qui expire aujourd'hui.

En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni a déposé en deux exemplaires un volume contenant les copies certifiées conformes de ceux des documents annexés à la réplique qui n'ont pas été antérieurement publiés et ne sont pas dans le domaine public. Un exemplaire de ce volume vous est également transmis ci-joint. L'autre demeurera déposé au Greffe, à la disposition des membres de la Cour.

Veuillez agréer, etc.

30. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ³

26 novembre 1952.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre n° 17329 du 6 novembre 1952 ⁴, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Greffe a fait établir, à l'usage des membres de la Cour, la traduction en français de la réplique déposée par le Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Je joins à la présente lettre, à toutes fins utiles, sept exemplaires de cette traduction. Toutefois, je crois devoir préciser qu'elle ne présente aucun caractère officiel; je me réfère à cet égard à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite ».

Veuillez agréer, etc.

31. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER

Paris, le 19 janvier 1953.

Monsieur le Greffier,

Par ordonnance en date du 27 août 1952 ², la Cour a fixé au 6 mars 1953 le délai dans lequel le Gouvernement de la République doit déposer sa duplique dans l'affaire des Minquiers.

J'ai l'honneur de vous prier de transmettre à la Cour une demande de prolongation de ce délai, en raison d'une part de la maladie d'un des membres de la délégation française chargé de diverses recherches historiques, et d'autre part de nouvelles fonctions que le conseil du Gouvernement de la République dans cette affaire, M. P. H. Teitgen, a assumées dans certaines assemblées européennes.

Je saisis naturellement les difficultés qui pourraient se présenter pour nous accorder une prolongation de délai, mais je vous serais obligé de

¹ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 25-26.

² Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 173-174.

³ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

⁴ Voir n° 29.

faire remarquer à la Cour que notre travail a été considérablement compliqué par la disparition des archives françaises situées dans les villes de la côte normande, à la suite des bombardements qui détruisirent les archives départementales lors de la libération de la France en 1944.

S'il était donc possible à la Cour de décider la prolongation du délai fixé pour le dépôt de la duplique jusqu'au 28 mars, ce délai de trois semaines supplémentaires nous serait fort utile.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

32. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM

22nd January 1953.

Sir,

I have the honour to transmit herewith a certified true copy of a letter dated January 19th, 1953¹, by which the Agent of the French Government in the *Minquiers and Ecrehos* case has asked that the time-limit fixed by Order of August 27th, 1952², for the filing of the Rejoinder of his Government in that case be extended to March 28th, 1953.

Referring to Article 37, paragraph 4, of the Rules of Court, I shall be much obliged if you will let me know your views on the matter as soon as possible.

I have, etc.

33. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

London, 27th January 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (17738) of the 22nd January¹, transmitting a certified true copy of a letter dated the 19th January 1953, by which the Agent of the French Government in the *Minquiers and Ecrehos* case has asked that the time-limit fixed by Order of the 27th August 1952², for the filing of the Rejoinder of his Government in that case, be extended to the 28th March 1953.

In reply to the enquiry made in the second paragraph of your letter under reference, I have the honour to state that the Government of the United Kingdom have no objection to the request made on behalf of the French Government by their Agent.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

¹ See No. 31.

² .. Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 173-174.

³ See No. 32.

34. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE¹

29 janvier 1953.

Monsieur l'Agent,

Comme suite à ma note du 22 janvier 1953, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par lettre du 27 janvier 1953², l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni m'a fait savoir que son Gouvernement ne s'opposait pas à la prolongation jusqu'au 28 mars 1953 du délai fixé par l'ordonnance du 27 août 1952 pour le dépôt de la duplique du Gouvernement français dans l'affaire des Minquiers.

J'ai également l'honneur de vous faire connaître que le Vice-Président de la Cour, faisant fonction de Président, a rendu aujourd'hui une ordonnance³ fixant au 28 mars 1953 la date d'expiration du délai pour la présentation de cette pièce.

Je ne manquerai pas de vous transmettre sous peu l'expédition officielle, destinée à votre Gouvernement, de l'ordonnance de ce jour.

Veuillez agréer, etc.

35. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

9 mars 1953.

Monsieur l'Agent,

Le contre-mémoire déposé au nom du Gouvernement de la République française en l'affaire des Minquiers et des Écréhous a mentionné quelques ouvrages qui ne se trouvent ni aux bibliothèques du Palais de la Paix ni dans les autres bibliothèques des Pays-Bas. Je vous envoie ci-joint la liste de ces ouvrages (annexe 1).

Des membres de la Cour, ou l'agent du Gouvernement britannique, pourraient exprimer le désir de prendre connaissance d'un de ces ouvrages. Pour me permettre de donner suite à une demande éventuelle de leur part, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire tenir un exemplaire des ouvrages dont il s'agit. Ils seraient déposés au Palais de la Paix, bureau n° 226, où ils pourraient être consultés. Ils vous seraient restitués lorsque l'arrêt aura été rendu.

J'adresse une demande analogue à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, pour les ouvrages mentionnés dans le mémoire et la réplique et non disponibles aux Pays-Bas. Vous voudrez bien trouver ci-joint la liste de ces ouvrages (annexe 2). Vous constaterez que certains titres figurent dans les deux listes (ils ont été marqués d'un astérisque).

J'ajoute que, lorsque la duplique française aura été déposée, mes services procéderont aux mêmes fins à son examen : je me réserve donc de vous écrire à nouveau, si certains des ouvrages qui y sont mentionnés ne sont pas non plus disponibles aux Pays-Bas.

Veuillez agréer, etc.

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

² Voir n° 33.

³ » publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1953. pp. 4-5.

Annexe 1.

Affaire des Minquiers et des Écréhous

Liste des ouvrages ne se trouvant pas dans des bibliothèques aux Pays-Bas

Mentionnés dans le contre-mémoire français :

Arch. Aff.-Étr. Mém. et doc. Angleterre, t. 115, pp. 298-299.

- (*) *Blum* (E.), Les origines du bref de lai et d'aumône. (Travaux de la semaine d'histoire du droit normand, 1923. Caen, 1925.)

Historiens de France, t. XXIII, p. 613, a. b., 614, j., 726, a. (Liste des fiefs tenus du roi de France.)

- (*) *Hermant*, Histoire du diocèse de Bayeux. Manuscrit de la bibliothèque de Caen, t. II, p. 206.

- (*) *Havet* (J.), Bibliothèque de l'école des Chartes, 1876, p. 205, n° 10, 1877, p. 296.

Du Monstier, Neustria Pia, p. 830.

Gibon (Père de), Les îles Chausey, dans « le Pays de Granville », t. V et VI.

Gibon (Père de), Les îles de Chausey, article publié par le « Pays de Granville », 1910, p. 262.

Note : Les ouvrages marqués d'un astérisque (*) sont également mentionnés dans les *mémoire* et *réplique* anglais.

Annexe 2.

Minquiers and Ecrehos Case

List of works not available in Dutch Libraries

Referred to in British Memorial :

Le Patourel (J. H.), Earlier invasions of the Channel Islands, 1945.

Balleine (G. R.), A history of the Island of Jersey, &c.

Gibon (Père de), Les Îles Chausey et leur histoire. 2^{me} édition. 1935.

Dupont (G.), Cotentin et ses Îles.

Letter of Lord Palmerston to Lord Granville, then British Ambassador in Paris, 29th March, 1837. Foreign Office Papers, 27/535.

Frémine (C.), Le Roi des Ecréhous. Paris, 1886.

Dawson (L. S.), Mémoire of Hydrography, Pt. I. (1750-1830).

White (M.), Rough remarks for the survey of the Islands of Jersey, Guernsey, Alderney, Sercq and Coast of France; undertaken in the year 1812; by Order of the Right Honorable The Lords Commissioners of the Admiralty. MS 542 A, p. 105, p. 41 (Hydrographic Dept. Admiralty, London).

The Channel Pilot, Pt. II (1870).

Pilote de la Manche, troisième partie (1875).

Williams (D. T.), The importance of the Channel Islands (Société Jerseyaise, Bulletin, XI, 18, 28, 30-1).

Caesarea or a discourse of the Island of Jersey (Société Jersiaise, 10th Pubn., 1889, p. 98).

Journal de Jean Chevalier (Société Jersiaise, 1906, pp. 332-3).

Actes des états de l'île de Jersey, 1689-1700 (Société Jersiaise, 17th. Pubn., p. 36).

Société Jersiaise Bulletin Annuel, X 238, — VI, 180 note (1), 461-462, 238.) *Chronique de Jersey*, 30/1 1886.

Referred to in British Reply :

Foreign Office Papers, 97/447. (These Minutes are contained in bulky bound volumes, but the relevant passages could be produced by photostat for the use of the Court, if necessary.)

Petit-Dutaillis (C.), *Le Dshéritement de Jean-Sans-Terre et le meurtre d'Arthur de Bretagne*. Paris, 1925.

Rolls of the Assizes held in the Channel Islands A.D. 1309. (Société Jersiaise, 18th Pubn., pp. 11-12, 319.)

Havet (J.), *Les Cours Royales des Îles Normandes*. Paris, 1878.

Sélosse, *L'Île de Serk*, Paris, 1928.

44th Annual Report of the Deputy Keeper of the Public Records. London, 1883, p. 575. (Citing French Rolls, 3 Hen. V, m. 6.)

48th Annual Report of the Deputy Keeper of the Public Records, London, 1887, p. 317 (citing *ibid.*, 15 Hen. VI, m. 5).

Blum (E.), *Les origines du bref de lai et d'aumône*. (Travaux de la Semaine d'histoire du droit normand tenue à Jersey du 24 au 27 mai 1923. Caen, 1925.)

Cartulaire des Îles normandes. (Société jersiaise, 1924.)

Dupperrey (probably meant to be Duperrey) (M.), *Discours prononcés aux funérailles de M. Beauteemps-Beaupré*. Paris, n.d.

White (Martin), *A survey of the Island of Jersey and its surrounding dangers* (= a Chart which incorporated the author's work in the Ecrehos group, published by the British Admiralty on the 26th June 1821; a further chart, n° 59, which included his work at the Minquiers, published on the 1st May, 1826.

Pollock (F.) and F. W. Maitland, *History of English law before the time of Edward I.* 2nd Ed. Cambridge, 1898.

36. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

9th March 1953.

Sir,

The Memorial and the Reply filed in the name of the Government of the United Kingdom in the Minquiers and Ecrehos case mention a number of works which are not available either in the libraries of the Peace Palace or in other libraries in the Netherlands. A list of these works is enclosed herewith (Annex 2¹).

¹ See above.

Members of the Court, or the Agent of the French Government, may desire to consult these works, and so that we may satisfy any possible request on their part, I should appreciate it if you would have sent to me a copy of each of the works listed. They would be placed in the Peace Palace (Room 226), where they could be consulted, and would be returned to you after the Judgment in the case.

I am sending a similar request to the Agent of the French Government regarding works mentioned in the Counter-Memorial which are not available in the Netherlands (Annex 1 herewith¹). I have also told the French Agent that I shall complete my request to him after receipt and perusal of the French Rejoinder.

You will notice that certain works appear in both lists (Annexes 1 and 2): they are marked with an asterisk.

I have, etc.

37. THE FOREIGN OFFICE TO THE REGISTRAR

London, 13th March 1953.

Sir,

In the absence of Mr. Best, the Agent in the *Minquiers and Écréhous* case, I am replying to your letter of March 9th² (17962) requesting copies of a number of works referred to in the United Kingdom Memorial and Reply. Some of these works may consist of sole copies or of originals which would not normally be sent out of the country. However, I will have the matter investigated and will do my best to make copies or photostats of these books and records available to the Court.

I have, etc.

(Signed) G. G. FITZMAURICE.

38. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE³

26 mars 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre n° 17961 du 9 mars 1953⁴ par laquelle je vous demandais de bien vouloir me faire tenir un exemplaire de certains ouvrages cités dans les pièces de la procédure (affaire des *Minquiers*) et qui ne se trouvent pas dans nos bibliothèques.

Puisqu'il est probable que la date d'ouverture de la procédure orale sera renvoyée, il ne paraît pas nécessaire que ces ouvrages nous soient communiqués dans un proche avenir. Je vous serais obligé de nous les faire tenir après que sera définitivement fixée la date d'ouverture de la procédure orale.

Veuillez agréer, etc.

¹ See above.

² See No. 36.

³ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

⁴ Voir n° 35.

39. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

28 mars 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de l'exemplaire original, signé par vous, de la duplique du Gouvernement de la République française en l'affaire des Minquiers, qui est suivie de deux annexes. J'ai également reçu les soixante-quize exemplaires imprimés de la duplique. Le dépôt de cette pièce de procédure a été effectué dans le délai fixé par l'ordonnance du 29 janvier 1953¹.

J'ai observé que l'exemplaire original de la duplique contient un certain nombre de corrections manuscrites qui ne figurent pas dans les autres exemplaires. J'en ai fait dresser la liste, qui sera insérée dans chaque exemplaire de la duplique. J'ai averti M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni de ce qui précède.

Veuillez agréer, etc.

40. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

March 28th, 1953.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith two certified copies of the Rejoinder of the Government of the French Republic in the Minquiers case. You will observe that those copies contain manuscript corrections: these were inserted by the French Agent in the original copy of the Rejoinder.

Please also find herewith six uncertified copies of the Rejoinder. Each copy contains a list of the corrections mentioned above.

The document was duly filed within the time-limit fixed by the Order of January 29th, 1953².

I have, etc.

41. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

London, 2nd April 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 26th March 1953 (No. 18096). I note that you may not require in the near future the works referred to in your letter of the 9th March 1953³ (No. 17962). I am, however, proceeding with the collection of these

¹ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1953, pp. 4-5.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1953, pp. 4-5.

³ See No. 36.

works in case you should want them at short notice when a date has been fixed for the opening of the oral proceedings.

I have, etc.

(Signed) David JOHNSON,
For R. S. B. BEST.

42. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

10 avril 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Greffe a préparé, à l'usage des membres de la Cour, une traduction en anglais de la duplique déposée par le Gouvernement français dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Je joins à la présente lettre, à toutes fins utiles, un exemplaire de cette traduction. Toutefois, je crois devoir préciser qu'elle ne présente aucun caractère officiel : je me réfère à cet égard à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite ».

Veuillez agréer, etc.

43. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

2 mai 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Cour a fixé au jeudi 17 septembre 1953, à 10 heures 30, la date à laquelle s'ouvrira la procédure orale dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Le Président a l'intention de réunir les agents des Parties la veille de ce jour pour discuter avec eux certains points de procédure.

Veuillez agréer, etc.

44. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

London, June 12, 1953.

Sir,

In accordance with Article 40, paragraph 5, of the Rules of Court, I have the honour to forward two signed copies and seventy-four other copies of a list containing corrections to errors made in the United Kingdom Memorial and Reply in the Minquiers and Ecréhous case.

I have, etc.

(Signed) R. S. B. BEST.

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

45. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18 juin 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, se référant à l'article 40, paragraphe 5, du Règlement, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous m'a fait parvenir un document imprimé contenant une liste d'errata aux pièces de la procédure écrite (y compris les annexes) déposées par ce Gouvernement en ladite affaire, liste précédée d'une note explicative.

Je vous envoie ci-joint, également en me référant à l'article précité, sept exemplaires de ce document dont deux certifiés conformes par moi. Veuillez agréer, etc.

46. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18 juin 1953.

Monsieur l'agent,

Par ma lettre du 9 mars 1953¹, je vous avais envoyé la liste des ouvrages mentionnés dans le contre-mémoire du Gouvernement français en l'affaire des Minquiers et des Écréhous et qui ne se trouvent ni aux bibliothèques du Palais de la Paix ni dans les autres bibliothèques des Pays-Bas. Je vous avais annoncé que cette liste serait complétée après examen de la duplique française.

J'ai aujourd'hui l'honneur de vous envoyer une nouvelle liste. Elle est complétée comme il est dit ci-dessus. De plus, il y est fait mention des ouvrages qui, tout en figurant dans certaines bibliothèques des Pays-Bas, ne se trouvent pas dans celle du Palais de la Paix. En effet, il convient que ces ouvrages soient constamment à la disposition de la Cour, tout au moins depuis la première audience jusqu'à l'arrêt ; il serait même préférable de les avoir dès le 1^{er} septembre. Or, il est difficile de s'attendre que les Bibliothèques néerlandaises consentent volontiers des prêts s'étendant sur une aussi longue période.

Dans ces conditions, je vous prie de considérer ma demande du 9 mars 1953 comme s'étendant à tous les ouvrages mentionnés dans la liste ci-jointe. Je confirme que ces ouvrages, qui pourront être consultés au bureau n° 226 du Palais de la Paix, vous seront restitués après l'arrêt.

Je vous serais également très obligé de bien vouloir faire en sorte que les ouvrages dont il s'agit parviennent au Greffe avant le 1^{er} septembre 1953.

J'adresse une demande analogue à M. l'agent du Royaume-Uni en ce qui concerne les ouvrages mentionnés dans le mémoire et la réplique et qui ne se trouvent pas non plus dans les bibliothèques du Palais de la Paix.

Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer, etc.

¹ Voir n° 35.

(Annexe à lettre à
l'agent du Gouvernement français) :

- Beaumanoir*, Coutumes de (Clermont-en-)Beauvaisis, n° 1043.
Roger de Hoveden, IV, 114 }
Roger de Wendover, I, 294 } chroniqueurs anglais.
- (*) *Pégot-Ogier*, Histoire des Îles de la Manche.
 (*) *Raoul de Coggeshall*, Chronique, éd. *Stevenson*.
Layettes du Trésor des Chartes, t. III, pp. 411, 487, nos 4416, 4554.
Delachenal, Histoire de Charles V, t. II, Paris, 1909.
Froissart, éd. Buchon, t. V., app. p. 305.
 (*) *Gallia Christiana*, XI, Instrumenta, col. 94, n° 32.
 (*) *Summa de Legibus Normannie*, XXX, 2. CXV. Ed. *Tardif*, t. II.
Père Anselme, Histoire généalogique de la maison de France, t. I,
 p. 77, t. III, pp. 301-303.
 (*) *Besnier*, (R.), La coutume de Normandie, Paris, 1935.
Dom Cottineau, Répertoire des abbayes et prieurès, t. I, col. 388.
Coutumiers de Normandie, ch. XVI, De Veriscis, Ed. *Tardif*, 1896.
Prentout (H.), Essais sur les origines et la fondation du Duché de
 Normandie. Paris, 1911.
Lauer (Ph.), Le règne de Louis IV d'Outremer, Paris, 1899.
Lauer (Ph.), Robert 1^{er} et Raoul de Bourgogne, rois de France.
 Paris, 1910.
Fliche (A.), L'Europe occidentale de 888 à 1125 (Histoire générale.
 Paris, 1930).
Joinville (J. de), Histoire de Saint-Louis, XXXVII, éd. Natalis de
 Wailly.
Giry, Manuel de diplomatique.
Petit-Dutaillis (C.), Monarchie féodale.
Richard (A.), Histoire des Comtes de Poitou.
Recueil des historiens des Gaules et de la France, t. XIX, I, p. 444.
Brissaud, Histoire du droit français.
Falle, Histoire des isles de Jersey et Guernesey, trad. française.
- (Note: Les ouvrages marqués d'un astérisque* sont également mentionnés dans les *mémoire et réplique* anglais.)

47. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

18th June 1953.

Sir,

In my letter of March 9th, 1953¹, I sent you a list of the works mentioned by the Government of the United Kingdom in its Memorial and

¹ See No. 36.

Reply in the Minquiers and Écréhous case, that are not available either in the libraries of the Peace Palace or in other libraries in the Netherlands.

I have the honour to-day to send you a new list. To the original list have been added works which, although they are to be found in certain libraries in the Netherlands, are not to be found in those of the Peace Palace. It is highly desirable that these works should be constantly at the disposal of the Court, at least from the date of the opening of the hearing until the date on which the Judgment is delivered; it would even be preferable that they should be available here before September 1st. Dutch libraries cannot reasonably be expected to loan such works for so long a period.

In these circumstances, I would beg you to regard my request of March 9th, 1953, as covering all the works mentioned in the list appended to my present letter. I should like to confirm that these works, which will be made available for consultation in Room 226 of the Peace Palace, will be returned to you after the Judgment is delivered.

I should also be very grateful if you would take the necessary steps to ensure that the works in question will reach the Registry before September 1st, 1953.

I am sending a similar request to the Agent of the French Republic regarding works mentioned in the Counter-Memorial and Rejoinder of that Government, that are not to be found in the libraries of the Peace Palace.

Thanking you in advance,
I have, etc.

(Enclosure to letter to
Agent of the Government of the United Kingdom):

Pégot-Ogier, Histoire des Îles de la Manche.

Rotuli Litterarum Patentium (Record Commission, 1835), pp. 130, 125.

Le Patourel (J. H.), The medieval administration of the Channel Islands, 1199-1399. 1937.

Eagleston (A. J.), The Channel Islands under Tudor Government, 1485-1642. 1949.

Cal. Charter Rolls, 1226-57, p. 324.

Cal. Close Rolls, 1307-1313, pp. 112, 153.

Cal. Fine Rolls, 1337-1347, p. 37.

Cal. State Papers, Domestic, 1601-1603 and addenda, 1547-1565, p. 494.

Rotuli Chartarum (Record Commission, 1837).

La Gazette géographique, 4/II 1886.

Radulphi de Coggeshall, Chronicon Anglicanum. (Ed. J. Stevenson, Rolls Series.)

Powicke (F. M.), The Loss of Normandy. London, 1913.

Récits d'un Ménestrel de Reims au XIII^e siècle. Ed. *Natalis de Wailly*. Paris, 1876.

Besnier (R.), La coutume de Normandie. Histoire externe. Paris, 1935.

Chaplais (P.), The making of the treaty of Paris (1259) and the Royal Style. (English Historical Review, April, 1952.)

Cal. Patent Rolls, 1247-1258.

Cal. Fine Rolls, VII.

Summa de Legibus Normannie in curia laicali. Ed. E. J. Tardif, Vol. II, c. 115.

Gallia Christiana, XI.

Annales hydrographiques, 4e série, T. 1, 1950 (Étude historique sur les ingénieurs hydrographiques et le service hydrographique de la Marine, 1814-1914: Paris, 1951, 1.189.)

48. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

London, June 23, 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 18597) of June 18, 1953¹, in which you request that a number of books and other works be made available for consultation in Room 226 of the Peace Palace not later than September 1, 1953.

I shall do my best to comply with your request and I shall write to you again upon the matter in due course.

I have, etc.

(Signed) David H. JOHNSON,
For R. S. B. BEST.

49. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

July 30, 1953.

Sir,

I have the honour to transmit herewith a copy of a letter which I have to-day sent to Professor Gros, Agent of the Government of the French Republic in the Minquiers and Ecrehos case.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

Annex to No. 49

THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

Foreign Office, S.W. 1.

July 30, 1953.

Dear Professor Gros,

Minquiers and Ecrehos case

I think that I should let you know in advance that we desire to produce certain new documents in accordance with the procedure laid down by Article 48 of the Rules of Court. These will consist of

¹ See No. 47.

- (a) an expert opinion on certain technical points of medieval law ;
- (b) documents relating to the exercise of sovereignty by the United Kingdom over the Minquiers and the Ecréhous of the same categories as those contained in Volume II of the Memorial.

We shall let you have copies of these documents at the earliest possible moment, and in any case simultaneously with their deposit with the Court.

I am sending a copy of this letter to the Registry of the Court.

Yours sincerely,

(Signed) R. S. B. BEST.

50. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

1^{er} août 1953.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre n° 18300 du 2 mai 1953 ², j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la réunion du 16 septembre 1953, avec les agents des Parties en l'affaire des Minquiers et des Ecréhous, aura lieu à 10 h. 30, dans le bureau du Vice-Président faisant fonction de Président en ladite affaire.

Veuillez agréer, etc.

51. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

August 11, 1953.

Sir,

The Minquiers and Ecrehos case

I have the honour to inform you that, as I shall be out of the United Kingdom between August 18 and September 2, Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have appointed Mr. D. H. N. Johnson, Assistant Legal Adviser at the Foreign Office, to act as Assistant Agent during my absence.

Mr. Johnson, whose address for service will be c/o British Embassy, The Hague, will have full authority to act as Agent without reference to me during my absence.

I shall, as indicated above, resume the duties of Agent before the oral hearings begin, and during these hearings I shall, so far as is known at present, be assisted by the following persons :

Counsel. Sir Lionel Heald, Q.C., M.P.,
Attorney-General,
Mr. C. S. Harrison, O.B.E.,
Attorney-General of the
Island of Jersey,

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

² Voir n° 43.

Mr. G. G. Fitzmaurice, C.M.G.,
 Legal Adviser, Foreign Office,
 Professor E. C. S. Wade,
 Downing Professor of the Laws
 of England in the University
 of Cambridge, and
 Mr. D. H. N. Johnson, Assistant
 Legal Adviser, Foreign Office.

Expert Mr. J. D. Lambert,
Adviser. Research Department, Foreign Office.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

52. THE ASSISTANT AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED
 KINGDOM TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

August 26, 1953.

Sir,

The Minquiers and Ecrehos case

Referring to Mr. Best's letter of August 11, 1953¹, and to Article 48 of the Rules of Court, I have the honour to submit to the Court as further documents:

- (i) A letter, dated July 24, 1953, from Mr. Best to Professor T. F. T. Plucknett, Professor of Legal History in the University of London; and
- (ii) Professor Plucknett's reply, dated August 19, 1953, and memorandum attached thereto.

I enclose with this letter two photostat copies of these documents, and I have also forwarded one photostat copy to the Agent of the Government of the French Republic.

It is my intention to have these documents printed and to join them to the United Kingdom Government's pleadings as Annex A 157. I shall accordingly forward 76 printed copies as soon as possible.

I have, etc.

(Signed) David H. N. JOHNSON.

53. LE PREMIER SECRÉTAIRE FAISANT FONCTION DE GREFFIER
 A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

31 août 1953.

Monsieur l'Agent,

Par lettre du 26 août 1953² reçue au Greffe le 28, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni a déposé la photocopie de certains documents qu'il a l'intention, conformément à l'article 48 du Règlement,

¹ See No. 51.

² Voir n° 52.

de verser au dossier en annexe A 157¹ aux pièces de la procédure écrite. Ces documents sont les suivants :

- 1) une lettre, datée du 24 juillet 1953, de R. Best au professeur T. F. T. Plucknett, professeur d'histoire du droit à l'Université de Londres ;
- 2) une réponse du professeur Plucknett, en date du 19 août 1953, accompagnée d'un memorandum.

Dans sa lettre, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni m'informe qu'il vous a fait parvenir directement une photocopie de ces documents et qu'il a l'intention de les faire imprimer.

A toutes fins utiles, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, en sept exemplaires, une copie préliminaire de ces documents, accompagnée d'une traduction en français établie par le Greffe. Ainsi que vous le savez, cette traduction ne présente aucun caractère officiel. Je me réfère à cet égard à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite ».

Veuillez agréer, etc.

54. THE FIRST SECRETARY ACTING REGISTRAR TO THE AGENT
OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

1st September 1953.

Sir,

I have the honour to send you herewith, for your information, a copy of a French translation prepared by the Registry of the documents deposited in the Registry on August 28th, 1953, by the United Kingdom Government in the form of photostat copies.

In this connection, I would refer to Article 39, paragraph 4, of the Rules of Court, which provides that "the Registrar is under no obligation to make translations of the pleadings or any documents annexed thereto", and emphasize that the translation in question has no official character whatsoever.

I have, etc.

55. L'AMBASSADE DE FRANCE AU GREFFE DE LA COUR

L'Ambassade de France présente ses compliments au Greffe de la Cour internationale de Justice et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint, comme suite à la demande formulée par la Cour auprès de l'agent du Gouvernement français, un certain nombre d'ouvrages destinés à être consultés par les juges pendant la procédure orale de l'affaire des *Minquiers et des Écréhous*.

L'Ambassade serait reconnaissante au Greffe de la Cour de vouloir bien veiller à la sécurité de ces livres dont les plus anciens ont été confiés par la Bibliothèque nationale et qui devront lui être renvoyés à la fin de la procédure orale de l'affaire des *Minquiers et des Écréhous*.

¹ Voir p. 608.

L'Ambassade saisit cette occasion de renouveler au Greffe de la Cour internationale de Justice les assurances de sa haute considération.

La Haye, le 2 septembre 1953.

56. THE FIRST SECRETARY ACTING REGISTRAR TO THE FOREIGN OFFICE

3rd September 1953.

Dear Mr. Lambert,

With reference to our letter of June 18th, 1953¹, to the Agent of the Government of the United Kingdom in the Minquiers and Ecrehos case and to his reply of August 29th, 1953, I beg to acknowledge receipt of the publications indicated in the enclosed list which have been deposited in Room 211 of the Peace Palace for consultation by Members of the Court.

Yours sincerely, etc.

57. THE ASSISTANT AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

September 3, 1953.

Sir,

Further to my letters of August 26² and August 29, 1953, I have the honour to inform you that I am to-day despatching under separate cover

- (i) A photostatic copy of "Le Roi des Ecréhous", by C. Frémine, being one of the works for the loan of which you asked in your letter of March 9, 1953, and not brought by Mr. J. D. Lambert.
- (ii) 76 printed copies of the document submitted by the United Kingdom Government as Annex A 157³ to its pleadings.

I have, etc.

(Signed) David H. N. JOHNSON.

58. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

Paris, le 3 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Par lettre n° 19050 du 31 août 1953⁴, vous avez bien voulu me faire parvenir deux documents que M. l'agent du Gouvernement du Royaume-

¹ See No. 47.

² " " 52.

³ " p. 608.

⁴ Voir n° 53.

Uni a l'intention de verser au dossier en annexe A 157¹ aux pièces de la procédure écrite. J'ai reçu le 29 août une photocopie de ces deux documents que mon collègue avait bien voulu m'envoyer directement.

J'ai l'honneur de vous indiquer que j'accepte la production de ces deux documents.

Toutefois, afin qu'un précédent ne puisse pas s'établir sur cet assentiment, je voudrais préciser que, dans l'interprétation que le Gouvernement de la République française donne à l'article 48 du Règlement, la procédure écrite se trouve terminée avec le dépôt de la duplique et que, au sens de l'article 45 du Règlement, l'affaire se trouve dès lors en état. Dans cette interprétation les documents nouveaux présentés après la fin de la procédure écrite n'ont pas le caractère d'annexes aux pièces de la procédure écrite, mais ils peuvent être utilisés au cours de la procédure orale. Ces dispositions du Règlement ont pour objet, selon le Gouvernement de la République française, d'éviter une prolongation, voire une réouverture de la procédure écrite, après le dépôt de la dernière pièce prévue par l'ordonnance du Président fixant dans chaque affaire les délais de la procédure écrite. Les observations faites ci-dessus ne portent que sur les principes, et je tiens à répéter que le Gouvernement de la République donne son assentiment à l'utilisation des deux documents auxquels se réfère votre lettre, dans les conditions indiquées par M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

59. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

Paris, le 4 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous communiquer la liste de la délégation qui se rendra auprès de la Cour internationale de Justice pour le débat oral dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous :

Agent du Gouvernement : Professeur André Gros

Experts : M. Burnay, conseiller d'État,
Amiral Durand de Saint-Front,
M. Prosper Weil, professeur à la
Faculté de droit de Grenoble,
M. Pierre Duparc, conservateur adjoint
des archives du ministère des
Affaires étrangères.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

¹ Voir p. 608.

60. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

8 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

Par votre lettre du 3 septembre 1953¹, vous voulez bien me faire savoir que vous acceptez la production des deux documents que M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers avait l'intention de verser au dossier en annexe A 157² aux pièces de la procédure écrite, documents dont je vous avais envoyé des copies par ma lettre du 31 août 1953³ et dont vous aviez d'ailleurs reçu, le 29 août, des photocopies à vous expédiées directement par M. l'agent du Royaume-Uni. Vous voulez bien également exposer l'interprétation donnée par le Gouvernement de la République française à l'article 48 du Règlement, ainsi que les conclusions qu'il en déduit touchant la production des documents dont il s'agit.

En accusant la réception de votre communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'en fais tenir la copie à M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni et à MM. les membres de la Cour. Veuillez agréer, etc.

61. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

8th September 1953.

Sir,

I have the honour to send you herewith a copy of a letter dated September 3rd, 1953⁴ (with its English translation prepared by the Registry for use within the Court), which I have just received from the Agent of the Government of the French Republic in the Minquiers and Ecrehos case.

I have, etc.

62. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

8th September 1953.

Sir,

With reference to our previous correspondence and to the documents deposited in the form of photostat copies by the Government of the United Kingdom in the Registry on August 28th (i.e. exchange of correspondence between Mr. Best and Professor Plucknett, with attached memorandum), I have the honour to request you to be good enough to send to the Registry the works indicated on the enclosed list, so that

¹ Voir n° 58.

² » p. 508.

³ » n° 53.

⁴ See No. 58.

they may be at the disposal of Members of the Court until the closure of the oral proceedings.

I understand that the Registry may also expect to receive very shortly, either as originals or as photostat copies of the relevant passages, the last two items indicated in the enclosed list as Nos. 8 and 9.

I have, etc.

LIST OF WORKS QUOTED IN PROFESSOR PLUCKNETT'S NOTE OF
AUGUST 19th, 1953 (ANNEX TO DISTR. 53/132), AND TWO OTHER
WORKS (Nos. 8 AND 9)

1. MARTIN, Olivier, *Histoire de la coutume de Paris*, I, p. 221.
2. BOUTILLIER, Jean, *Somme Rurale*, part 1, folio 151 b of the édition of 1538.
3. CAUWES, Paul, article "Aumône" in the *Grande Encyclopédie*.
4. LAGUELLE, H., *La conception féodale de la propriété en Normandie* (1902).
5. COKE, *First Institutes*, f. 99 a.
6. PETIT-DUTAILLIS, in the *Revue historique* : CXLVII, p. 178.
7. GENESTAL & TARDIF (Ed.), *Atiremens et Jugiés d'Eschequiers*, n° 40 & n° 18.
8. *Gazette géographique*, 4/II 1886.
9. *Foreign Office Papers*, 97/447. (These Minutes are contained in bulky bound volumes, but the relevant passages could be produced by photostat for the use of the Court, if necessary.)

63. LE GREFFIER ADJOINT AU MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DES PAYS-BAS

9 septembre 1953.

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord du 26 juin 1946 entre le Gouvernement des Pays-Bas et la Cour internationale de Justice, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les personnes dont les noms suivent ont été désignées par les Parties en l'affaire des *Minquiers et des Écréhous* pour les représenter devant la Cour internationale de Justice :

I. *Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*
En qualité d'agent

Mr. R. S. B. Best, troisième juriconsulte du ministère des Affaires étrangères.

En qualité de conseils

Sir Lionel Heald, Q. C., M. P., *Attorney-General* ;

Mr. C. S. Harrison, O. B. E., *Attorney-General* pour l'île de Jersey ;

Mr. G. G. Fitzmaurice, C. M. G., juriconsulte du ministère des Affaires étrangères ;

Prof. E. C. S. Wade, titulaire de la chaire Downing sur les lois de l'Angleterre à l'Université de Cambridge ;

Mr. D. H. N. Johnson, jurisconsulte adjoint au ministère des Affaires étrangères.

En qualité de conseiller expert

Mr. J. D. Lambert, service des Recherches, ministère des Affaires étrangères.

II. *Pour le Gouvernement de la République française :*

En qualité d'agent

Le professeur André Gros, jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères.

En qualité d'experts

M. Burnay, conseiller d'État ;

Amiral Durand de Saint-Front ;

M. Prosper Weil, professeur à la Faculté de droit de Grenoble ;

M. Pierre Duparc, conservateur adjoint des archives du ministère des Affaires étrangères.

Veillez agréer, etc.

64. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

September 8, 1953.

Sir,

The Minquiers and the Ecrehos case

Referring to my letter of August 11, 1953¹, I have the honour to inform you that I have to-day resumed my functions as Agent.

With reference to Mr. Johnson's statement in his letter of August 29, 1953, that he would be writing separately concerning the works not brought to the Registry by Mr. J. D. Lambert on September 1, 1953, I am now in a position to state the following :

(a) *Le Roi des Ecrehou*, C. Frémine.

A photostatic copy of this work has now been despatched to the Registry via the British Embassy, The Hague.

(b) The following items are being despatched immediately to the Registry via the British Embassy, The Hague.

(i) *Histoire des Îles de la Manche*, M. Pégot-Ogier.

(ii) *La Coutume de Normandie*, R. Besnier.

(iii) *The Minutes of the 1866-67 Negotiations for the Fishery Convention of 1867* in the form of a certified photostatic copy from Foreign Office papers 97/447.

(iv) *Gazette Géographique* (issue of February 4, 1866), in the form of a certified photostatic copy of the relevant pages (93-94) from Foreign Office Papers 27/3653, into which the original issue had been bound.

¹ See No. 51.

- (v) *Chronique de Jersey* (issue of January 30, 1886), in the form of a certified photostatic copy of the relevant page of this newspaper.
- (c) Although not requested to do so, the Government of the United Kingdom have also decided to deposit with the Registry one certified photostatic copy of the preparatory work of the Fishery Convention of 1839. It is requested that this copy (which is being despatched under separate cover) should be made available for consultation during the case on the same basis as the works requested by the Registry in its letters of March 9 and June 18, 1953.
- (d) *Les Origines de bref de lai et d'aumône*, E. Blum.
This work was initially cited by the Government of the French Republic, and a copy asked of them as well as of the United Kingdom Government. The United Kingdom Government have so far been unable to obtain on loan a copy of this rare paper. It is hoped that the Government of the French Republic have been able to supply one.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

65. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.
September 8, 1953.

Sir,

The Minquiers and Ecrehos case

I have the honour to inform you that twenty-five copies of the following documents, which the United Kingdom Government submit as further documents under Article 48 of the Rules of the Court, have been despatched to the Registry via the British Embassy, The Hague.

- (i) A document entitled "Photostatic Enlargement of Part of a Map of France, from Stieler's *Hand-Atlas* (Published by Justus Perthes, Gotha, 1932/34), shewing the Channel Islands, and Ecréhous and Minquiers Islets as English."
- (ii) A document entitled "Photostatic Copy of a Map of North-West France, from Stieler's *Hand-Atlas* (Published by Justus Perthes, Gotha, 1905), shewing the Channel Islands, and Ecréhous and Minquiers Islets as English."

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

66. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

10th September, 1953.

Sir,

In your letter RSBB/PFB/1 of September 8th, 1953¹, you announced the despatch to the Registry of a number of works, which were referred to in the pleadings in the Minquiers case, and the deposit of which was requested by the Registry.

I have the honour to inform you that those works, together with those previously deposited in the same conditions by you and those deposited in the same conditions by the Agent of the French Government, will all be placed in the Peace Palace, in Room 211, where they may be consulted by the Parties and by Members of the Court. An official of the Registry will remain in that room to assist those who desire to consult these works.

I have duly noted that the United Kingdom Government have so far not been able to supply a copy of *Les Origines du bref de lai et d'aumône*, by E. Blum.

In your above-mentioned letter, you also state that you have also decided to deposit with the Registry one certified photostatic copy (two volumes) of the preparatory work of the Fishery Convention of 1839, while pointing out that you were not requested to do so; and you request that this copy should be made available for consultation during the case on the same basis as the works requested by the Registry. I shall not fail to inform you as soon as possible of the answer to your request.

While informing the Agent of the French Government of the measures taken to enable the Parties to have access to the works referred to above, I am sending him a copy of your letter RSBB/PFB/1, as well as of the present letter.

Please find enclosed a copy of the letter I have sent to-day to the Agent of the French Government.

I have, etc.

67. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

10th September 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of September 8th, 1953², informing me that 25 copies of the following documents, which the United Kingdom Government submit as further documents under Article 48 of the Rules of Court, have been despatched to the Registry via the British Embassy, The Hague.

- (i) A document entitled "Photostatic Enlargement of Part of a Map of France, from Stieler's *Hand-Atlas* (Published by Justus Perthes, Gotha, 1932/34), shewing the Channel Islands, and Ecréhous and Minquiers Islets as English."

¹ See No. 64.

² " " 65.

- (ii) A document entitled "Photostatic Copy of a Map of North-West France, from Stieler's *Hand-Atlas* (Published by Justus Perthes, Cotha, 1905), shewing the Channel Islands, and Ecréhous and Minquiers Islets as English."

I have the further honour to acknowledge receipt of the 25 copies of the aforementioned documents.

In pursuance of what is prescribed in the second sentence of paragraph 1 of Article 48, copies of your letter and of the documents have been communicated to the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

68. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

10 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

Me référant à notre correspondance antérieure relative au dépôt au Greffe des ouvrages cités par les Parties dans les pièces écrites en l'affaire des Minquiers et des Ecréhous, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les ouvrages déposés dans ces conditions, tant par vous-même que par M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, ont été placés dans le bureau 211, au Palais de la Paix, pour pouvoir y être consultés par les représentants des Parties et par MM. les membres de la Cour. Un fonctionnaire du Greffe se trouve dans ce bureau, pour aider aux recherches.

Je saisis cette occasion pour vous transmettre la copie d'une lettre de M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, portant la référence RSBB/PFB/1 et la date du 8 septembre 1953¹, ainsi que de ma réponse à cette lettre. Les deux volumes de travaux préparatoires mentionnés à la litt. c de la lettre de Mr. Fest seront mis à votre disposition dans mon bureau, si vous désirez les consulter.

Veuillez agréer, etc.

69. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

10 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par lettre datée du 8 septembre 1953² et portant la référence RSBB/PFB/3, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Ecréhous, se référant à l'article 48 du Règlement de la Cour, produit deux documents nouveaux. Ces documents sont décrits dans ladite lettre, dont vous voudrez bien trouver ci-joint la copie certifiée conforme. J'inclus également trois exemplaires desdits documents.

¹ Voir n° 64.

² » » 65.

Me référant à la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 48 du Règlement, je vous prie de bien vouloir, le plus tôt possible, me faire connaître vos vues sur la production de ces documents.

Veuillez agréer, etc.

70. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W.1.

September 9, 1953.

Sir,

I have the honour to state, with reference to the Minquiers and Ecrehos case, that the Agent of the Government of the French Republic has sent to me a copy of his letter to you, dated September 3¹, in which he states that he agrees to the production by the United Kingdom Government, in the oral proceedings in the above-mentioned case, of the two documents which you sent to him with your letter No. 19050 of August 31, 1953².

I have the honour to state, with reference to the third paragraph of the Agent of the Government of the French Republic's letter, that the United Kingdom Government are in general agreement with the views therein expressed, and, in particular, with the statement :

"Dans cette interprétation les documents nouveaux présentés après la fin de la procédure écrite n'ont pas le caractère d'annexes aux pièces de la procédure écrite, mais ils peuvent être utilisés au cours de la procédure orale."

The purpose of seeking an expert opinion on certain questions of medieval law, which raise somewhat abstruse issues, was to assist clarification of these issues in the course of the oral hearings before the Court.

It was stated in my letter of July 20, 1953, to the Agent of the Government of the French Republic, a copy of which I sent to you under cover of my letter to you of the same date, that the United Kingdom Government intended to submit to the Court certain further documents of the same categories as those already contained in Volumes II and III of the Memorial. Two of these have already been forwarded (see my letter RSB/PPB/3 of September 8, 1953)³, and the preparation of the remainder is now almost completed, and they will be forwarded to the Registry within the next few days. In this case also, the United Kingdom have considered that, since it is proposed to refer to these documents in the course of the oral hearings, it would be of advantage to the Court, and to the Government of the Republic, if they were made available in printed form. For reasons of convenience they will be numbered in continuation of the system adopted in the United Kingdom written pleadings, but the United Kingdom Government quite agree that they are not in fact part of the written pleadings.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

¹ See No. 58.

² " " 53.

³ " " 65.

71. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

11 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie, avec la traduction établie par les soins du Greffe, d'une lettre de M. l'agent du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous en date du 9 septembre 1953.

Veuillez agréer, etc.

72. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER ADJOINT

Personnelle

Paris, le 10 septembre 1953.

Cher Monsieur et Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 8 septembre me confirmant les indications que vous m'aviez données au sujet des livres à produire devant la Cour qui ne vous étaient pas parvenus encore.

En ce qui concerne les ouvrages de Roger de Hoveden et de Roger de Wendover, nous les avons en effet cités d'après le livre du professeur F. J. Lemarignier, dans les Travaux et Mémoires de l'Université de Lille « Recherches sur l'hommage en marche et les frontières féodales », 1945 ; le passage se trouve page 109 en note 149 dans les termes suivants :

N. 149 « Roger de Hoveden IV, 114 : *In quo colloquio Johannes rex Angliæ statim devenit in hæc homo Philippi regis Franciæ.* »

« Roger de Wendover, I, 294, *rex Johannes in continenti fecit homagium regi Francorum.* Cf. *loc. op. cit.* p. 219. »

L'édition à laquelle se rapporte Lemarignier dans son ouvrage est pour Hoveden :

Chronica, éd. Stubbs (Rolls Series, 51), Londres 1868-1871 (4 vol. in-8°),

et pour Wendover :

Flores historiarum, éd. Howlett (Rolls Series, 84), Londres 1886-1889, 3 vol. in-8° (t. 1^{er}).

Ces deux documents étant édités à Londres, si la Cour désire plus que la vérification de notre citation d'après Lemarignier, sans doute jugerez-vous possible de demander communication des volumes à la délégation britannique. Je tiendrai le livre de Lemarignier à votre disposition, naturellement.

Croyez, je vous prie, etc.

(Signé) André GROS.

73. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER ADJOINT

12 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu me transmettre par votre lettre n° 19099 du 10 septembre 1953 ¹ la copie d'une lettre de M. l'agent du Royaume-Uni (RSBB/PFB/1) du 8 septembre 1953 ², ainsi que la copie de votre réponse à cette lettre ³.

Le Gouvernement du Royaume-Uni ayant décidé de déposer au Greffe « une copie photostatique (deux volumes) des travaux préparatoires de la convention de 1839 » en même temps que les ouvrages demandés par la Cour, vous m'indiquiez que je pourrai consulter ces deux volumes dans votre bureau.

Après avoir vu aujourd'hui les deux volumes, je crois devoir vous exposer la position où me met la demande qui vous est adressée par M. l'agent du Royaume-Uni.

Un premier document nouveau a été déposé par le Gouvernement du Royaume-Uni le 28 août 1953 et j'ai donné mon accord à cette production par lettre du 3 septembre 1953 ⁴ :

Deux documents nouveaux ont été déposés par le Gouvernement du Royaume-Uni le 8 septembre 1953 (lettre RSBB/PFB/3 de M. Best ⁵ — votre lettre 19098 du 10 septembre ⁶). Je donne également mon accord à la production de ces deux documents.

Les deux volumes qualifiés « travaux préparatoires de la convention de 1839 » que le Gouvernement du Royaume-Uni propose de traiter comme les ouvrages demandés par la Cour soulèvent donc, pour la troisième fois, le problème des documents nouveaux.

Pour être complet, il me faut rappeler que, dans une lettre sans références du 9 septembre 1953, transmise par votre lettre 19114 du 11 septembre, M. l'agent du Royaume-Uni déclare que son Gouvernement a l'intention de soumettre à la Cour certains autres documents, de nombre et de volume imprécis, qui, je dois le constater, ne sont pas parvenus à la Cour cinq jours avant l'audience.

L'ampleur des deux volumes déjà reçus et l'imprécision de ce qui suivra, m'obligent à vous donner à nouveau mon sentiment sur l'application de l'article 48 du Règlement (je me réfère à ma lettre au Greffe en date du 3 septembre 1953 ⁴).

Si on admet que l'article 48 pose comme principe que, après la fin de la procédure écrite, « aucun document nouveau ne doit être présenté » (c'est moi qui souligne), il apparaît bien que le dépôt des pièces nouvelles doit conserver un caractère exceptionnel. Les deux volumes de « travaux préparatoires de la convention de 1839 », pour utiliser la description de M. l'agent du Royaume-Uni, paraissent difficilement avoir pu être laissés à l'écart lors de la rédaction du mémoire et de la réplique, et, si leur utilité

¹ Voir n° 68.

² » » 64.

³ » » 66.

⁴ » » 58.

⁵ » » 65.

⁶ » » 69.

pour la thèse britannique est apparue alors et non pas seulement quelques jours avant l'audience, la générosité avec laquelle le Royaume-Uni a inscrit ses archives aux annexes de la procédure écrite porte à penser que ces pièces « nouvelles » eussent trouvé là leur place naturelle.

Vous saisissez, Monsieur le Greffier, la difficulté où je me trouve pour donner une réponse qui tienne compte à la fois des intérêts d'une bonne justice internationale, du souci du Gouvernement du Royaume-Uni d'utiliser certains documents en sa possession et des responsabilités que j'assume.

Des délais fixés en prenant en considération tous les éléments nécessaires avaient été prévus. Les respecter encore, alors qu'il faudrait au Gouvernement de la République prendre connaissance d'une masse indéterminée de documents en un délai qui sera bientôt non plus de jours mais d'heures, serait certes demander à une Partie plus que les règles de la Cour n'ont fait dans l'article 48.

Mon premier sentiment a donc été de solliciter de la Cour une remise pour laisser au Gouvernement de la République le temps d'étudier tous les documents, ceux qui ont été annoncés comme ceux qui ont été remis, que le Gouvernement du Royaume-Uni désire déposer.

Cependant, plutôt que de solliciter de la Cour une remise dont les inconvénients sont manifestes pour tous, je suis prêt à laisser la Cour juge de mes difficultés et décider comment il conviendra de rétablir l'équilibre, indispensable à la bonne administration de la justice, qui se trouve aujourd'hui menacé à l'encontre du Gouvernement de la République.

En attendant la décision de la Cour, je déduis des termes de votre lettre n° 19099¹, Monsieur le Greffier, que les deux volumes qui vous furent adressés par M. l'agent du Royaume-Uni avec les ouvrages demandés par la Cour (lettre RSBB/PFB/1²) ne sont pas déposés comme documents nouveaux au sens de l'article 48 du Règlement, seule manière pour ces deux volumes d'entrer dans le dossier de l'affaire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

74. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

14 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre datée du 12 septembre 1953³ et que vous m'avez remise le même jour, et de vous faire connaître que la copie en sera transmise à M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Ecréhous, ainsi qu'à MM. les membres de la Cour.

Me référant au dernier alinéa de votre lettre, j'ai l'honneur de vous confirmer la déclaration que je vous ai faite oralement le 12 septembre, savoir que la collection en deux volumes de copies photostatiques déposée

¹ Voir n° 68.

² » » 64.

³ » » 73.

par M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en annexe à sa lettre RSBB/PFB/1 du 8 septembre ¹ (travaux préparatoires de la convention de 1839) n'a pas été présentée comme un document nouveau au sens de l'article 48 du Règlement. En attendant les instructions qui pourront m'être données à cet égard, elle ne fait pas partie du dossier de l'affaire.

Veuillez agréer, etc.

75. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

14th September 1953.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith copy (with an English translation made for the use of the Members of the Court) of a letter from the Agent of the French Republic in the Minquiers and Ecrehos case, dated September 12th, 1953 ², together with a copy of my reply ³ thereto.

I have, etc.

76. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W. 1.

September 12, 1953.

Sir,

The Minquiers and the Ecrehos case

Referring to my letter of July 30, 1953 ⁴, I have the honour to inform you that I am despatching under separate cover :

- (a) Seventy-six copies of a volume entitled "Additional Annexes submitted by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland" ;
- (b) One copy of a volume containing certified photostatic copies of the original texts of the above-mentioned Additional Annexes, other than of
 - (i) Annex A 158 ⁵, "The Administration of the Channel Islands, 1200-1373, which is compiled from *The Medieval Administration of the Channel Islands 1199-1399*, by J. H. Le Patourel, a copy of which has already been deposited in the Registry, and
 - (ii) Annex A 177 ⁶, "Affidavit of A. E. Mourant", etc., the original of which is included in the volume referred to in (b) above.

¹ Voir n° 64.

² See No. 73.

³ " " 74.

⁴ " " 49.

⁵ " p. 623.

⁶ " " 684.

The Annexes contained in the volume referred to in (a) above are numbered in continuation of the system adopted in the previous United Kingdom pleadings.

With reference to Annex A 167¹, "Dispatch from the Foreign Office to the British Ambassador in Paris, 29th March, 1837, regarding the Appointment of an Anglo-French Commission", etc., the United Kingdom Government are submitting the text of the final copy of the letter, taken from Foreign Office Papers, 146/181, together with an enclosure (referred to in the Foreign Office Dispatch) from the Admiralty to the Foreign Office, of February 14, 1837. When discussing this Dispatch in the United Kingdom Memorial, paragraph 78², and note 116³, reference was made to, and a quotation given from, the draft which is to be found in Foreign Office Papers, 27/535. The United Kingdom Government have now discovered the final copy of this letter, and submit this text—together with the enclosure referred to above—as an Additional Annex for the sake of completing the documentary records of the case.

With reference to Annex A 174⁴, which consists of three separate documents, namely

- (a) An article in *La Gazette géographique et l'Exploration* of February 4, 1886,
- (b) Articles in *La Justice* of January 24, 26 and 27, 1886,
- (c) An article in *La Chronique de Jersey* of January 30, 1886, these were mentioned in Annex A 45⁵ of the United Kingdom Memorial, but they were not reproduced in Annex A 46⁶, which gave some of the documents referred to in Annex A 45⁵. The above-mentioned documents, therefore, are now given, in order also to complete the documentary records of the case.

Certified photostatic copies of

- (a) *La Gazette géographique et l'Exploration* of February 4, 1886,
- (b) *La Chronique de Jersey* of January 30, 1886, and
- (c) the Minutes of the 1866-67 Negotiations for the Fishery Convention of 1867, in addition to being bound in the volume mentioned in (b) above, have also been deposited with the Registry as requested in its letters of March 9 and June 18, 1953. (See my letter RSBB/PFP/1 of September 8, 1953⁷.)

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

¹ See p. 639.

² " " 53.

³ " " note 1.

⁴ " " p. 639.

⁵ See pp. 244-246.

⁶ " " 246-248.

⁷ " " No. 64.

77. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

15 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Par une lettre en date du 8 septembre 1953, vous avez bien voulu me demander la production, devant la Cour, d'un certain nombre de livres supplémentaires mentionnés au cours de la procédure écrite en l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

J'ai l'honneur de vous faire tenir les six ouvrages suivants :

Hermant, Histoire du diocèse de Bayeux. Manuscrit de la Bibliothèque de Caen, t. I.

Havet (J.), Dans : Bibliothèque de l'école des Chartes 1876, p. 205, n° 10, 1877, pp. 296, 298.

Gibon (P. de), Dans : « Le Pays de Granville », t. VII.

Pégot-Ogier, Histoire des Îles de la Manche.

Besnier (R.), La coutume de Normandie, Paris, 1935.

Blum (E.), Les origines du bref de lai et d'aumône. (Travaux de la semaine d'histoire du droit normand, 1923. Caen, 1925.)

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

78. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM

15th September, 1953.

Sir,

Referring to my letter of September 10th, 1953 (No. 19100/16856), I would inform you that the Agent of the French Government in the Minquiers and Ecrehos case has given his consent to the production of the documents mentioned in your letter of September 8th, 1953 (RSBB/PFB/3¹), namely :

- (i) a document entitled "Photostatic enlargement of part of a map of France from Stieler's *Hand-Atlas* (published by Justus Perthes, Gotha, 1932-34), showing the Channel Islands and Ecrehos and Minquiers Islets as English",
- (ii) a document entitled "Photostatic copy of a map of North-West France from Stieler's *Hand-Atlas* (published by Justus Perthes, Gotha, 1905), showing the Channel Islands and Ecrehos and Minquiers Islets as English."

The Court has accordingly been informed of this acceptance and the documents placed in the file of the case.

I have, etc.

¹ See No. 65.

79. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

15 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une lettre en date du 12 septembre¹, par laquelle M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous dépose un volume intitulé « Annexes supplémentaires présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord », ainsi que cinq exemplaires de ce volume.

J'ajoute que vous pouvez consulter dans mon bureau un volume également déposé par M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, qui contient la photocopie de la plupart des documents dont il s'agit.

Me référant à l'article 48 du Règlement, je vous prie de bien vouloir me faire connaître le plus tôt possible vos vues sur la production de ces documents.

Veuillez agréer, etc.

80. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

15 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Le tome II de l'*Histoire du diocèse de Bayeux* étant un manuscrit, le conservateur de la bibliothèque municipale de Caen m'a remis la copie certifiée conforme à l'original du passage cité.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le texte remis par le conservateur.

Je vous adresse également la copie certifiée conforme des archives du ministère des Affaires étrangères, Mémoires et Documents d'Angleterre, t. II5, pages 298-299.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

81. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

16th September 1953.

Sir,

With reference to paragraph c of your letter (No. RSBB/PFB/1) of September 8th, 1953², and to paragraph 4 of my answer (No. 16855) of September 10th, 1953³, I have the honour to inform you that the Court decided this day that the preparatory work of the Fishery Convention of 1839 (two volumes) sent in annex to your aforesaid letter was

¹ Voir n° 76.

² See No. 64.

³ „ „ 66.

to be considered as a new document within the meaning of Article 48, paragraph 1, of the Rules of Court.

In view of that decision, I would ask you to let me know if your intention is to proceed to a deposit of the preparatory work of the Fishery Convention of 1839 in accordance with the procedure provided for by Article 48 of the Rules, mentioned above. Please let me have your answer as soon as possible, if possible to-day, to enable me to report to the Court before the hearings begin.

I have, etc.

82. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

16 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

Me référant au second alinéa de ma lettre du 10 septembre 1953¹ (n° 19099), ainsi qu'aux pièces jointes à cette lettre et à l'alinéa final de votre lettre du 12 septembre 1953², j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Cour a décidé aujourd'hui que les travaux préparatoires de la convention sur les pêcheries de 1839 devaient être considérés comme documents nouveaux au sens de l'article 48, paragraphe 1, du Règlement de la Cour.

En portant ce qui précède à la connaissance de M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, je l'ai prié de me faire savoir aussitôt que possible s'il avait l'intention de déposer lesdits travaux préparatoires en conformité de l'article 48 mentionné plus haut.

Veuillez agréer, etc.

83. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE
DEPUTY-REGISTRAR

September 16, 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 19135) of September 16, 1953³, in which you inform me that the Court decided to-day that the preparatory work of the Fishery Convention of 1839 (two volumes) sent as an annex to my letter, reference RSBB/PFB/1, of September 8, 1953⁴, was to be considered as a new document within the meaning of Article 48, paragraph 1, of the Rules of Court, and in which you also enquire whether it is my intention to proceed to the deposit of that preparatory work in accordance with the procedure provided for in the said Article 48.

¹ Voir n° 68.

² " " 73.

³ See No. 81.

⁴ " " 64.

I have the honour to state that I do not intend to deposit the preparatory work referred to in accordance with the procedure provided for in the said Article 48.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

84. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER

16 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu me transmettre la copie d'une lettre en date du 12 septembre par laquelle M. l'agent du Royaume-Uni dépose un volume d'« annexes supplémentaires » (votre lettre du 15 septembre 1953¹, n° 19131) et me demander, en application de l'article 48 du Règlement, de vous faire connaître mes vues sur la production de ces documents.

Tout en maintenant les principes exposés dans mes lettres des 3² et 12³ septembre 1953, j'ai l'honneur de vous donner l'accord du Gouvernement de la République française à la production du volume de documents nouveaux.

Veillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

85. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE COUNSEL OF THE GOVERNMENT OF
THE UNITED KINGDOM⁴

17th September, 1953.

Sir,

According to Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court :

"A transcript of speeches or declarations made by agents, counsel or advocates shall be made available to them for correction or revision, under the supervision of the Court."

A provisional transcript of each hearing is communicated without delay to all concerned, in order to give them an opportunity of correcting errors.

I should be obliged if you would inform me whether you intend to avail yourself of the right accorded you by this provision, in so far as concerns the statements which you make. Should your reply be in the affirmative, I should be grateful if you would let me have any corrections which you might wish to make as soon as possible after the hearing at which you have spoken, and preferably not later than the day after you receive the transcript. Since these are printed for the use of the

¹ Voir n° 79.

² " " 58.

³ " " 73.

⁴ A similar communication was sent to all the speakers who addressed the Court.

Court, it might be necessary for them to be reproduced in their original form and without any corrections if any delay should occur.

Thanking you in advance,
I have, etc.

86. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

17 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par lettre du 16 septembre ¹ répondant à ma communication (n° 19135 ²) du même jour, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous m'a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de verser au dossier les travaux préparatoires de la Convention des Pêcheries de 1839, conformément à la procédure prévue à l'article 48 du Règlement de la Cour.

Je n'ai pas manqué de porter ce qui précède à la connaissance de Messieurs les membres de la Cour.

Veuillez agréer, etc.

87. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

17th September, 1953.

Sir,

Referring to my letter of September 15th, 1953 (Reference 19132), I have the honour to inform you that the Agent of the French Government in the Minquiers and Ecrehos case, by a letter of September 16th ³ of which please find herewith a copy, has given his consent to the production of the documents contained in a volume entitled "Additional Annexes as submitted by the Government of the United Kingdom and Northern Ireland".

The Members of the Court have accordingly been informed of this acceptance and the documents have been distributed to them.

I have, etc.

88. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE
DEPUTY-REGISTRAR

September 17, 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 19133) of September 17, 1953 ⁴, addressed to the Attorney-General, Sir Lionel

¹ Voir n° 83.

² " " 81.

³ See No. 84.

⁴ " " 85.

Heald, Q.C., M.P., with reference to the right accorded by Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court, in so far as concerns the statements made by him in the course of the oral hearings in the Minquiers and Ecrehos case.

I have the honour to state that Sir Lionel Heald, and also the other Counsel appearing in the above-mentioned case on behalf of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, intend to avail themselves of the right accorded to them by Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court.

I have the honour further to state that I have taken note of the other observations contained in the second paragraph of your letter under reference, and that every effort will be made to let you have corrections on the day after Counsel has received the transcript of his speech.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

89. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU
GREFFIER

21 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par votre lettre n° 19099 du 10 septembre¹, m'indiquer que vous aviez reçu de M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni deux volumes de copies photostatiques de « Travaux préparatoires de la convention de 1839 » et vous m'indiquiez que je pourrais les consulter dans votre bureau.

Après avoir pris connaissance de ces volumes, je suis d'accord avec M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni pour penser que ces « Travaux préparatoires de la convention de 1839 » seraient utiles à la Cour pendant le débat oral et qu'il convient donc de les déposer.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

90. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

21st September 1953.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith copy of a letter of to-day's date² from the Agent of the French Government in the Minquiers case.

I have, etc.

¹ Voir n° 68.

² See No. 89.

91. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED
KINGDOM TO THE DEPUTY-REGISTRAR

September 22, 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 19181) of September 21, 1953¹, with which you transmitted to me a copy of a letter of the same date from the Agent of the French Government in the Minquiers and Ecrehos case relative to the deposit of the preparatory work of the 1839 Fishery Convention.

I have the honour to state that I have discussed with the Agent of the French Government the question of depositing the two volumes of photostatic copies of the preparatory work in question, and I am in agreement with him that they will be useful to the Court during the oral hearing and that they should therefore be deposited. I am therefore arranging for their deposit forthwith.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

92. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM

22nd September 1953.

Dear Mr. Best,

With reference to the letter of September 21st, 1953², from M. Gros—a copy of which I sent to you yesterday—concerning the production of the two volumes entitled "Preparatory Work of the 1839 Convention"; with reference also to your reply, dated September 22nd³; and with reference finally to my conversation with M. André Gros and yourself on the same subject, I desire to confirm that it has been agreed as follows:

The two volumes in question shall be placed in Room 211 where they can be consulted by the Members of the Court and the representatives of the Parties. The Members of the Court shall be informed that they have been filed and that this was done with the agreement of the Agents of the Parties. If at any time one or other of the Agents finds it necessary to cite these volumes, or to make reference to them, they will be available to him at the sitting of the Court. If either of the Agents should wish to study the volumes for a longer period, he can borrow them for one evening. If the Agents make reference to any of the documents contained in the volume, the Registry will immediately comply with a request by any Member of the Court to have the document in question copied *in extenso* and distributed to the Members of the Court. In view of the above, the Agents do not require that the whole of the two volumes should be reproduced and distributed to the Members of the Court.

Yours sincerely, etc.

¹ See No. 90.

² " " 89.

³ " " 91.

93. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

23 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la photographie déposée par l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en l'affaire des Minquiers et des Écréhous au cours de l'audience du 23 septembre au matin, ainsi que les photographies aériennes et l'aquarelle déposées par le même agent dans l'après-midi du même jour, ont été placées dans le bureau 211.

Veuillez agréer, etc.

94. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE DEPUTY-REGISTRAR

September 24, 1953.

Sir,

I have the honour to refer to your letter (No. 19070) of September 8, 1953¹, in which you requested me to send to the Registry the sources indicated on the list enclosed with your letter, and to the second paragraph of my reply of September 11, 1953. These sources were quoted by Professor T. F. T. Plucknett in his opinions on

- (a) The Effect under Medieval Law of a Gift in Frankalmoin, and
- (b) The nature of an Advowson and of *Quo Warranto* Proceedings in Medieval Law, printed in Annex A 157².

I have the honour to state that the following sources are being deposited with the Registry :

(a) Book :

Coke, E., *The First Part of the Institutes of The Laws of England* (Vol. 1), 1823.

(b) Photostatic Copies :

- (i) *Revue Historique*, Vol. CXLVII, containing the first part of an article by C. Petit-Dutaillis.
- (ii) Article on 'L'Aumône' by Paul Cauwes, contained in *La Grande Encyclopédie*, Vol. IV.
- (iii) Title page and extract from Martin (Olivier), *Histoire de la Coutume de la Frévéité et Vicomté de Paris* (Vol. 1), 1922.
- (iv) Title page and extract from Genestal, R. and Tardif, J., *Atiremens et Jugés d'Eschequiers* (vol. IV), 1921.

I have the honour further to state that it is hoped to make available soon :

Photostatic copies of the title pages and relevant extracts of :

¹ See No. 62.

² „ p. 608.

(a) Lagouelle, H., *La Conception féodale de la Propriété en Normandie*, 1902.

(b) Boutillier, Jean, *Somme Rurale* (Part 1), 1538.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

95. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU GREFFIER

24 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de déposer au Greffe, conformément aux dispositions de l'article 48 du Règlement, certains documents nouveaux¹ dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous, dont vous voudrez bien trouver la liste ci-jointe :

1° « Demande de concession des Minquiers » (1784), par M. L. Lebel-Jéhenne dans « Le Pays de Granville » — avril 1951, pp. 3 à 9 ;

2° Pétition des États de Jersey du 18 avril 1822, extrait d'un rapport intitulé : « Marine — quartier maritime de Granville, inspection des pêches maritimes, 12 Août 1823 — aux archives de l'ambassade de France à Londres — année 1823 » ;

3° Lettre du ministre des Affaires étrangères au marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres, en date du 17 février 1876 ;

4° Lettre du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères, en date du 11 août 1897, avec deux pièces jointes ;

5° Lettre de M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, en date du 27 avril 1903 ;

6° Lettre du ministre des Affaires étrangères à M. Corbin, ambassadeur de France à Londres, du 23 février 1937 ;

7° Lettre de l'administrateur de l'Inscription maritime, chef du quartier de Cancale, au directeur de l'Inscription maritime à Saint-Servan, en date du 25 juin 1937, avec deux pièces jointes ;

8° Correspondance du ministère des Travaux publics relative à la question du balisage des Minquiers, septembre 1937 à octobre 1938 — six pièces ;

9° Délibérations du conseil municipal de Cancale en date du 23 juillet 1939 ;

10° Témoignage de patrons de bateaux de pêche en date du 20 août 1945 ;

11° Lettre de l'attaché naval près l'ambassade de Grande-Bretagne, en date du 18 septembre 1952, et réponse du secrétaire d'État à la Marine, en date du 29 septembre 1952 ;

12° Témoignage d'un armateur de Saint-Malo en date du 21 septembre 1953 ;

13° Témoignage sur la visite de M. Daladier, président du Conseil, aux Minquiers, ainsi que d'autres personnalités, en date du 21 septembre 1953 — deux pièces.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

¹ Voir pp. 417-452.

96. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

24 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

A la suite du dépôt de la consultation du professeur T. F. T. Plucknett, le Greffe a demandé à M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni de mettre à sa disposition les ouvrages cités dans cette consultation.

Par lettre en date de ce jour ¹, M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni m'a fait tenir les ouvrages dont il s'agit. Ils sont placés dans le bureau 211 où vous pourrez les consulter.

Veuillez agréer, etc.

97. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

24th September 1953.

Sir,

I have the honour to inform you that, by a letter of to-day's date ², the Agent of the French Government in the Minquiers case, referring to Article 48 of the Rules of Court, has deposited a certain number of documents.

With reference to the aforesaid article, I would beg you to let me know your views as to the production of those documents, which have been placed in my office where they can be consulted by you.

I have, etc.

98. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE DEPUTY-REGISTRAR

September 25, 1953.

Sir,

I have the honour, with reference to the last paragraph of my letter of September 24, 1953 ³, to deposit with the Registry photostatic copies of the title pages and relevant extracts of the two works there referred to.

I have also the honour, with reference to the third paragraph of your letter (No. 19111/16855) of September 10, 1953 ⁴, to deposit a photostatic copy *Les origines du bref de fief lai et d'aumône* by E. Blum, which the French Counter-Memorial refers to on page 34 ⁵ as *Les origines du bref de lai et d'aumône*.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

¹ Voir n° 94.

² See No. 95.

³ " " 94.

⁴ " " 66.

⁵ " p. 385 of this volume.

99. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE DEPUTY-REGISTRAR

September 25, 1953.

Sir,

I have the honour, with reference to the statement made yesterday by Mr. Harrison in the course of his address (page 31 of the Verbatim Record, reference C.R. 53/14 ¹) and to Article 48 of the Rules of Court, to deposit a certified photostatic copy of :

- (1) Prosecution of Charles Blampied, 15th December, 1883, for insulting H. C. Bertram, at the Ecréhous Islets.
- (2) Extract from the Records of the Parish of St. Martin detailing Charges against Jean Léon Besnard, son of Joseph, Auguste Louis De Caux, Alfred Francis Gibaut, and John Pierre Desiré Buhot for Offences, 22nd and 23rd July, 1891, against the Game Laws on Maître Ile at the Ecréhous Islets.
- (3) Prosecution of Jean Léon Besnard, son of Joseph, Auguste Louis De Caux, Alfred Francis Gibaut and Jean Pierre Desiré Buhot, 12th August, 1891, for Offences against the Game Laws on Maître Ile at the Ecréhous Islets.

I have also the honour to state that I am communicating a copy of each of these documents to the Agent of the French Government.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

100. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

25 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

Me référant à notre conversation téléphonique de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que des photocopies des documents auxquels s'est référé M. Harrison dans son exposé du 24 septembre 1953 (matin, compte rendu anglais n° 14, pp. 30-31 ²; traduction française pp. 31-32 ³) ont été déposées dans le bureau 211 où ils sont à la disposition de MM. les membres de la Cour et des Parties.

Il s'agit de deux actes judiciaires et d'un extrait de registre de police.

L'agent du Gouvernement du Royaume-Uni a été averti des dispositions ci-dessus mentionnées.

Veuillez agréer, etc.

¹ See p. 183 of this volume.

² Voir pp. 183 du présent volume.

³ Non reproduit.

**101. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE
DEPUTY-REGISTRAR**

September 26, 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 19184) of September 24, 1953¹, in which you informed me that, by a letter of the same date, the Agent of the French Government in the Minquiers and Ecrehos case had deposited a certain number of documents, and in which you asked me to let you know my views as to the production of those documents.

I have the honour to state that the United Kingdom Government do not wish to offer any objection to the production of these documents, but reserve the right to comment in their Reply on certain points affecting the form and method of their presentation.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

**102. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

26 septembre 1953.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre du 24 septembre 1953², j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. l'agent du Royaume-Uni a, par lettre du 26 septembre 1953³, donné son accord à la production des documents déposés par vous le 24 septembre. Il déclare dans sa lettre se réserver le droit de présenter dans sa plaidoirie en réponse des commentaires sur certains points se rapportant à la forme et à la méthode de présentation de ces documents.

MM. les membres de la Cour ont été informés de cet accord et de cette réserve, et les documents en question ont été mis à leur disposition dans le bureau 211. Copie leur en a été distribuée ainsi qu'à M. l'agent du Royaume-Uni.

Les pièces dont il s'agit vous seront restituées lorsque la Cour aura rendu son arrêt en cette affaire.

Veuillez agréer, etc.

**103. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER**

26 septembre 1953.

Monsieur le Greffier,

Dans son exposé du 24 septembre 1953, M. Harrison s'est référé à trois documents dont vous avez bien voulu, par votre lettre n° 19195

¹ See No. 97.

² Voir n° 96.

³ » » 101.

du 25 septembre 1953¹, m'indiquer que des photocopies étaient déposées dans le bureau 211 où elles sont à la disposition de la Cour et des Parties.

Des explications m'ayant été données par M. Harrison sur ces documents dont M. l'agent du Royaume-Uni m'a également adressé ultérieurement des photocopies, j'ai l'honneur de prendre note de votre communication précitée.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

**104. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE
DEPUTY-REGISTRAR**

October 7, 1953.

Sir,

I have the honour, with reference to the statement made by Mr. Fitzmaurice at the conclusion of his speech on Tuesday, October 6, 1953², to file the attached copy of the conclusions of the United Kingdom Government in the Minquiers and Ecrehos case.

I have also the honour to state that I am furnishing a copy of this letter and its enclosure to the Agent of the French Government.

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

**Final Conclusions of the United Kingdom Government
in the Minquiers and Écréhous case**

The Court is asked to declare :

That the United Kingdom is entitled under international law to full and undivided sovereignty over all the Islets and Rocks of the Minquiers and the Écréhous groups :

- (1) by reason of having established the existence of an ancient title supported throughout by effective possession evidenced by acts which manifest a continuous display of sovereignty over the groups; alternatively,
 - (2) by reason of having established title by long continued effective possession alone, such possession being evidenced by similar acts.
-

¹ Voir n° 100.

² See p. 371.

105. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE
DEPUTY-REGISTRAR

October 7, 1953.

Sir,

I have the honour, in accordance with Article 40, paragraph 5, of the Rules of Court, to file two signed copies and seventy-four other copies of Additional Corrigenda to the United Kingdom Memorial and Reply, and Corrigenda to the Additional Annexes submitted by the United Kingdom Government.

I have also the honour, with reference to the correction of the error in note 87 on page 62 of the Reply ¹, to point out that this note has been referred to in the third paragraph of page 15 of the French Rejoinder ².

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

106. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

7 octobre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie certifiée conforme des conclusions finales du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en l'affaire des Minquiers et des Écréhous.

Veuillez agréer, etc.

107. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE DEPUTY-REGISTRAR

October 7, 1953.

Sir,

I have the honour to refer to my letter of September 25, 1953 ³, with which I deposited a certified photostatic copy of:

- (1) Prosecution of Charles Blampied, 15th December, 1883, for insulting H. C. Bertram, at the Ecréhous Islets.
- (2) Extract from the Records of the Parish of St. Martin detailing Charges against Jean Léon Besnard, son of Joseph, Auguste Louis De Caux, Alfred Francis Gibaut, and John Pierre Desiré Buhot for Offences, 22nd and 23rd July, 1891, against the Game Laws on Maître Ile at the Ecréhous Islets.
- (3) Prosecution of Jean Léon Besnard, son of Joseph, Auguste Louis De Caux, Alfred Francis Gibaut and Jean Pierre Desiré Buhot, 12th August, 1891, for Offences against the Game Laws on Maître Ile at the Ecréhous Islets.

¹ See p. 517 of Volume I, note 3.

² " " 698 of Volume I.

³ " " No. 99.

I have also the honour to request that, in accordance with Article 48 of the Rules of Court, the above-mentioned documents and the enclosed letter, dated September 28, 1953, from Mr. Denys P. Richardson of Royal Court Chambers, 10 Hill Street, Jersey, to Mr. C. S. Harrison, Attorney-General for Jersey, shall be submitted to the Court; and to state that the Agent of the French Government has consented to the production of these documents.

I have the honour to state, in connexion with the production of these documents, that Mr. Harrison referred to the first three in the course of his opening speech (*Oral Arguments, Distr. 53/156, pp. 166-7*¹), and that he referred to the letter from Mr. Richardson in the course of his speech on October 5, 1953 (*Verbatim Record, C. R. 53/20, p. 22*²).

I have, etc.

(Signed) R. BEST.

108. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

7 octobre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une lettre de M. Denys P. Richardson, de Jersey, datée du 28 septembre 1953, et à laquelle M. Harrison s'est référé le 5 octobre 1953³, ainsi que vous-même, à l'audience de ce jour.

Des copies de ce document ont été distribuées à MM. les membres de la Cour.

Veuillez agréer, etc.

109. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM

7th October 1953.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date⁴, by which you request, with reference to Article 48 of the Rules of Court, that the three documents mentioned by Mr. Harrison at the morning hearing of September 24th and of which you deposited certified photostatic copies with your letter of September 25th⁵, be submitted to the Court. You also transmit a letter dated September 28th, 1953, and you request that it be likewise submitted to the Court. You state that the Agent of the French Government has consented to the production of these documents.

As concerns the photostatic copies deposited on September 25th, I beg to confirm my letter to you of the same day, No. 19194, stating

¹ See pp. 182-183 of this volume.

² " p. 341. " " " "

³ Voir p. 341.

⁴ See No. 107.

⁵ " " 98.

that they had been placed in Room 211, where they could be consulted by Members of the Court, and that the Members of the Court had been duly informed. They are therefore already submitted to the Court and are part of the file in the case.

As concerns the document annexed to your letter of to-day's date, to which the Agent of the French Government referred in his oral statement this afternoon, copies of it will be distributed to Members of the Court.

I have, etc.

**II. L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU GREFFIER**

8 octobre 1953.

Monsieur le Greffier.

J'ai l'honneur de déposer au Greffe huit documents nouveaux que vous voudrez bien trouver ci-joints.

M. l'agent du Royaume-Uni a eu communication de ces pièces et m'a donné son accord pour leur utilisation au cours de la réplique. Je tiens à indiquer à nouveau que la pièce n° 21 m'a été obligeamment remise par M. l'agent du Royaume-Uni.

De mon côté, j'ai donné mon accord au dépôt par M. l'agent du Royaume-Uni des trois pièces et d'une lettre auxquelles il se réfère dans la lettre qu'il a adressée au Greffe à la date du 7 octobre 1953¹.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) André GROS.

LISTE DES DOCUMENTS NOUVEAUX DÉPOSÉS AU GREFFE

14. Déposition Maillard François, en date du 22 septembre 1953.
15. Déposition du sénateur Leblanc, en date du 15 septembre 1953.
16. Déposition de Clairaux Jean, en date du 22 septembre 1953.
17. Déposition de Mme Yvon, en date du 23 septembre 1953.
18. Déposition du maire de Granville, en date du 10 août 1953.
19. Confirmation de la visite de M. Daladier, en date du 3 octobre 1953.
20. Confirmation de la visite de M. Guy La Chambre, en date du 3 octobre 1953.
21. Acte de 1822 des États de Jersey.

**III. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM**

9th October 1953.

Sir,

Referring to your letter of October 7th² and to our conversation of October 8th, I have the honour to inform you that the documents

¹ Voir n° 105.

² See No. 107.

mentioned in your letter have been copied and distributed to the Members of the Court.

The Members of the Court have also received distribution of eight documents, listed in the attached schedule, which were deposited by the French Agent before the last hearing and mentioned by him at that hearing.

I have, etc.

II2. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

9 octobre 1953.

Monsieur l'Agent,

Par votre lettre du 8 octobre ¹, vous voulez bien déposer au Greffe huit documents nouveaux énumérés dans la liste jointe à cette lettre. J'ai pris bonne note que la pièce portant le n° 21 vous avait été obligeamment remise par M. l'agent du Royaume-Uni et que celui-ci vous avait donné son accord à l'utilisation des huit documents en question au cours de la duplique orale.

En accusant réception de votre lettre, j'ai l'honneur de vous informer que les huit documents dont il s'agit, et auxquels vous vous êtes référé au cours de la dernière audience dans l'affaire des Minquiers et des Écréhous, ont été copiés et distribués à MM. les membres de la Cour. M. l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en a été avisé.

D'autre part, les quatre documents mentionnés au second alinéa de votre lettre, et auxquels se réfère M. l'agent du Royaume-Uni dans la lettre qu'il a adressée au Greffe le 7 octobre 1953 ², ont également été copiés et distribués à MM. les membres de la Cour.

Veuillez agréer, etc.

II3. THE FOREIGN OFFICE TO THE INTERNATIONAL
COURT OF JUSTICE (*tel.*)

13 XI 53.

Minquiers case owing to sudden death Mr. Best last week Mr. Fitzmaurice is hereby appointed Agent and will be present at Judgment next Tuesday confirmation follows.

FOREIGN OFFICE.

II4. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ³

12 novembre 1953.

Monsieur l'agent,

Me référant à l'article 58 du Statut, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Cour internationale de Justice tiendra le 17 novem-

¹ Voir n° 110.

² » » 107.

³ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

bre 1953, à 16 heures 30, au Palais de la Paix à La Haye, une audience publique pour la lecture de son arrêt en l'affaire des Minquiers et des Écréhous (Royaume-Uni/France).

Veuillez agréer, etc.

115. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
TO THE REGISTRAR

Foreign Office, S.W.1.

November 16, 1953.

Sir,

I have the honour, on behalf of Her Majesty's Government in the United Kingdom, to confirm my telegram of November 13 informing you of the sudden death of Mr. Richard Best, the Agent for the United Kingdom Government in the case of the Minquiers and the Écréhous.

In the circumstances, I am to notify you that I have been appointed Agent in this case with full authority to act on behalf of the United Kingdom Government, and that I shall attend the hearing for the pronouncement of the Judgment on Tuesday, November 17.

I have, etc.

(Signed) G. G. FITZMAURICE.

116. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ¹

17 novembre 1953.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint quinze exemplaires de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 17 novembre 1953 en l'affaire des Minquiers et des Écréhous (Royaume-Uni/France) ².

Veuillez agréer, etc.

117. LE GREFFIER EN EXERCICE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ³

La Haye, le 25 novembre 1953.

Le Greffier en exercice de la Cour internationale de Justice a l'honneur de transmettre, sous ce pli, un exemplaire de l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire des Minquiers et des Écréhous (Royaume-Uni/France).

D'autres exemplaires seront expédiés ultérieurement par la voie ordinaire.

¹ Une communication semblable a été adressée à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

² Voir publications de la Cour: *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1953, pp. 47-109.

³ Une communication semblable a été adressée aux États admis à ester en justice devant la Cour.

ALPHABETICAL INDEX

ABBREVIATIONS :

art.	article.
corresp.	correspondence.
doc.	document.
Govt.	Government.
I.C.J.	International Court of Justice.
P.C.I.J.	Permanent Court of International Justice.
t.	text.
U.K.	United Kingdom.
U.S.A.	United States of America.

A

Abbey of Val Richer, see *Val Richer*.

Absence of protest, see *Protest (Absence of—)*.

Acts manifesting sovereignty, see *Ecrehos Group*, *Acts*, etc.; *Minquiers Group*, *Acts*, etc.; *Sovereignty (Territorial—)*, *Effective possession*. See also the names of various acts.

Acts of the States of Jersey, see *Channel Islands*, *Jersey*.

Acts prior to, or subsequent to, the birth of the dispute, see "*Critical date*". See also *Subsequent acts and conduct of the Parties*.

Advisory Opinions of the International Court of Justice (cited) :

Competence of the General Assembly for Admission of a State to U.N. (*I.C.J. Reports 1950*) : I 432, 599 ; II 245, 253.

International Status of South-West Africa (*I.C.J. Reports 1950*) : I 476 (footnote), 599.

Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania (*I.C.J. Reports 1950*) : I 476 (footnote) ; II 85.

Advisory Opinions of the Permanent Court of International Justice, see *Permanent Court of International Justice*.

Adwoson ("*advocatio*"), see *Feudal law*.

Affidavits :

Ahier (H.—), Constable of Parish of St. Martin, Jersey ; 30 IV 51 : I 80 (footnote), 301 (t.).

Becquet (J. T.—), Ecrehos fisherman ; 28 IV 51 : I 87-88 (footnotes), 319-320 (t.) ; II 157-158, 165, 182.

Benest (H. V.—), Sergent de Justice and Acting Viscount of the Island of Jersey ; 12 IX 52 : I 545, 606 (t.) ; II 168, 178.

Bree (T. J.—), Jurat of Royal Court of Jersey ; 2 V 51 : I 90 (footnote), 322 (t.).

Clairaux (Jean—), Cancale ; 22 IX 53 : II 456-457.

Duret Aubin (C. W.—), former Attorney-General of Jersey ; 12 X 51 ; 18 IX 52 : I 95 (footnote), 339 (t.), 544-546, 602 (t.) ; II 178, 180.

England (S.—), Constable of Parish of Grouville, Jersey ; 5 V 51 : I 90-91 (footnotes), 321 (t.).

Ereaut (H. F.—), Treasurer of States of Jersey ; 4 V 51 : I 93 (footnote), 332-333 (t.) ; II 177.

French Air Minister, 1938 (M. Guy La Chambre), Saint-Malo ; 21 IX 53 : II 451-452 (t.), 459 (confirmation by telegram).

Furzer (W. G.—), Harbour Master of Jersey ; 20 VIII 51 : I 83-84 (footnotes), 93 (footnotes), 97 (footnote), 312-314 (t.) ; II 160, 164, 189.

Gallichan, see below "*Le Clerq*".

Girard (Louis—), shipbuilder of Saint-Malo ; 21 IX 53 : II 451.

Godal (Albert—), Mayor of Granville ; 10 VIII 53 : II 458.

Laquaine (Edmond de—), Editor of "*Les Chroniques de Jersey*" ; 5 V 51 : I 97 (footnote), 345 (t.) ; II 174.

Leblanc (Sénateur Edmond—), Mayenne ; 15 IX 53 : II 455-456.

Le Clerq (P. J.—), and Gallichan (F. and E.), Minquiers fishermen ; 2 V 51 : I 99-100 (footnotes), 346-348 (t.) ; II 155, 156.

Le Couteur (P. E.—), Judicial Greffier of the Island of Jersey ; 20 VIII 52 : I 545-546, 607 (t.) ; II 162-163, 178.

Affidavits (cont.):

Le Masurier (W. S.—), of St Héliér, Jersey; 4 VI 51: I 90 (footnote), 97 (footnote), 98 (footnote), 323 (t.); II 156-157, 174.

Lewis (Brigadier R. M. H.—), Secretary to Govt. in Island of Jersey; 20 VIII 51: I 84 (footnote), 315-316 (t.).

Maillard (François—), Cancale; 22 IX 53: II 453-454.

Mourant (A. E.—), geologist; 17 VIII 1953: I 684-685 (t.); II 164-165.

Rybot (N. V. L.—), Fellow of Society of Antiquaries of London and Vice-President of the *Société Jersiaise*; 10 V 1951: I 95 (footnote), 340 (t.); II 156.

Tanguy (Marcel—), engineer, French Public Works Department; 21 IX 53: II 452.

Yvon (Mme Veuve P.—), Granville; 23 IX 53: II 458.

Agents, counsel and advocates:

Death of United Kingdom Agent, Mr. Best: II 18 (expression of condolences), 522-523 (notification).

France: I 403, 729; II 10, 437, 468, 493, 495-496.

Letters exchanged between—concerning documents filed under Art. 48 of Rules: II 488-489, 491, 493.

United Kingdom: I 8, 125, 561, 608 et sqq.; II 10, 464, 489-490 (Assistant Agent named during temporary absence of Agent), 492, 495-496, 522-523 (appointment of Mr. Fitzmaurice to replace late Mr. Best).

Agreement of 1951 (Fishery Agreement), see *Treaties and Conventions*, France-United Kingdom: 1951.

ALVAREZ (Judge—): II 10-17, 18 (declaration appended to judgment).

Ancient title to the islands, see *Sovereignty*, Feudal or historic title.

Andorra (References to continuation of feudal system in Territory of—): II 207, 303, 379-380.

"*Anna*" (*Case of the—*), 1805: II 198.

Annexes to written proceedings, see *Documents filed*.

Appropriability (Physical—) of islets, see *Sovereignty*, Physical appropriability. See also *Ecrehos Group*, Inhabited islets; and *Topography*; and *Minquiers Group*, Inhabited islet; and *Topography*.

Arbitration (International—) (failure to propose—for settlement of a continuing dispute): I 552, 554; II 366-367, 368, 400.

ARMAND-UGON (Judge—): II 10-18.

Articles in newspapers:

"*La Chronique de Jersey*", 30 I 1886: I 243 et sqq., 675-681 (t.).

"*La Chronique de Jersey*", 30 IX 1953: II 404-405 (extract).

"*La Gazette géographique et l'Exploration*", 4 II 1886: I 243 et sqq., 659-661 (t.).

"*La Justice*", 24, 26, 27 I 1886: I 62 (footnote), 244 et sqq., 661-674 (t.); II 232.

Attitude (Subsequent—) of the Parties, see *Subsequent acts and conduct of the Parties*.

Avès Island (Arbitral decision concerning—between Netherlands and Venezuela, 1865): II 267.

B

BADAWI (Judge—): II 10-18.

BASDEVANT (Judge—): II 10-17, 18 (indiv. op.).

Beautemps-Beaupré (Hydrographical surveys of—), see *Hydrographical surveys*.

BEST (Mr. R. S. B.—), Agent of United Kingdom: I 8, 125, 561, 608 et sqq.; II 10, 11, 15, 18 (condolences upon the death of—), 464, 489-490, 522-523 (notification of death of—).

BILLOT (F.—), see *Ecrehos Group*, Jurisdiction (exercise of—).

BOLITHO (Major R. J. B.—): I 84; II 27, 154.

Books and records cited in written proceedings and not available to the Court in the Netherlands (Request to Agents to produce—): II 479 et sqq., 483-484, 485-488, 491, 494-495, 496-497, 501, 506, 507, 513-514, 515.

Buildings (Erection of—on islets), see *Ecrehos Group*; and *Minquiers Group* (Erection of works; and Inhabited islets).

Buoys and beacons:

Ecrehos group: I 83, 313, 554-555; II 27, 170, 176, 178, 342.

Buoys and beacons (cont.):

Minquiers group: I 65, 69, 70, 72, 92, 93-94, 98, 101, 112-113, 122-123, 265, 267, 275-276, 279, 280, 284, 293, 296, 313-314, 324, 401, 554-556, 557-558, 722; II 27, 170, 174, 176, 178, 184, 274-275, 338-340, 342, 343, 405-406, 429-431, 434, 436 *et seq.*, 441-447 (report on works carried out by States of Jersey), 449-450, 455-456, 459.

Burden of proof, see *Proof (Burden of—)*.

BURNAY (M.—), expert adviser of French Government: II 10, 493.

C

Cancale:

Discussion by Town Council of—, 23 VII 39, concerning the erection of a "Maison de France" at the Minquiers: II 447-448.
See also *Correspondence filed*, Administrateur de l'Inscription maritime, etc.

CARNEIRO (Judge—): II 10-17, 18 (indiv. op.).

Census enumerations: I 81-82, 92, 110, 112, Annex A 88 (document opposite p. 304), 321, 322, 400.

Central American Court of Justice (Gulf of Fonseca): II 255.

Chamizal case between U.S.A. and Mexico, 1911: II 267-268, 269.

Channel Islands:

Administration of the—, 1200-1373: I 623-625; II 108 *et seq.*, 115.

Autonomy of—: I 505-506; II 20, 115, 150.

Charter of 1200 granting fief of—to Piers des Préaux, see *Feudal law*, Charter of 1200.

Communications and commerce with the United Kingdom and with France: II 148-149.

Constitutions of King John (1199-1216), granted to the Islands of Jersey and Guernsey: I 602, 604-605 (*l.*); II 180.

Entity of—, physically distinct from Continental Normandy (question of—): I 504 *et seq.*, 510 *et seq.*, 514, 534, 688 *et seq.*, 696-697; II 41-44, 97, 103, 109, 111, 115 *et seq.*, 122-124, 129, 147 *et seq.*, 196 *et seq.*, 202, 226,

Channel Islands (cont.):

Entity of—, etc. (*cont.*):

228, 281, 282, 296 *et seq.*, 327-328, 368-369, 383 *et seq.*

German occupation during Second World War: I 85, 88, 317 (Order of German Commandant of Jersey, 2 VII 40), 320, 324; II 25-26, 149, 150, 157, 192.

Guernsey, Royal Court; proceedings against Prior of Eccehos (1331): I 43, 163 (document).

Historical documents concerning—: I 152 *et seq.* See also *Eccehos Group*; *Minquiers Group*, and names of documents.

History of—, 1200-1800: I 26-46, 377-383, 498 *et seq.*, 687-688, 692 *et seq.*; II 97 *et seq.*, 211 *et seq.*, 295 *et seq.*

Jersey:

Acts of Piers and Harbours Committee:

1779 (January 12th); concerning rescue work at Minquiers: I 631 (*l.*); II 142-143.

1888 (August 9th); quarrying for stone at the Minquiers: I 336-338 (*l.*); II 164.

Acts of the States of—:

1646, 1692, 1720 and 1754; prohibitions concerning traffic with Eccehos, Minquiers and Chausey Islands: I 39-40, 44, 396, 530, 628-629, 702; II 141-142, 224, 225, 228-229, 271, 332-333, 403, 1762; concerning Chausey Islands: I 630.

1822 (April 18th); petition addressed to King of England concerning discovery of several oyster beds: II 249, 335, 401, 403-404, 422 (extract in French), 460-462 (*l.*).

Attorney-General for the Island of—, see *Harrison (Mr. C. S.—)*, Counsel of U.K. Govt.

Autonomy of—: II 20, 115, 150.

Constitution of—: I 46-48; II 149-150.

Dependencies of—(question of—), see *Eccehos*, Dependency, etc.; and *Minquiers*, Dependency, etc.

Draft law (*sic*) of 1883, forbidding French fishermen access to Eccehos Islets, see *Petition by Jersey fishermen (1883)*.

Examination before Lieutenant Bailiff of—of fugitive from French justice who was found at Eccehos (1706): I 625-626; II 143, 144.

Channel Islands (cont.):

Jersey (cont.):

Jurisdiction exercised over Ecrehos:

Royal Assizes, 1309, 1323-1325:
I 42-43, 76-77, 158-161 (documents), 235, 252-253, 298-299 (document), 388 *et seq.*, 395, 519-521, 526, 699-700, 701; II 36, 134 *et seq.* See also *Feudal Law*, "*Quo Warranto*" proceedings.

Royal Court of Jersey: I 79, 221, 300 (document), 399, 602, 609-611, 681-683 (documents); II 143, 155-156, 159, 161, 162-163, 179 *et seq.*

Jurisdiction exercised over Minquiers:

Royal Court of Jersey: I 89, 170-172 (documents), 398-399, 534, 602, 634-637 (documents), 702; II 125, 128, 158-159, 162-163, 183, 310, 332, 334, 378-379.

Seigniorial Court of Noirmont, 1615, 1616, 1617: I 44, 88, 99, 111, 169 (document), 398, 533, 703; II 125 *et seq.*, 225, 310, 332, 378-379.

Law Officers (Opinion of—, 21 iv 1887, on Report of French Committee of Experts, 1886): I 243, 248-258 (*l.*), 717; II 90-91, 165, 252.

Petitions of fishermen, see *Petitions*.

Record of Assize Roll concerning the drowning of 24 Jersey men, whilst returning from the Ecrehos Islets in 1309: I 77, 298-299 (*l.*), 395, 529-530.

Resolution of the States of—, 14 ix 48, agreeing to submission of present dispute to Court: II 20.

Treasury warrant of 9 x 1875, constituting—a Port of Channel Islands, including "the Ecrehos Rocks": I 56-57, 213 (*l.*), 537, 722, 723; II 171, 261, 262, 345, 401, 423-426.

Royal Commissioners:

To enquire into the criminal law in the Channel Islands in 1846; evidence of Mr. Thomas Le Breton: I 269; II 180-181.

"To inquire into the civil, municipal and ecclesiastical laws of the Island of Jersey", 1859; evidence of Mr. Hugh Godfray: I 268-269, 283, 286; II 181.

Channel Islands (cont.):

Separation from Continental Normandy: I 28-31, 74, 89, 380 *et seq.*, 387, 496, 498, 502 *et seq.*; II 21, 37, 39, 121, 197, 206, 208-209, 212, 216-217, 230, 383 *et seq.*

Sovereignty of Kings of England over—: I 27 *et seq.*, 74-75, 89, 101, 103, 108, 496, 498-499, 502 *et seq.*; II 21, 37, 38 *et seq.*, 58-59, 97 *et seq.* (oral statement of Prof. Wade), 147, 206, 282, 294 *et seq.*, 374 *et seq.*, 381.

Topography of the—: I 21 *et seq.*; II 147-148, 151, 196 *et seq.*, 281, 327-328, 373.

Charters of 1200 and 1203 concerning Channel Islands and Ecrehos, see *Feudal law*; and *Ecrehos Group*.

Charts and maps:

Annexed to Fishery Convention of 2 viii 1839 (references): I 65-66, 488, 565-566; II 237-238.

Annexed to U.K. Memorial, Vol. III (not reproduced): I 20, 350 (*list*); II 158, 250, 342.

Evidence of sovereignty or neutrality from—: II 169-170, 201, 284-285, 393, 395.

Filed during hearings; not reproduced: II 413.

Hydro-electric projects of France (sketch map): I 731.

Hydrographical surveys, see *Hydrographical surveys*.

Chausey Islands: I 22, 24, 66 *et seq.*, 100, 101, 115, 265 *et seq.*, 387, 395-396, 397, 401-402, 454, 530 *et seq.*, 588, 628-630 (Acts of States of Jersey, 1754, 1762), 631-633, 689, 690, 702, 729; II 22-23, 40, 98, 111, 122-125, 135, 139 *et seq.*, 144, 151-153, 167, 186, 213, 214, 216, 226-229, 279, 297, 303-304, 310-311, 368, 369, 373, 377, 384, 389-390, 407.

Clipperton Island (Case of the—), 28 i 1931: II 215, 232, 233, 266-267, 270, 284.

Commission (Anglo-French) for revision of Fishery Convention of 1839 and Fishery Regulations of 24 V 1843; Minutes, December, 1866-January, 1867: I 457 *et seq.*, 644-658; II 80 *et seq.*, 241, 242, 247-248, 264.

Common sea (Question of a—): I 58, 68-69, 71, 74, 123-124, 224-225, 229, 232, 255-257, 276-279, 282, 285, 288-290, 291, 355-358, 371 *et seq.*, 403 (submis-

Common sea (Question of a—) (cont.):

sions of French Govt.), 421 *et seq.*, 440 *et seq.*, 446 *et seq.*, 706, 716 *et seq.*, 720 *et seq.*, 727-728; II 70-71, 73 *et seq.*, 82 *et seq.*, 248, 254 *et seq.*, 258, 262, 263, 276, 286, 355, 394 *et seq.*, 424, 432. See also "*Res nullius*"; and "*Condominium*".

Common user of fishery zone, see *Fishery rights*, *Common user*.

Composition of the Court, see *Court*, *Composition*.

Concession requested on Minquiers, see *Minquiers Group*, *Concession*.

Condominium (Question of a—), or of *neutral territory*: I 68-69, 232, 276-279, 282, 285, 287-290, 291, 356-358, 371 *et seq.*, 403, 421 *et seq.*, 430 *et seq.*, 441 *et seq.*, 450, 451, 469, 727-728; II 64 *et seq.*, 71 *et seq.*, 259, 262, 263, 345-346, 349, 355, 356, 367, 396, 397, 429-430. See also *Common Sea*; and "*Res nullius*".

Conduct of the Parties, see *Subsequent acts and conduct of the Parties*.

Constitutions of King John of England, see *Channel Islands*, *Constitutions*, etc.

Continuous and peaceful exercise of sovereignty, see *Sovereignty*, *Continuous and peaceful exercise*, etc.

Contracts relating to real property on the isles: I 82, 92-93, 110, 112, 304 (*t.*), 305-309 (*t.*), 326-332 (*t.*), 400, 607; II 161 *et seq.*

Conventions, see *Treaties and conventions*.

Correspondence filed by the Parties:

Administrateur (L'—) de l'Inscription maritime, *Chef du Quartier de Cancale*, to the *Directeur de l'Inscription maritime à Saint-Servan*, 25 VI 1937, concerning French fishermen at Minquiers: II 272, 432 *et seq.*

Attorney-General for Jersey to Principal Customs Officer of Jersey, 5 VI 1876; evidence of British sovereignty over Ecrehos: I 219-221 (*t.*); II 165.

Best (Mr. R. S. B.—), Agent for U.K., and *Professor T. F. T. Plucknett*, Professor of legal history in the University of London (1953): I 608 *et seq.*

Canning (Rt. Hon. G.—), British Foreign Secretary, 12 I 1824, to Messrs. H. Hobhouse and J. Planta, about negotiations for 3-mile limit for oyster fishing: I 588-589.

Correspondence filed by the Parties (cont.):

Diplomatic correspondence, see *Diplomatic correspondence*.

Électricité de France (Director of Study and Research) and the Minister of Industrial Energy (1952): I 733-735. French Minister of Marine to French Foreign Minister, 14 IX 1819, referring to Minquiers as a British possession: I 174-176 (*t.*); II 159, 334-335. French Minister of Marine to *Préfet maritime* of Brest, March-April, 1884: I 62, 241 *et seq.*, 247-248 (*t.*), 590-591, 660-661.

French Ministry of Foreign Affairs to Ministry of Marine, 26 III 1884; warning to French fishermen about general fishery at the Ecrehos: I 245, 246-247 (*t.*), 590.

French Ministry of Public Works concerning buoying and lighting at Minquiers Islets, September 1937: II 436 *et seq.*, 441-447 (report on works carried out by States of Jersey).

Lieutenant Bailiff of Jersey to Lieutenant Governor of Jersey, 27 V 1821, concerning oyster fisheries: I 637-639 (*t.*); II 159.

Lieutenant Governor of Jersey to Foreign Office, 1 XII 1801, enclosing Memorial from Jersey inhabitants concerning fishing at Chausey Islands: I 631-633.

Peel (Rt. Hon. R.—), British Home Secretary, to Rt. Hon. G. Canning, British Foreign Secretary, 24 XII 1825, about oyster fishery: I 563-565; II 86.

Richardson (Mr. Denys P.—), Jersey, to Mr. C. S. Harrison, Attorney-General for Jersey, 28 IX 1953; evidence of habitation on Minquiers in 1690: II 416 (*t.*).

Viscount of Jersey to Lieutenant Governor of Jersey, 14 V 1846, concerning houses owned by Jersey men on Maître Île of the Ecrehos at beginning of 19th century: I 316-317 (*t.*); II 158, 165.

Correspondence with the Registry: I 8; II 463-523.

Counter-Memorial of French Government, with Annexes: I 353 (Table of contents) -414.

Court (International—of Justice):

Advisory Opinions of—, see *Advisory Opinions*.

Court (International—of Justice) (cont.):

- Composition of the—: II 10, 11, 12-18.
 Judgments of the—, see *Judgments*.
 Oral proceedings, see *Oral proceedings*.
 Public hearings and sittings of the—,
 see *Minutes of public sittings*; and
Oral proceedings.
 Written proceedings, see *Written pro-
 ceedings*.

Courts (Feudal and medieval—), see: *Chan-
 nel Islands, Jersey*: Jurisdiction. See
 also *Judgment of the Court of France*
 (1202).

**"Critical date" (Date when the dispute
 first arose):** I 399-400, 535, 536 *et sqq.*;
 540-542, 548-552, 559-560, 720 *et sqq.*;
 II 23, 31, 35, 44, 48, 55, 61 *et sqq.*, 93-95,
 96-97, 203, 233 *et sqq.*, 259 *et sqq.*, 263
et sqq., 276, 281, 332, 335 *et sqq.*, 345,
 349 *et sqq.*, 358 *et sqq.*, 370, 410, 411.

**Crozet Islands (Correspondence concern-
 ing—):** I 71, 287-290; II 175.

Customs (Exercise of—authority): I 72-
 73, 80-81, 91-92, 110, 112, 124, 293,
 295-296, 662, 723; II 173-174, 273, 342-
 343.

D

DALADIER (M. Édouard—): confirmation
 of visit to Minquiers (telegram): II 459.
 See also *Minquiers, Visits to—*, etc.

Date when the dispute first arose, see: "*Cri-
 tical date*".

**Decision on sovereignty (Obligation to
 reach a—),** see *Sovereignty, Decision*,
 etc.

**Declaration of Judge Alvarez appended to
 Judgment:** II 18.

Delgoa Bay (Case of—): II 232.

**Deputy-Registrar of the Court (M. Garnier-
 Coignet):** II 10-18. See also *Correspon-
 dence with the Registry*.

DESHEULLES (Martin—), see *Ecrehos*
Group, Examination in Jersey of
French fugitive, etc.

**Diplomatic Acts of the 13th-17th cen-
 turies, relating to the Channel Islands:**
 I 378 *et sqq.*, 497-534.

**Diplomatic correspondence and negotia-
 tions between France and United King-
 dom in 19th and 20th centuries:** I 48
et sqq., 56 *et sqq.* (*Ecrehos*), 63 *et sqq.*

Diplomatic correspondence, etc., (cont.):

(*Minquiers*), 113 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 173-
 176 (*l.*), 213-261 (*Ecrehos: l.*), 262-296
 (*Minquiers: l.*), 357, 359 *et sqq.*, 405-413
 (fishing rights: *l.*), 452, 457-458, 463,
 479-480, 484 *et sqq.*, 537, 550-551, 567-
 569, 639-642 (oyster fishery: *l.*), 708,
 711, 717, 718-719, 724, 727; II 73, 86,
 90-92, 93, 172-173, 244, 246-247, 248-
 249, 250, 334, 337-338, 341, 345-346,
 402, 423-426, 429-431. See also *Protests*.

Dispute (Date when the—first arose), see
 "*Critical date*". See also *Subsequent*
acts, etc.

Dissenting Opinion cited; Asylum Case;
 Judge Read (*I.C.J. Reports 1950*):
 I 599-600.

Documents filed by the Parties:**France:**

After close of written proceedings
 and during hearings: II 417-462 (*l.*).
 Annexes to Counter-Memorial: I
 401 (list), 404-414 (*l.*).
 Annexes to Rejoinder: I 731-735 (*l.*).
 Not reproduced (titles and lists): I 173,
 350-352 (charts and photographs);
 II 413-414.

United Kingdom:

Additional annexes: I 620-621 (list),
 622-685 (*l.*).
 After close of written proceedings
 and during hearings: II 413-416
 (list and text); (correspondence):
 488-489, 490-491, 492-493; 494-
 495, 497, 498-500, 502-505, 506-
 509, 510, 511-512, 513, 514, 515,
 516-518, 519-522.
 Annexes to Memorial: I 126-137
 (list), 138-349 (*l.*).
 Annexes to Reply: I 562 (list), 563-
 619 (*l.*).
 Textual note on manuscripts and
 printed works annexed to Memo-
 rial: I 138-140.

DUMARESQ (Deborah—): judgment of
 Royal Court of Jersey concerning—,
 see *Channel Islands, Jersey*: Jurisdic-
 tion exercised over *Minquiers*: Royal
 Court of Jersey.

DUPARC (M. Pierre—), expert adviser of
 French Government: II 10, 493.

DURAND DE SAINT-FRONT (Admiral—),
 expert adviser of French Government:
 II 10, 327, 493.

**DURAND DE SAINT-FRONT (Marin Ma-
 rie—),** see "*Marin Marie*".

E

Eastern Greenland case (Principles of international law applied in—): I 104, 106-107, 540-541, 542, 543, 549, 553, 559-560; II 47, 54 *et seq.*, 96-97, 230, 232, 234, 269, 270, 285, 311.

Ecclesiastical history of the islets, see *Val Richer (Abbey of—)*; and *Ecrehos group*, Priory of—.

Ecrehos Group :

Acts manifesting sovereignty in— (contentions and documents concerning—): I 56 *et seq.*, 78 *et seq.*, 110, 213 *et seq.* (diplomatic correspondence), 298 *et seq.* (documents), 399-400, 401-402, 484 *et seq.*, 497, 535, 537-538, 543-546, 547 *et seq.*, 554 *et seq.*, 722; II 24 *et seq.*, 66-67, 160-163, 164-166, 168 *et seq.*, 175, 183, 184, 193, 202, 220-224, 231, 232 *et seq.*, 258-259, 260, 269 *et seq.*, 330 *et seq.*, 335-337 (*list of acts prior to 1876*), 362 *et seq.*, 397 *et seq.*, 400 *et seq.*, 409-410.

Ancient or original title to sovereignty over—, see *Sovereignty*, Feudal or historic title: Claims.

Articles in "*La Gazette géographique et l'Exploration*", in "*La Justice*" and in "*La Chronique de Jersey*" (1886) concerning question of sovereignty over—: I 62 (footnote), 241 *et seq.*, 659-681 (*t.*).

Buoys and beacons, see *Buoys and beacons*.

Census enumerations, see *Census*.

Charter of Piers des Préaux, 1203, granting the "island of Escrehou" to the Abbey of Val Richer: I 40-41, 45-46, 75, 109, 155-156 (*t.*), 234-235, 250 *et seq.*, 384 *et seq.*, 515 *et seq.*, 608 *et seq.*; II 216 *et seq.*, 304 *et seq.*, 386.

Contracts relating to real property, see *Contracts*, etc.

Custom house displaying Jersey coat-of-arms on Marmotière Isle: I 22, 80-81, 110; II 173.

Customs authority exercised by France (question of—): I 662; II 273, 342-343.

Date of French Govt.'s first claim to sovereignty over—: I 61, 107, 113, 120, 231 *et seq.*, 248-258 (Opinion of Jersey Law Officers), 485, 491 *et seq.*, 535, 536, 560; II 68, 172, 182, 262, 345.

Ecrehos Group (cont.):

Dependency of Jersey (claim of the U.K.): I 41, 45-46, 56-57, 62, 75, 78 *et seq.*, 86, 108 *et seq.*, 118-119, 213 *et seq.* (warrant of 9 x 1875), 223, 228, 232, 237, 241, 250 *et seq.*, 286, 376, 395-396, 451, 459-460, 461-462, 464, 530, 545, 688, 690, 697-699, 706 *et seq.*, 728-729; II 21 *et seq.*, 30, 41 *et seq.*, 124, 129, 142, 149 *et seq.*, 162-163, 181, 196, 216, 241 *et seq.*, 352, 425.

Diplomatic correspondence concerning—, see *Diplomatic correspondence*.

Distance from Jersey and from French mainland: I 21; II 23-24, 42, 44, 154, 195.

Erection of works and buildings at—: I 22, 83, 110, 310, 311, 312, 314, 400.

Examination in Jersey of fugitive from France (Martin Desheulles) found in—: I 626-627; II 143, 144.

Fishery rights (common user and oyster fishing), see *Fishery rights*.

Fishing (acts specifically relating to— by Jerseymen): I 85-88, 109-110, 319-320; II 157-159, 193, 397, 401.

History of—:

1200-1800: I 40-44, 45-46, 75-78, 378-379, 384-396, 515-530, 698-702; II 108 *et seq.*, 213-214, 215-224.

19th and 20th centuries (diplomatic negotiations, etc.): I 56-63, 113 *et seq.*, 119-121, 213-261 (*t. of corresp.*), 535.

Inhabited islets (Maître Île, Marmotière and Blanc Île); particulars of houses and inhabitants: I 22, 59, 79-80, 82, 84-85, 110-111, 268, 304, 305-309, 312-313, 316-317, 319-320, 400, 424, 538; II 24, 26-27, 153-154, 158, 159 *et seq.*, 164-166, 193, 267, 328 *et seq.*

Inquests, see *Inquests*.

Jurisdiction (exercise of—) over—: I 76 *et seq.*, 110, 158-161 (doc.), 218, 220-221, 286, 298-299 (doc.), 300-301 (doc., *George Romeril*), 388-391, 395, 399, 402, 535, 538, 543-546, 559, 602, 610-611, 618-619, 626-627 (doc., *Martin Desheulles*), 658 (doc., *Ph. Pinel*), 680-681 (doc., *F. Billot*), 683 (doc., *G. F. Levée* and *C. H. Miller*), 700-701; II 20, 24-25, 28 *et seq.*, 36, 74-75, 134 *et seq.*, 142-144, 161 *et seq.*, 166, 168, 178 *et seq.* (oral statement of Attorney-General of Jersey), 189, 220-224, 308-309, 330 *et seq.*, 336-337, 401-402. See also *Territorial jurisdiction*.

Ecrehos Group (cont.):

Leases granted by the Crown relating to the—: I 22, 82.

Memorandum on sovereignty of—sent by Foreign Office to French Ambassador, 6 VII 1876: I 56-57, 211; *et sqq.*: II 246.

Opinion of Jersey Law Officers, 21 IV 1887: I 62, 248-258, 467.

Original title to—, see *Sovereignty*, Feudal or historic title: *Claims*.

Parochial authority (exercise of—), see *above* "Jurisdiction". See also *Parochial authority*.

Priory of—:

Contentions of Parties concerning—, I 42-44, 76-77, 78, 384 *et sqq.*, 519-529, 698 *et sqq.*: II 35-36, 129 *et sqq.*, 216-224, 307 *et sqq.*, 386 *et sqq.*

Documents concerning—: 155-156 (Charter of Piers des Préaux, 1203): I 158 *et sqq.* (*Quo warranto* and other judicial proceedings, 1309-1325), 161-162 (annual payment to Priory, 163 (proceedings, 1331), 164 (Royal letters of Protection, 1337), 164-166 (endowments, 15th century), 167-168 (wheat-rents in 16th, 17th and 18th centuries).

Letters of protection dated. 1337: I 43, 77, 164 (*l.*), 391-392, 522-523, 700; II 137-138, 222, 309, 389.

"*Quo warranto*" proceedings, see *above* "Documents". See also *Feudal law: Quo warranto* proceedings.

Rentals of—; endowments and donations: I 43-44, 164-165 (documents), 387-388, 392-394, 523-524; II 222, 307, 309, 388.

Prohibitions concerning traffic with— (17th and 18th centuries), see *Channel Islands*, Jersey: Acts of the States of—.

Quarrying for stone on Maitre Isle: I 684-685; II 164-165.

Rating (assessment for—), see *Rating*.

Report of French Committee of Experts on sovereignty and on fishing rights at the islets, November 1886: I 61, 232-240 (*l.*), 252-253, 254, 479, 485; II 191, 244-245, 264, 345.

Res nullius (question as to islets being—): I 51, 58 *et sqq.*, 74, 101, 103, 113, 115 *et sqq.*, 120, 355, 430, 443 *et sqq.*, 450, 461 *et sqq.*, 458, 679-681; II 155, 259. See also "*Res nullius*".

Ecrehos Group (cont.):

Taxes (levy of local—), see *Rating*.

Topography of the—: I 21, 22-24, 355, 423-425, 433-434, 529; II 153-155, 195 *et sqq.*, 327-328, 373.

Uninhabitable nature of— (allegation of French Govt.): I 356, 357, 423-425, 432-434, 529; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 327, 329, 387.

Visits to— (official and other—): I 83-84, 110, 309, 311, 314, 315 (years 1885-1938), 400, 723; II 149, 262.

Warning by French authorities to French fishermen about fishing the— in view of English claim to possession (1884): I 62, 244-248, 590-591, 659 *et sqq.*

Wreck and salvage: I 77, 298-299 (record), 395, 402, 529-530.

Effective possession, see *Sovereignty*, *Effective possession*.

Electricity projects of France, see *Hydro-electric projects*, etc.

England (Treaties and conventions concluded by—in Middle Ages), see *Treaties and conventions*, France-England.

Estoppel in the matter of an alleged incapacity to put forward claims to sovereignty over islets (submission of U. K.): I 494, 495.

Evidence:

Absence (alleged—) of—in support of French claim (contentions concerning—): I 114, 551, 686-687; II 24 *et sqq.*, 34 *et sqq.*, 53-54, 191-192, 203, 215-226, 280, 311, 332.

Factual—: I 73 *et sqq.*, 399-401, 535 *et sqq.*, 697, 698 *et sqq.*; II 24 *et sqq.*, 155 *et sqq.*, 191 *et sqq.*, 328 *et sqq.*, 362 *et sqq.*, 397, 401 *et sqq.* See also *Ecrehos: Minquiers*; and *Channel Islands*.

Volume of concrete evidence produced by U.K.; observations in oral statements: I 108 *et sqq.*; II 24 *et sqq.*, 34 *et sqq.*, 44, 97, 144-145, 163, 168-169, 170, 191, 280.

See also *Proof (Burden of—)*.

Expert advisers of French and United Kingdom Governments: II 10.

Experts (Report of French Committee of—), see *Report*, etc.

F

Facts (Historical—), see *Ecrehos*, *History*; *Minquiers*, *History*; *Channel Islands*, *History*; *Normandy (Continental—)*; and also *Feudal law*.

Factual evidence, see *Evidence*, Factual—.
See also *Ecrehos*, Acts, etc.; and *Min-
quiers*, Acts, etc.

Feudal Courts, see *Channel Islands*, Jer-
sey: Jurisdiction, etc. See also *Judg-
ment of the Court of France* (1202).

Feudal law :

Advowson (*advocatio*) : I 76-77, 158-
159, 389-391, 519-521, 609-611, 618-
619; II 134 *et sqq.*, 220-222, 308-309,
388-389.

Charter of 1200 of English King grant-
ing fief of Channel Islands to Piers
des Préaux : I 41, 45-46, 75-76, 109,
156-157 (*l.*), 234, 250, 385, 515 *et
sqq.*; II 108, 129 *et sqq.*, 216, 306.

Charter of 1203 of Piers des Préaux
granting Ecrehos to Abbey of Val
Richer : I 40-41, 45-46, 75, 109, 155-
156 (*l.*), 234-235, 250 *et sqq.*, 384 *et
sqq.*, 515 *et sqq.*, 608 *et sqq.*; II 129 *et
sqq.*, 216 *et sqq.*, 304 *et sqq.*, 386 *et sqq.*

Frankalmoin : I 40-41, 75, 77, 155-156,
234, 235, 250, 384 *et sqq.*, 516-519,
608-609, 611-617, 698-699; II 130-
133, 137, 217 *et sqq.*, 230, 304 *et sqq.*,
311-312, 386-388.

Judgment of Court of France, 28 iv
1202, see *Judgment of Court of
France*.

Lapse of a feudal title, see *Sovereignty*,
Feudal or historic title: Lapse, etc.

Letters of protection granted by
English King to Priors of Ecrehos,
1337 : I 43, 77, 109, 164 (*l.*), 391-392,
522-523, 700; II 137-138, 222, 309,
389.

Opinion on questions of—by Professor
T. F. T. Plucknett : I 608-619; II
133-134, 217 *et sqq.*, 221-222, 306-307,
312.

Oral statements of Prof. Wade : II 96
et sqq., 289 *et sqq.*

Quo warranto proceedings relating to
the Priory of Ecrehos, 1309 : I 76-77,
109, 158-159 (Assize Roll, 2 Edw. II,
m. 36), 235, 252-253, 388-391, 519-
521, 609-611, 698, 699-700; II 35-36,
134 *et sqq.*, 220-222, 308-309, 312,
388.

Relationship between overlord and
vassal : I 377, 507-509, 516 *et sqq.*,
692-693; II 38 *et sqq.*, 99 *et sqq.*, 105
et sqq., 206 *et sqq.*, 289 *et sqq.*, 314-317,
376-377, 381 *et sqq.*

"Seisin" : II 98, 112, 132-133, 295.

Feudal law (cont.):

Suzerainty in—: I 377, 383, 508-509,
692 *et sqq.*; II 38 *et sqq.*, 45, 99, 105
et sqq., 207 (case of Andorra) *et sqq.*,
289 *et sqq.*, 311, 314-317, 369, 374 *et
sqq.*, 381 *et sqq.*

Wheat-rents : I 43, 167-168, 387-388,
394, 526-527.

Wreck (jurisdiction in matter of—):
II 125 *et sqq.* See also *Wreck of the sea*,
etc.

Feudal or historic title, see *Sovereignty*,
Feudal or historic title.

*Fisheries case between United Kingdom
and Norway* (References to—): II 195,
198-199, 200, 239, 268, 285-286, 373.

Fishery conventions, see *Treaties and
conventions*, 1839 (August 2nd); 1867
(November 11th); 1928; and 1951
(January 30th).

Fishery rights : passim.

Common user (question of the régime
of—): I 48 *et sqq.*, 58 *et sqq.*, 118, 224-
225, 229, 232, 236 *et sqq.*, 246-248,
254 *et sqq.*, 356, 359-370 (events pre-
ceding the Convention of 1839), 403,
409, 421 *et sqq.*, 426-429 (not affected
by decision on question of sover-
eignty), 439 *et sqq.* (art. 3 of 1839
Convention), 448 *et sqq.*, 466, 470 *et
sqq.*, 485 *et sqq.*, 567-569, 588 *et sqq.*,
714 *et sqq.*, 724-725, 727-728; II 62-
63, 76, 82 *et sqq.*, 87, 238 *et sqq.*, 246
et sqq., 254 *et sqq.*, 264, 276, 278, 345-
346, 349, 355 *et sqq.*, 391 *et sqq.*, 410,
411, 424, 432-433.

Hydro-electric scheme of France and—:
II 188, 408.

Oyster fishing from the end of the
XVIIIth century : I 58 *et sqq.*, 236
et sqq., 254 *et sqq.*, 359 *et sqq.*, 372 *et
sqq.*, 405 *et sqq.*, 439 *et sqq.* (art. 3 of
1839 Convention), 452 *et sqq.*, 464 *et
sqq.*, 470 *et sqq.*, 563-565, 588-591, 637
et sqq., 714, 724, 727; II 61, 85-87,
238, 248 *et sqq.*, 278, 391 *et sqq.*, 422,
460-462. See also *Treaties and con-
ventions*, France-U.K.: 1839; Ar-
ticle 1 and Article 3.

Regulations of 24 v 1843, for guidance
of fishermen, prepared in pursuance
of Art. 11 of 1839 Convention : I 439
(Art. 11), 457, 459 (footnote), 460,
575-588 (*l.*), 644-658 (revision of
Regulations), 707, 710; II 81, 82 *et
sqq.*, 246, 432.

Fishery rights, etc. (cont.):

Servitude in respect of—, see *Servitude in international law*.

Treaties according—to one country in the territorial waters of another (various examples): I 477-478, 716; II 87 *et seq.*, 239.

See also *Treaties and conventions, France-United Kingdom*: 1339, etc.

Fishing (Acts specifically relating to—), see *Ecrehos Group, Acts, etc. Minquiers Group, Acts, etc.*

Fish tithes: I 44, 45, 283, 285-286, 395-396, 397-398, 402, 530, 702; II 224-225.

FITZMAURICE (M. G. C.—), Counsel of U.K. Government: II 10, 12, 16-17, 18 (appointed to replace Agent), 61-95 (oral statement), 347-371 (ora. reply), 489-490, 522-523 (appointed Agent on death of Mr. Best).

Flag (Hoisting of the—on the Islets):

British or Jersey flag: I 22, 24, 67 *et seq.*, 72-73, 83-84, 93, 94-95, 110, 112, 270-271, 274-275, 280 *et seq.*, 292-296, 311, 314, 315-316, 333, 338-339, 400, 723; II 150, 154, 172-174, 261, 269, 340-341, 428, 433, 454.

French flag on Minquiers: I 24; II 269, 340, 404, 448-449, 451, 454, 456, 458.

France:

Agent, counsel and advocates, see *Agents, etc.*

Correspondence filed by—, see *Correspondence filed*; and *Diplomatic correspondence*.

Counter-Memorial, with annexes: I 353-414.

Documents filed by—, see *Documents*.

Oral statements, see *Oral proceedings, Statements of Parties*.

Rejoinder (written—), with annexes: I 686-735.

Report of Committee of Experts, 1886, see *Report, etc.*

Treaties and conventions, see *Treaties and conventions, France*.

G

GARNIER-COIGNET (M.—), Deputy-Registrar: II 10-18.

Geographical considerations, see *Ecrehos, Topography*; *Minquiers, Topography*; and *Channel Islands, Topography*.

GODFRAY (Mr. Hugh—); evidence given by—before Royal Commissioners appointed to inquire into civil, municipal, and ecclesiastical laws of Jersey (1859): I 268-269, 283, 286; II 181.

Grisbadarna case between Norway and Sweden, 1909: II 177-178, 189, 266, 274.

GROS (M. André—), Agent of French Government: I 403, 730; II 10, 14-15, 17, 18, 190-276 (oral statement), 372-412 (oral rejoinder), 467, 468.

GUERRERO (M. J. G.—), Vice-President of the Court and Acting President: II 10-18.

H

Habitations on the islets, see *Ecrehos, Inhabited islets*; and *Minquiers, Inhabited islet*.

HACKWORTH (Judge—): II 10-18.

HARRISON (Mr. C. S.—), Counsel of U.K. Government, Attorney-General for the Island of Jersey: II 10, 13-14, 146-189 (oral statement), 327-346 (oral reply), 489.

HEALD (Sir Lionel—), Counsel of U.K. Government, Attorney-General: II 10, 11-12, 15, 19-60 (oral statement), 277-288 (oral reply), 489.

Hearings, see *Oral proceedings*.

Historical facts and evidence, see *Ecrehos, History*; *Minquiers, History*; *Channel Islands, History*; *Normandy (Continental—)*; and *Feudal law*.

Historical quotations from standard French authorities; annex to oral reply of Prof. Wade: II 313-326.

Historic title, see *Sovereignty, Feudal or historic title*.

Hsu Mo (Judge—): II 10-18, 16 (questions put to U.K. Counsel).

Hydro-electric projects of France in the Bay of Mont-Saint-Michel and the region of the Minquiers islets: I 690, 729, 731 (sketch map), 732 (memorandum), 733-735 (application for concession and opinion of technical commission); II 34, 64, 186-188, 192, 278-279, 344, 346, 406-409.

Hydrographical surveys: I 65-66, 84-85, 98, 112, 122, 265-266, 267, 269, 275, 336-337, 401, 556-559, 725-726; II 158, 165, 174, 184, 273-274.

I

Incidents leading to protests, see *Protests*.
See also *Minquiers Group*, *Incidents*.

Individual opinions of Judges Basdevant and Levi-Carneiro not read in open Court: II 18.

Inquests held in connexion with deaths on the Islets: I 80, 91, 110, 112, 302-303, 321, 324-326, 400, 545, 606, 642-644, 722; II 28, 168, 401.

International law:

Date when a dispute first arose, see "*Critical date*".

Protest, see *Protest*.

Servitude, see *Servitude*.

Sovereignty (territorial—):

Basis of claims to—over *Ecrehos* and *Minquiers* groups of islets, see *Sovereignty (Territorial—)*.

Principles applicable to the determination of the *Minquiers* and *Ecrehos* case: I 102 *et seq.* (submissions of U.K.).

Principles applied in the cases of *Palmas Island* and *Eastern Greenland*: I 104 *et seq.*, 540 *et seq.*, 549-550, 553, 559-560, 721; II 32, 47 *et seq.*, 54 *et seq.*, 94, 96-97, 145, 206, 215, 230, 232, 234-235, 236-237, 260, 268-269, 270-271, 281, 285, 311, 367, 375.

Subsequent attitude of the Parties (principle of—): I 399, 482 *et seq.*, 540 *et seq.*, 549 *et seq.*, 559-560, 599-600, 721; II 64, 90, 94, 233 *et seq.*, 260. See also *Subsequent acts and conduct of the Parties*.

Territorial jurisdiction, see *Territorial jurisdiction*.

Interpretation of texts:

Convention of 1839 between France and United Kingdom, see *Treaties and conventions*, *France-United Kingdom*: 1839.

Destructive interpretation: II 244 *et seq.*

Effectiveness (rule of—) (appropriate effects of clauses): I 432, 477, 481; II 85.

Express terms (use of—in case of renunciation of sovereignty): I 475-476.

Later agreements must prevail over an earlier agreement in case of inconsistency between provisions of agreements: I 422, 426, 429, 495.

Interpretation of texts (cont.):

Natural and ordinary meaning of terms employed: I 432 and footnote, 474-475, 723; II 85, 87, 245, 248, 252-253, 309, 396.

Necessary implication (question of—): I 475 *et seq.*, 481.

Silence of the Parties (deductions from the—): II 256 *et seq.*

Subsequent conduct of the Parties as a guide to—, see *Subsequent conduct*, etc.

Ut res magis valeat quam pereat (principle—), see above "*Effectiveness (rule of—)*".

Intertemporal law: I 104; II 52, 53, 206, 289-290, 375 *et seq.*

J

Jersey, see *Channel Islands*, *Jersey*.

JOHNSON (Mr. D. H. N.—), Counsel of U.K. Government: II 10, 489-490 (Assistant Agent), 492.

Judges (Members of the Court), see *Court (International—of Justice)*, *Composition*. See also names of individual Judges.

Judgment of the Court of France, 28 IV 1202, depriving King John of England of the territories held in fief from King of France: I 378, 379, 383, 387, 497, 498, 499-502, 504, 514, 693-696; II 39, 98, 109 *et seq.*, 121, 122, 144, 191, 211, 213, 215, 230, 296, 297, 299, 377, 382, 383 *et seq.*, 410.

Judgment of the International Court of Justice, 17 XI 53:

Delivery of—: II 18.

Notification of—: II 523.

Judgments of the International Court of Justice (cited):

Corfu Channel case (merits) (*I.C.J. Reports 1949*): I 432 (footnote), 599. *Fisheries case (I.C.J. Reports 1951)*: II 198-199, 200, 239, 268, 285-286, 373, 424.

Rights of Nationals of U.S.A. in Morocco (I.C.J. Reports 1952): I 476 (footnote), 711; II 206.

Judgments of the Permanent Court of International Justice, see *Permanent Court of International Justice*.

Judgments of the Royal Court of Jersey, see *Channel Islands*, Jersey: Jurisdiction over *Ecrehos*; and over *Minquiers*.

Jurisdiction (Exercise of—) as a manifestation of sovereignty, see *Ecrehos*, Jurisdiction; *Minquiers*, Jurisdiction.

Jurisdiction "ratione personæ" and jurisdiction "ratione soli", see *Territorial jurisdiction*.

K

KLAESTAD (Judge—): II 10-18.

L

LAMBERT (Mr. J. D.—), expert adviser of U.K. Government: II 10, 490, 492.

Leases granted by the Crown in the Islets, see *Ecrehos*; and *Minquiers*, Leases.

LE BRETON (Mr. Thomas—), see *Channel Islands*, Royal Commissioners appointed to enquire into state of criminal law, etc.

LE GEYT (Philippe—), extracts from, and references to, work on the constitution, laws and customs of Jersey (1692-1707): I 44, 45, 283, 285-286 (*l.*), 395, 397, 401, 530; II 223, 224-225.

LE ROUX (M.—); erection of house begun by—a French subject, on *Maitresse Île* of *Minquiers* group: I 71-72, 97, 291-292, 323, 342-345, 550-551; II 159, 174, 194, 272, 332.

Letters of Protection (Royal—) granted to Prior of the Ecrehos, 1337, see *Ecrehos*, Priory of—: *Letters of Protection*.

LEVÉE (G. F.—) and MILLER (C. H.—), see *Ecrehos Group*, Jurisdiction (exercise of—).

License for fishing boat at Ecrehos: I 81, Annex A 87; document opposite page 304.

Lighthouse (Question of erection of—by French Government on Minquiers Islets, 1903): I 68, 272-273, 276; II 274, 345-346, 429.

Lighting and buoys, see *Buoys and beacons*.

Lightship erected by French authorities south-west of Minquiers group: I 65-66, 70, 265; 267-268, 275-276, 281; II 274-455.

M

McNAIR (Sir Arnold—), President of the Court (Presidency transferred to Vice-President in accordance with Art. 13 of Rules of Court): II 10-18.

Maitre Île, see *Ecrehos Group*, Inhabited islets.

Maitresse Île, see *Minquiers Group*, Inhabited islet.

Manifestations of sovereignty, see *Sovereignty (Territorial—)*. See also *Ecrehos Group*, Acts manifesting sovereignty; and *Minquiers Group*, Acts, etc.

Maps, see *Charts and maps*.

"*Mare nostrum*", see *Common sea*.

"MARIN MARIE" (Marin Marie Durand de Saint-Front): I 97, 323-324; II 159, 174, 273, 327, 404.

Marmotière and Blanc Île, see *Ecrehos Group*, Inhabited islets.

Medieval Courts, see *Channel Islands*, Jersey: Jurisdiction.

Medieval law, see *Feudal law*.

Memorial of United Kingdom, with annexes: I 11-18 (table of contents), 18-352 (*l.*).

Minquiers Group:

Acts manifesting sovereignty over— (contentions and documents concerning—): I 64 *et sqq.*, 90 *et sqq.*, 111-113, 122, 124, 262 *et sqq.* (diplomatic corresp.), 313-314 (documents), 399-400, 401-402, 484 *et sqq.*, 497, 535, 537-538, 543-546, 547 *et sqq.*, 554 *et sqq.*, 722; II 24 *et sqq.*, 66-67, 126-128, 150, 162-163, 164, 168 *et sqq.*, 173, 175, 183 *et sqq.*, 193, 202, 224-226, 231, 232 *et sqq.*, 258-259, 260, 269 *et sqq.*, 330 *et sqq.*, 335-336 (list of acts prior to 1876), 362 *et sqq.*, 397 *et sqq.*, 400 *et sqq.*, 409-410.

Ancient title to—, see *Sovereignty*, Feudal or historic title: *Claims*.

Buoys and beacons, see *Buoys and beacons*.

Census enumerations, see *Census*.

Concession (request for—by the Chevalier Quinette de Cloizel in 1734): II 231, 271, 272, 338-339, 417-422 (corresp.).

Contracts relating to real property, see *Contracts*, etc.

Minquiers Group (cont.):

Custom house displaying Jersey coat-of-arms on Maitresse Île: I 24, 72-73, 91-92, 112, 124, 293-296, 723; II 173-174, 261.

Customs authority exercised by France (question of—): II 273.

Date of French Govt.'s first claim to sovereignty over—and particulars of claim: I 49, 64 *et seq.*, 107, 113-114, 122, 265 *et seq.*, 284, 485, 486 *et seq.*, 489, 491 *et seq.*, 537, 560; II 68, 185, 262, 345.

Dependency of Chausey Islands (claim of France): I 397, 530 *et seq.*; II 22-23, 41, 123, 139, 140-141, 151-153, 197, 280, 310-311, 335.

Dependency of Jersey (claim of U.K.): I 46, 64, 66-67, 70, 75, 91-92, 100, 108-109, 111, 112, 118-119, 122, 268-269, 283-284, 286, 376, 451, 459-460, 461-462, 464, 530, 545, 688, 690-691, 697, 703 *et seq.*, 728-729; II 21 *et seq.*, 30, 41, 124, 142, 149 *et seq.*, 162-163, 181, 196, 241 *et seq.*, 352, 404.

Diplomatic correspondence concerning —, see *Diplomatic correspondence*.

Distance from Jersey, from French mainland, and from Îles Chausey: I 21, 510, 532; II 23-24, 44, 151, 195.

Erection of a shelter by "Marin Marie" and other Frenchmen in 1939: I 24, 97, 323-324; II 159, 174, 273, 327, 340, 344, 404, 447-448 ("Maison de France"), 453, 458.

Erection of works and buildings on Maitresse Île: I 24, 64 *et seq.*, 72-73, 93-94, 112-113, 313-314, 332 *et seq.*, 400, 401, 722; II 432-435, 436 *et seq.*

Fishery zone (Common user and oyster fishing), see *Fishery rights*.

Fishing (acts specifically relating to—) by Jersey men at the—: I 98-101, 111, 112-113, 323-324, 338, 346-349; II 155-157, 193, 397, 401.

History of—:

1200-1700: I 44-45, 46, 88-89, 378-379, 397-402, 514-515, 530-534; II 111 *et seq.*, 213-214, 215, 224-226.

19th and 20th centuries (diplomatic negotiations, etc.): I 63-73, 535.

Hydro-electric projects based on Maitresse Île, see *Hydro-electric projects*, etc.

Incidents:

Building of house begun by M. Le Roux (French) on Maitresse Isle, 1929: I 71-72, 97, 291-292, 323, 342-345, 550-551; II 159, 174, 194, 272, 332.

Minquiers Group (cont.):

Incidents (*cont.*):

Fear of—, in 1937, between French and English fishermen: II 432-435.

Lighthouse (question of erection of—by French Govt. in 1903): I 68, 272-273, 276; II 274, 345-346, 429.

Lobster pots (alleged theft of—by French fishermen), 1869: I 63-64, 262 *et seq.*, 269, 348-349, 537; II 246, 261, 262, 272, 426-428.

Inhabited islet (Maitresse Île): particulars of houses and inhabitants: I 24, 66, 72-73, 95-98, 112-113, 269, 278, 284, 286, 313, 321-322, 323-324 and Annexes A 110-A 113 opposite page 324, 326 *et seq.*, 337-338, 341, 346, 400, 424, 537; II 24, 26-27, 150-151, 158, 160, 164, 193, 267, 328 *et seq.*, 341, 416, 432-435.

Inquests, see *Inquests*.

Jurisdiction (exercise of—) over—: I 88-90, 99, 111, 169 (doc.: *judgments of Seigniorial Court of Noirmont*, 1615, 1616, 1617), 170-172 (doc.: *judgment of Royal Court of Jersey*, 1692 and appeal: *Deborah Dumaresq*), 268-269, 286, 398-399, 402, 534, 535, 543-546, 559, 602, 634-637 (doc.: *judgments of Royal Court of Jersey*, 1811 and 1817: *salving of wrecked vessels*), 703; II 20, 24-25, 28 *et seq.*, 74-75, 125-128, 142-143, 162-163, 166, 168, 178 *et seq.*, 183, 189, 225, 310, 330 *et seq.*, 335-336, 378-379, 401-402. See also *Territorial jurisdiction*.

Leases granted by the Crown relating to the—: I 110.

Lighthouse (question of erection of—), see above "Incidents".

Lightship placed at a point south-west of the—, see *Lightship*, etc.

Memorandum of U.K. (1905) on issue of sovereignty over—: I 70-71, 282-287 (*t.*), 550-551, 558.

Original title to—, see *Sovereignty*, Feudal or historic title: *Claims*.

Parochial authority (exercise of—), see above "Jurisdiction". See also *Parochial authority*.

Prohibitions concerning traffic with— (17th and 18th centuries), see *Channel Islands*, Jersey: Acts of the States of—.

Quarrying for stone on Maitresse Île: I 95-96, 99, 112, 278, 337, 340-341, 538; II 156, 164, 335, 401.

Minquiers Group (cont.):

Rating (assessment for—), see *Rating*.
Res nullius (question as to islets being—): I 68-69, 71, 74, 101, 103, 113, 123-124, 355; 430, 443 *et seq.*, 461 *et seq.*, 468; II 175, 259, 429-430. See also "*Res nullius*", Question of, etc.

Seigniorial Court of Noirmont and—, see *Channel Islands, Jersey: Jurisdiction over Minquiers*.

Taxes (levy of local—), see *Rating*.

Topography of the—: I 21, 21-26, 355, 423-425, 433-434; II 150-151, 195 *et seq.*, 327-328, 373.

Uninhabitable nature of— (alleged—): I 24, 423-425, 432-434; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 327, 329, 344, 378.

Visits to— (official and other—): I 64-65, 94-95, 96, 99, 112, 265 *et seq.*, 278, 314, 334 *et seq.*, 400; II 149, 172, 185, 261, 269, 273, 276, 340, 404, 451-452, 454, 456-457, 458, 459.

Water-colour (reproduction) of Maître (Maitresse) Île by Captain Martin White, about 1815: I 346; II 158.

Wreck and salvage: I 44-45, 88-89, 99, 169-172 (documents), 398-399, 402, 533-534, 631, 634-637, 703; II 125-128, 142-143, 183, 225, 334, 378-379.

Minutes of public sittings:

Delivery of judgment, 17 xi 53: II 18.
 Oral proceedings (17 ix-8 x 53): II 10-17.

Mont-Saint-Michel (*Hydro-electric projects in the bay of—*), see *Hydro-electric projects*, etc.

Municipal law:

Jersey: II 167 *et seq.*, 330 *et seq.*, 401-402. See also *Channel Islands, Jersey; Ecrehos, Jurisdiction*; and *Minquiers, Jurisdiction*.

United Kingdom:

Application of—in Minquiers and Ecrehos islets: II 402.

Exercise of—within three-mile limit (territorial waters): II 313-354.

Herring Fishery Act, 1808: II 251, 255.

Sea Fisheries Act, 1843 (August 22nd): I 461-462, 569-588 (*t.*), 707, 710, 725.

Sea Fisheries Act, 1868 (July 13th): I 456, 567-569; II 163, 255.

Municipal law (cont.):**United Kingdom (cont.):**

Treasury Warrant of 9 x 1875, constituting Jersey a Port of the Channel Islands, including "the Ecrehou Rocks": I 56-57, 213 (*t.*), 537, 722, 723; II 171, 261, 262, 345, 401, 423-426.

N

Negotiations (Jurisprudence of P.C.I.J. in matter of declarations, etc., made in the course of—), see *Permanent Court of International Justice, Jurisprudence*.

Neutrality of the islands (Question of the—), see *Condominium, Common Sea*, and "*Res nullius*".

Newspaper articles, see *Articles*.

Noirmont, Seigniorial Court of—, see *Channel Islands, Jersey: Jurisdiction exercised over Minquiers*.

Normandy (Continental—):

Anglo-French relations (historical evidence in regard to—): I 27-46, 74-75, 378 *et seq.*, 496, 498 *et seq.*, 687, 692 *et seq.*; II 37 *et seq.*, 98 *et seq.*, 205 *et seq.*, 227, 230, 290 *et seq.*, 319-326, 374, 376-377, 381 *et seq.*

Contumiers normands du XIII^e siècle (édition Tardif): II 217-218, 306.

Separation of the Channel Islands from—, see *Channel Islands, Separation*, etc.

North-Atlantic Coast Fisheries case (Reference to—): II 88.

O

Opinion of Jersey Law Officers (1887), see *Channel Islands, Jersey: Law Officers*.

Oral proceedings:

Minutes of the— (September 17th-October 8th, 1953): II 10-17.

Questions put by a Judge during—, see *Questions*, etc.

Statements of Parties:

France: II 14-15, 17, 190-276 (*t.*), 372-412 (*t.*).

United Kingdom: II 11-14, 15-17, 19-189 (*t.*), 277-371 (*t.*).

Original title to sovereignty, see *Sovereignty, Feudal or historic title*.

Oyster fishing, see *Fishery rights*, Oyster fishing.

P

Palmas (or Miangas) Island case (Judge Huber) (Principles of international law applied in the—): I 104-106, 541-542, 549-550, 559-560, 721; II 32, 47, 48 *et sqq.*, 57, 94, 96-97, 145, 206, 215, 230, 232, 234-235, 236-237, 260, 265, 268-269, 271, 281, 285, 288, 367, 375.

Papal Bulls:

1178, Alexander III: I 397, 532.
1500, Alexander VI: I 154-155, 532-533, 632; II 22, 124, 139, 227, 303-304, 389-390.

Parochial authority (Exercise of—): I 78-80, 90-91, 110, 301 and documents opposite page 302, 321, 322, Annexes A 110-A 113, opposite page 324, 395, 399.

Permanent Court of International Justice:*Advisory opinions*:

Series B, No. 11 (Polish postal service in Danzig): II 252-253.

Series B, No. 13 (Competence of the International Labour Organisation; personal work of employer): II 258.

Series B, No. 17 (Greco-Bulgarian "Communities" case): II 402.

Series A/B, No. 40 (German Minority Schools in Upper Silesia): II 398.

Judgments:

Series A, No. 9 and No. 17 (Chorzów Factory (jurisdiction and merits)): I 710.

Series A, No. 10 (*Lotus* case): II 402.

Series A, Nos. 20/21 (Serbian Loans case): II 244.

Series A, No. 53 (Legal Status of Eastern Greenland): I 104, 106-107, 540-541, 542, 543, 549, 553, 559-560; II 47, 54 *et sqq.*, 96-97, 230, 232, 234, 269, 270, 285, 311.

Jurisprudence of—in matter of declarations, admissions or proposals made in the course of negotiations which led to no agreement: I 711; II 249, 334-335.

Order, Series A, No. 22 (Free Zones of Upper Savoy and District of Gex): I 432 (footnote).

Petition by Jersey fishermen, 1869, concerning alleged theft of lobster pots at Minquiers: I 63-64, 99-100, 262 (f.) *et sqq.*, 269, 348-349, 537; II 246, 261, 262, 272, 426-428.

Petition by Jersey fishermen and landowners, 15 III 1883, concerning illegal fishing activities of Frenchmen at the Ecrehos: I 86, 222-223 (f.), 228, 317-319; II 261, 262, 272.

Petition of States of Jersey to King of England, 18 IV 1822, see Channel Islands, Jersey: Acts of States of—; 1822.

Photographs:

Filed by United Kingdom (not reproduced): I 20, 351-352 (list); II 150, 153, 154, 156, 157-158, 164, 193, 195-196, 406, 414, 513.

References to—by French Agent during oral statement: II 272, 409.

Physical appropriability of islets, see Sovereignty, Physical appropriability. See also Ecrehos, Inhabited islets; and Topography; and Minquiers, Inhabited islet; and Topography.

PINEL (Philippe—) ("le Roi des Écrehous"): I 81, 84, 87, Annex A 87: document opposite p. 304, 424 (footnote), 538, 658 (prosecution, 1881), 669-672, 677-678; II 163, 165, 181, 182.

PLUCKNETT (Professor T. F. T.—), opinion on questions of medieval law: I 608-619 (f.); II 133-134, 217 *et sqq.*, 221-222, 306-307, 312, 490-491, 494-495.

Police powers (Exercise of—): I 78-79, 90, 110. See also *Inquests*, and *Parochial authority*.

Practice (Subsequent—) of Parties, see Subsequent acts and conduct of the Parties.

PRÉAUX (Piers des—): I 40-42, 45-46, 75 *et sqq.*, 109, 155-158 (documents), 234-236, 250 *et sqq.*, 384 *et sqq.*, 516-519, 521, 608-609, 611-617, 698-699; II 42-43, 108-109, 129 *et sqq.*, 304 *et sqq.*, 386 *et sqq.*

Prescription (Title to sovereignty on the basis of—), see *Sovereignty, Prescription*.

President of the Court—Acting President: M. J. G. Guerrero, Vice-President: II 10-18.

Presumption:

Ancient or original title (question of an—): I 78, 89, 109, 111; II 34, 56-57, 96-97, 113.

Presumption (cont.):

Possession by England of Ecrehos and Minquiers during Middle Ages and in 17th and 18th centuries: II 97 *et seq.*, 111, 117, 118-119, 122, 128-129, 141, 144, 282-283, 296 *et seq.*, 310.

Property ownership as evidence of sovereignty vested in the country whose nationals own the houses: II 161 *et seq.*

Right of France under feudal law to sovereignty over Ecrehos and Minquiers (arguments concerning—): I 383; II 34, 38 *et seq.*, 41, 44, 54, 56-57, 96-97.

Sovereignty of Kings of England over Channel Islands, including Ecrehos and Minquiers: I 89; II 29, 58-59, 97, 282, 294 *et seq.*

Priory of Ecrehos, see *Ecrehos*, *Priory of—*.

Proof (Burden of—):

Condominium (existence of a—): I 445; II 72-75.

Effective possession and exercise of sovereignty over the islets of Ecrehos and Minquiers by United Kingdom: I 377, 380-381, 383, 401, 497-498, 692, 696-697; II 34 *et seq.*, 37, 38, 44, 45, 53 *et seq.*, 58, 111-112, 114, 118-119, 199 *et seq.*, 202, 215, 229, 230, 281, 373, 378-379, 409, 410, 411.

Exclusion of Minquiers and Ecrehos from Channel Islands group: I 498, 510-511, 513-514, 689-691; II 40, 58-59, 111, 117-121, 282-283, 297 *et seq.*, 312.

New basis for sovereign rights after lapse of a feudal title (necessity for a—): II 40, 44-45, 52, 53, 54.

Order of written proceedings proposed by Parties without prejudice to question of—: I 9, 74, 302, 432; II 34.

Preclusion of either Party from claiming sovereignty in view of terms of Treaty of 1839: I 471-472, 475; II 70, 89 *et seq.*

Servitude in international law: I 716-717, 719-720; II 88.

Protests:

Absence of protest: I 49, 113, 267, 485, 538-539, 543, 548, 551, 553, 557-558, 559-560; II 26, 167, 169, 170-176, 194, 261, 262, 269, 330, 337, 345, 366.

Protests (cont.):

By British Govt. or by Jersey authorities, as well as observations made in lieu of formal protest: I 57, 63-64, 68, 71-72, 86-87, 97, 99-100, 222 *et seq.*, 262 *et seq.*, 269, 272-273, 291-292, 317-319, 342-345, 348-349, 537, 555, 557-559; II 159-160, 174, 269, 341, 426-428.

By French Govt.: I 50-51, 65, 67, 68 *et seq.*, 119-120, 122, 213 *et seq.*, 223 *et seq.*, 265, 270-271, 274-277, 280 *et seq.*, 292-296, 399, 405 *et seq.*, 485-487, 535, 537, 538, 548, 553-554, 559-560, 722-723; II 94, 170 *et seq.*, 193, 194, 232, 233, 261-263, 264, 268-271, 276, 337-338, 345, 365 *et seq.*, 400, 401, 402, 410, 423-426, 428.

Effect of—against a manifestation of sovereignty: I 399, 535, 542-543, 553-554, 559; II 94, 171-172, 175-176, 261 *et seq.*, 268-271, 276, 365 *et seq.*

Failure to follow up—by appropriate action: I 552, 554, 560; II 25 *et seq.*, 167, 170-176, 185-186, 287, 337-338, 345-346, 365-368, 400.

Public sittings, see *Oral proceedings*, and *Minutes of public sittings*.

Q

Quarrying on the islets, see *Ecrehos Group*, *Quarrying*; and *Minquiers Group*, *Quarrying*.

Questions put by a Judge to United Kingdom Counsel, and replies: II 16, 343.

"*Quo warranto*" proceedings, see *Feudal law*, "*Quo warranto*", etc.

R

Rating (Assessment for—) on islets: I 78, 79-80, 90-91, 110, 112, 301 and documents opposite page 302, 321, 322, Annexes A 110-A 113, opposite page 324, 400, 722; II 29-30, 168.

READ (Judge—): II 10-18.

Real property, see *Contracts relating to real property*. See also *Ecrehos*, *Inhabited islets*; and *Minquiers*, *Inhabited islet*.

Regulations prepared in pursuance of Article 11 of 1839 Convention, see *Fishery Rights*, *Regulations*, etc.

Rejoinder of French Government, with annexes : I 686-735.

Rentals of Priory of Ecrehos, see *Ecrehos*, Priory of—: Rentals.

Reply of United Kingdom, with annexes : I 415-420 (table of contents), 421-684.

Report of French Committee of Experts, November 1886 : I 61, 232-240 (*l.*), 252-253, 254, 479, 485 ; II 191, 244-245, 264, 345.

"*Res nullius*" :

Areas of the open sea which are—: I 441 *et sqq.*, 445 *et sqq.*, 450, 460-461, 464 *et sqq.*

Question of the islets being considered as—: I 51, 58 *et sqq.*, 68-69, 71, 74, 101, 103, 113, 115 *et sqq.*, 123-124, 355, 430 *et sqq.*, 441 *et sqq.*, 450, 451, 461 *et sqq.*, 468, 591, 679-681 ; II 30, 64 *et sqq.*, 71 *et sqq.*, 79-80, 175, 232, 259, 270, 279, 349, 355, 362-363, 400, 410, 429-430. See also, separately, under *Ecrehos* ; and *Minquiers*.

ROMERIL (George—), see *Ecrehos Group*, Jurisdiction (exercise of—).

Royal Court of Jersey, see *Channel Islands*, Jersey : Jurisdiction, etc.

Rules of Court :

Article 32 (1) : I 8 ; II 464.

" 35 : I 8 ; II 468.

" 37 : I 9, 19.

" 48 : II 488-489, 490-491, 492-493, 494, 497, 498-500, 502-505, 506-509, 510, 511-512, 514, 515, 516-518, 519-522.

S

Servitude in international law (fishery rights) : I 448, 451, 473, 477, 485, 487, 556, 591, 716-717, 719-720 ; II 88.

Sovereignty (Territorial—) :

Absence of evidence of exercise of sovereignty, see *Evidence*. See also below "Failure to assert a claim", etc.

Abstract title (question of an—) : II 39 *et sqq.*, 51, 53, 96-97, 105, 121, 144, 145.

Acquiescence (attitude of—on the part of a government), see below "Competing claims (positive and negative attitudes)" ; and "Failure to assert a claim", etc.

Sovereignty (Territorial—) (cont.) :

Acquisition of a valid title, see below "Continuous and peaceful display of sovereignty" ; and "Effective possession".

Acts manifesting—, see *Ecrehos*, Acts, etc. ; and *Minquiers*, Acts, etc.

Acts prior to, or subsequent to, the birth of a dispute, see "Critical date". See also *Subsequent acts and conduct of the Parties*.

Ancient title to—, see below "Feudal or historic title".

Capacity to assert a claim to exclusive —, see below "Decision (obligation to decide, etc.)".

Cession of territory (question of—in case of the *Ecrehos* and the *Minquiers*) : II 188-189.

Channel Islands, see *Channel Islands*, Sovereignty over—.

Common user of fishery zone in waters which are under exclusive sovereignty of one country ; examples of such cases : I 477-478, 716 ; II 87 *et sqq.* See also *Fishery Rights*, Common user.

Competing claims to— (question of positive and negative attitudes of Parties) : II 33 *et sqq.*, 38, 45, 46, 49 *et sqq.*, 55, 57, 96-97, 144-145, 163, 167, 170 *et sqq.*, 183-186, 229, 270, 284, 286-287, 311, 337-338, 365 *et sqq.* See also below "Failure to assert a claim", etc.

Condominium, see "Condominium".

Continuous and peaceful exercise of sovereignty : I 102 *et sqq.*, 108 *et sqq.*, 112-113, 114, 121, 124, 125, 242, 277-278, 356, 399, 543, 547, 553, 560, 607, 686, 704-705, 721-723 ; II 22, 24, 32, 35 *et sqq.*, 44, 45, 52, 54 *et sqq.*, 95, 97, 145, 160-163, 185-186, 205, 215, 266, 267, 269, 312, 363, 364 *et sqq.*, 370, 400, 409-410.

Convention of 1839 in relation to claims to— ; contentions of the Parties : I 371 *et sqq.*, 403, 421 *et sqq.*, 437 *et sqq.*, 494-495, 714 *et sqq.*, 728 ; II 31-33, 61-95, 231, 233 *et sqq.*, 278 *et sqq.*, 345 *et sqq.*, 390 *et sqq.*

Customs authority (exercise of—), see *Customs*, etc.

Date of a claim to—, see "Critical date". See also *Ecrehos* ; Date of French Govt.'s first claim, etc. ; and *Minquiers*, Date, etc.

Decision on— (obligation, under terms of Special Agreement and of Agreement of 1951, to decide as to which of

Sovereignty (Territorial—) (cont.):Decision on—, etc. (*cont.*):

the Parties sovereignty belongs): I 74, 101, 355-357 (observations of France), 403 (submission), 421-495 (observations and submissions of U.K.); II 23, 31, 34, 36, 46, 52, 349-350, 362, 399.

Diplomatic correspondence and negotiations concerning—over *Ecrehos* and *Minquiers*, see *Diplomatic correspondence*, etc.

Ecrehos group, see *Ecrehos Group*, Acts, History, etc., etc.

Effective possession and exercise of—(claims to—):

France: I 356, 554-559, 560 II 205, 215, 231, 265, 271 *et seq.*, 311, 338 *et seq.*, 363, 378, 404, 405-406, 410, 411.

United Kingdom: I 102 *et seq.*, 108-111, 112-113, 114, 125, 316, 399, 540, 542-543, 547, 553 *et seq.*, 559-560; II 22, 24, 32-33, 38 44-45, 47, 53 *et seq.*, 56, 94-95, 97, 114, 122, 145, 160-163, 185-186, 192-193, 205, 215, 231, 265 *et seq.*, 270-271, 276, 280, 283-284, 311, 363 *et seq.*, 369-370, 377, 378, 403 *et seq.*

Exercise of sovereignty, see above "Continuous and peaceful exercise of—"; and "Effective possession". See also *Ecrehos Group*; and *Minquiers Group*.

Expenditure on territory (question of—): II 27 *et seq.*, 176-177.

Failure to assert a claim or to follow it up with appropriate action: I 49, 113, 114, 121-122, 485, 551-554, 559-560, 723, 725-726, 728-729; II 24 *et seq.*, 37 *et seq.*, 40-41, 44-59 96-98, 121-122, 144-145, 163, 167, 170-176, 183-186, 189, 192, 203, 215, 234, 286-287, 289, 337-338, 345, 365 *et seq.*, 368, 400.

Feudal or historic title:

Claim to ancient or original title; United Kingdom claims: I 75 *et seq.*, 88 *et seq.*, 103 *et seq.*, 108 *et seq.*, 125, 356, 450, 467-468, 496, 498-499, 502-535, 540, 542-543, 547 *et seq.*, 559-560, 686 *et seq.*, 704-705; II 20 *et seq.*, 32 *et seq.*, 39, 45, 94, 96, 98 *et seq.* (oral statement of Prof. Wade), 121-122, 144-145, 183, 193, 205 *et seq.*, 265, 283 *et seq.*, 368-370, 409.

Claim to original title; French claims: I 377 *et seq.*, 384 *et seq.*

Sovereignty (Territorial—) (cont.):Feudal or historic title (*cont.*):

Claim to original title, etc. (*cont.*):

397, 401-402, 403, 496-498, 499 *et seq.*, 686 *et seq.*, 692, 723, 730; II 24 *et seq.*, 34 *et seq.*, 37 *et seq.*, 45 *et seq.*, 54, 75, 96, 98 *et seq.* (oral statement of Prof. Wade), 144, 145, 183, 203 *et seq.*, 214 *et seq.*, 229 *et seq.*, 266, 276, 283, 311, 369-370, 374 *et seq.*, 390, 410, 411.

Lapse of a feudal title (question of the—): II 38, 40-41, 44-45, 52, 53, 96, 98, 121-122, 144, 203, 207, 214, 283-284, 303, 369-370, 374-375, 377 *et seq.*, 410.

Fishery rights and—, see above "Common user". See also *Fishery rights*.

Inquests (holding of—), see *Inquests*.

International law (principles applicable), see *International law*, Sovereignty (territorial—).

Intertemporal law and—, see *Intertemporal law*.

Jurisdiction (exercise of—) as a manifestation of sovereignty, see *Ecrehos Group*, Jurisdiction; and *Minquiers Group*, Jurisdiction. See also *Territorial jurisdiction*.

Loss of—, see above "Failure to assert a claim", etc.; and "Feudal or historic title", Lapse of a—.

Manifestations of—, see *Ecrehos*, and *Minquiers*.

Minquiers, see *Minquiers Group*.

Obligation to reach a decision on—, of *Ecrehos* and *Minquiers Groups*, see above "Decision", etc.

Obligations and responsibilities of—: II 24 *et seq.*

Occupation (question of—): I 548, 553 *et seq.*, 559-560; II 270, 330, 331, 347, 362-363, 370, 399-400, 416.

Original title to—, see above "Feudal or historic title".

Parochial authority (exercise of—), see *Parochial authority*.

Physical appropriability of territory (question of—): I 9, 22-24, 356, 358, 403, 423-425, 432 *et seq.*, 554, 560, 561; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 270, 410, 411-412. See also *Ecrehos*, and *Minquiers*, Uninhabitable nature, etc.

Police powers (exercise of—), see *Police powers*.

Possession, see above "Effective possession (claims to—)".

Sovereignty (Territorial—) (cont.):

Preclusion of either Party from claiming exclusive—over the islets; French contention concerning 1839 Treaty: I 356-358, 371-376, 403, 421-495, 686-687, 728; II 62 *et seq.*, 69 *et seq.*, 77 *et seq.*

Preclusion of Parties from denying their own capacity or each other's capacity to claim— (submission of U.K.): I 494, 495; II 76, 84, 92.

Prescription (question of title on the basis of—): I 103, 543, 547, 548, 553 *et seq.*, 556, 559-560; II 231, 265, 266 *et seq.*, 269, 271, 330, 331, 347, 362, 363 *et seq.*, 400-402, 410.

Protests concerning manifestations of sovereignty, see *Protests*.

Renunciation of—over the islets (improbability of—in absence of express agreement): I 445-448, 466, 475; II 70, 75, 76, 231-232, 351-352.

Root of title, see above "Feudal or historic title".

Servitude and—, see *Servitude in international law*.

Suzerainty in feudal times and—in modern international law, see *Suzerainty*.

Vigilance in matter of safeguarding claims to—: II 173-178, 182.

Special Agreement (29 XII 50):

Article I: I 74, 101.

" II: I 74, 102.

Notification of—: I 8; II 464 *et seq.*

Obligation under terms of the—, to reach a decision on sovereignty of islets, see *Sovereignty*, Decision on—, etc.

Signature of the—as the "critical date", see "*Critical date*".

Text, with covering letter: I 8-10.

"*Statu quo ante*", Convention of 1839: II 66, 358 *et seq.*

"*Statu quo*" (*Question of maintaining the—*): I 59, 227, 228, 285, 356, 358, 371 *et seq.*, 403, 424, 443-444, 450, 469, 478, 686, 714-715; II 66, 76-77, 189, 391.

Statute of the Court:

Article 38: I 102.

" 40: I 8, 10; II 464, 465, 466.

Submissions of the Parties:

France:

Counter-Memorial: I 403.

Submissions of the Parties (cont.):

France (*cont.*):

Final submissions: II 17, 411-412 (*ft.*).

Rejoinder: I 730.

Request to Agents to confirm the conclusions in the written proceedings, or to present final conclusions: II 15.

United Kingdom:

Final submissions: II 17, 371, 518.

Legal submissions on issue of sovereignty (principles applicable to the determination of the case): I 102 *et seq.*

Memorial: I 124-125; II 17, 371 (conclusions maintained at oral proceedings).

Reply: I 436-437 (Contention I), 481-482 (Contention II), 494 (Contention III), 495 (Final submissions, Part I), 561 (Final submissions on Reply).

Subsequent acts and conduct of the Parties:

After the conclusion of the 1839 Convention: I 422, 437, 481 *et seq.*, 489-490, 494, 495, 550 *et seq.*, 559-560, 599-600, 720 *et seq.*; II 31, 35, 44, 61 *et seq.*, 90-94, 233 *et seq.*, 247, 260 *et seq.*, 263 *et seq.*, 358 *et seq.*, 363, 398-399, 409-410, 411.

After the "critical dates" as selected by the Parties: I 399-401, 535 *et seq.*, 540 *et seq.*, 548 *et seq.*, 559-560; II 23, 35, 44, 61 *et seq.*, 90 *et seq.*, 260, 263 *et seq.*, 331 *et seq.*, 339, 362 *et seq.*

Suzerainty under feudal law (comparison with sovereignty in modern international law): I 377, 383, 508-509, 692 *et seq.*; II 38 *et seq.*, 45, 99, 105 *et seq.*, 207 (case of Andorra) *et seq.*, 289 *et seq.*, 311, 314-317, 369, 374 *et seq.*, 381 *et seq.*

T**Tables of contents:**

Memorial (U.K.): I 11-18.

Annexes to Memorial: I 126-137.

Annexes: Charts and photographs: I 350-352.

Counter-Memorial (France): I 353.

Annexes to Counter-Memorial: I 404.

Reply (U.K.): I 415-420.

Annexes to Reply: I 562.

Additional annexes (U.K.): I 620-621.

Taxes (Levy of local—), see *Rating*.

Territorial jurisdiction (Question of exercise of jurisdiction ratione personæ or of jurisdiction ratione soli): I 309, 402, 535, 543-546; II 26, 28-30, 36, 74, 126 *et sqq.*, 135 *et sqq.*, 143-144, 161-152, 168, 178-183, 310, 330 *et sqq.*, 353, 402. See also *Ecrehos Group*, Jurisdiction; and *Minquiers Group*, Jurisdiction.

Territorial waters: (*passim*) I 51 *et sqq.*, 114 *et sqq.*, 213 *et sqq.*, 356-357, 360-370, 372 *et sqq.*, 406 *et sqq.*, 465, 473, 555-556, 588-589, 703 *et sqq.*; II 73, 82 *et sqq.*, 87, 238 *et sqq.*, 244, 250 *et sqq.*, 53, 391 *et sqq.*, 432 *et sqq.* See also *Treaties and conventions*, France-United Kingdom: 1839; Fishery Convention.

Tidal power (French projects for—), see *Hydro-electric projects*, etc.

Time-limits for written proceedings: I 19; II 467, 468-469, 472-476, 477-479 (extension).

Tithes, see *Fish tithes*.

Treaties and conventions:

Fishery rights (various treaties in which—are accorded to one country in territorial waters of another): I 477-478, 716; II 87 *et sqq.*, 239.

France-England:

1200; Peace Treaty of Goulet: II 382-383.

1217; Treaty of Lambeth: I 501, 503; II 97, 114-115, 121, 212, 299-300, 384.

1259; Treaty of Paris (or Abbeville): I 28, 142-143 (*l.*), 379-380, 401, 496, 497, 498, 504, 506-509, 513, 534, 690, 696; II 97, 115-117, 121, 193, 202, 203, 204, 256, 211, 212, 215, 217, 230, 299, 300-302, 373, 377, 383, 385-386, 409, 410, 411.

1360; Treaty of Calais (or Brétigny): I 28, 78, 89, 109, 111, 144 (extract), 268, 380-381, 401, 497, 509-511, 697; II 97, 118-119, 121, 213-214, 230, 302, 385-386.

1420; Treaty of Troyes: I 29, 144-151 (*l.*), 381, 511-512; II 97, 119-120.

1471; the Truce of London: I 382, 512-513, 601 (Art. 3); II 214.

1475; Treaty of Picquigny-Amiens:

I 30, 382, 512, 513, 697; II 113.

1498; Treaty of Étapes: I 382.

Treaties and conventions (cont.):

France-United Kingdom:

1606, 1655; Commercial treaties: I 383, 513.

1713, Treaty of Utrecht; Article 13: I 477, 591; II 139.

1824; draft Convention, which was not signed, concerning limits of British and French fisheries: I 49, 51-53, 116-117, 177-179 (*l.*: English), 357, 366-367, 368, 373, 413-414 (*l.*: French), 446; II 241-242, 249 *et sqq.*, 256, 357, 391 *et sqq.*, 396.

1839 (August 2nd); Convention defining Fishery Limits on the Coasts of Great Britain and France (*passim*): I 49, 53 *et sqq.*, 58 *et sqq.*, 65-66, 114, 118, 179-186 (*text*), 225, 229-230, 232, 236 *et sqq.*, 254 *et sqq.*, 260, 267, 283, 356-357, 359 *et sqq.*, 403, 421 *et sqq.*, 436, 437 *et sqq.*, 449 *et sqq.*, 471 *et sqq.*, 556, 560, 590, 644-658, 686-687, 705 *et sqq.*, 711 *et sqq.*, 727-728; II 61 *et sqq.*, 170, 202, 231, 233 *et sqq.*, 276, 278 *et sqq.*, 345, 348 *et sqq.*, 372-373, 390 *et sqq.*, 410, 411, 423 *et sqq.*, 432. Agreement of 1928 slightly modifying the—, see below, "1928, Agreement," etc.

Article 1: I 236, 237, 239, 375, 454-455, 458, 488; II 78-80, 237, 252-253, 424.

Article 2: I 225, 236-237, 239, 256 *et sqq.*, 260, 356, 369, 375-376, 451, 455-456, 458, 459-460, 461-462, 464, 468, 487, 488, 556, 709, 710, 711 *et sqq.*, 724, 728; II 77 *et sqq.*, 196, 238, 241 *et sqq.*, 252-253, 352, 423 *et sqq.*

Article 3: I 236, 239, 255 *et sqq.*, 260, 369, 438 (*l.*), 439 *et sqq.*, 446 *et sqq.*, 449-452, 454-455, 456, 459-462, 464-495, 590, 706, 709, 711-721, 723 *et sqq.*, 727-728; II 61, 65 *et sqq.*, 70 *et sqq.*, 77 *et sqq.*, 176, 238 *et sqq.*, 244 *et sqq.*, 252-253, 254-255, 257 *et sqq.*, 263, 276, 278, 348-349, 350 *et sqq.*, 372, 390 *et sqq.*, 396 *et sqq.*, 410, 411, 424. See also *Common sea (Question of a—)*.

Article 9: I 237-238, 246, 256, 356, 369, 374-375, 451, 455, 459-460, 461, 462, 464-466, 468, 487, 488, 556, 590, 709, 711 *et sqq.*, 718, 724, 725, 727; II 77 *et sqq.*, 85, 87, 238, 241 *et sqq.*, 251, 253, 352, 393, 394.

*Treaties and conventions (cont.):*France-United Kingdom (*cont.*):1839 (August 2nd) (*cont.*):Article 11 (Regulations prepared in pursuance of—), see *Fishery Rights*, Regulations, etc.Contentions of the Parties concerning the terms of the Convention in relation to the question of sovereignty, see *Sovereignty*, Convention of 1839 in relation to claims, etc."Critical date" of the dispute (question of the—), see "*Critical date*".Events preceding signature of Convention: I 50 *et seq.*, 359-370, 452 *et seq.*; II 68, 248 *et seq.*, 391 *et seq.*Preparatory work: II 245, 251, 253, 263, 392 *et seq.*, 414 (volumes filed but not reproduced), 497, 498, 502-504, 507-509, 510, 511-512.

Ratification of—: I 186.

Revision of the Convention, see below "1867 (November 11th); Fishery Convention: Negotiations".

1843; Convention of May 24th, see *Fishery rights*, Regulations of 24 v 1843.1867 (November 11th); Fishery Convention (which never came into operation): I 49, 55, 114, 118, 187-208 (*t.*), 225, 229-230, 238-239, 256, 267, 283, 376, 455-461, 462, 463, 488, 644-658 (preparatory work), 705 *et seq.*, 711-721, 724 *et seq.*; II 80 *et seq.*, 87, 241 *et seq.*, 256, 394.Article 38: I 376, 459, 462, 705 *et seq.*, 708, 711 *et seq.*, 718 *et seq.*, 723; II 196, 241, 242 *et seq.*, 352, 394, 395-396.Negotiations concerning—; Anglo-French Commission, 1866-1867: I 457 *et seq.*, 644-658; II 80 *et seq.*, 241, 242-243, 247-248, 264.

1928; Agreement slightly modifying the Fishery Convention of 1839: I 49 (reference).

1951 (January 30th); Agreement concerning Rights of Fishery in areas of Ecrehos and Minquiers: I 49-50, 173 (Text of Agreement annexed to Memorial, but not reproduced), 422, 425 *et seq.* (right to assert claim to sovereignty*Treaties and conventions (cont.):*France-United Kingdom (*cont.*):1951, etc. (*cont.*):

under terms of Agreement), 449, 481, 494, 495; II 62-63, 65, 76, 84, 88, 90, 235-236, 278, 279, 288, 347-348, 358.

Later in date must prevail in case of inconsistency or doubt: I 422, 426, 429, 495.

North Sea Fisheries Convention, 1882: I 556; II 239, 242.

Norway-Sweden; Fishery Agreement of 20 XII 50: I 477-478, 594-598.

United Kingdom-Venezuela, 26 II 1942; submarine areas of the Gulf of Paria: II 256, 353-354.

U.S.A.-Great Britain: Treaty of Paris, 3 IX 1783; Article 3: I 477, 592.

Utrecht (Treaty of—), see above "France-United Kingdom, 1713".

Washington Agreement between France, U.K. and U.S.A., 25 IV 51, for reference to an Arbitrator of question of certain claims to gold looted by the Germans at Rome in 1943: I 430 (reference).

U

United Kingdom:

Agent, counsel and advocates, see *Agents*, etc.Correspondence filed by—, see *Correspondence filed*, and *Diplomatic correspondence*.Documents filed by—, see *Documents filed*.

Memorial, with annexes: I 11-352.

Municipal law, see *Municipal law*.Oral statements, see *Oral proceedings*, Statements of Parties.

Reply, with annexes: I 415-685.

Treaties and conventions, see *Treaties and conventions*: France-United Kingdom, etc.

V

Val Richer (Abbey of—): I 38, 75 *et seq.*, 109, 155-156, 158-160, 235, 250, 252 *et seq.*, 384 *et seq.*, 401, 497, 516, 519 *et seq.*, 527-528, 608-609, 611-619, 698 *et seq.*, 704; II 40, 42-43, 129 *et seq.*, 216 *et seq.*, 230-231, 304 *et seq.*, 386 *et seq.*, 410.*Vice-President of the Court and Acting President* (M. Guerrero): II 10-18.*Visits* (Official and other—) to islets, see *Ecrehos Group*, and *Minquiers Group*.

W

WADE (Prof. E. C. S.—), Counsel of U.K. Government : II 10, 12-13, 15-16, 96-145 (oral statement), 289-326 (oral reply), 490.

Water-colours of islets :

Ecrehos : II 414 (reference), 513.

Minquiers (Maitresse Île), about 1815, by Captain Martin White : I 346 (reproduction) ; II 158.

WEIL (M. Prosper—), Expert Adviser of French Government : II 10, 493.

Wheat-rents, see *Feudal law*, *Wheat-rents*.

WHITE (Captain Martin—) :

Hydrographical surveys of—, see *Hydrographical surveys*.

Water-colour of Minquiers, see *Water-colours*.

WINIARSKI (Judge—) : II 10-18.

Witnesses and testimonies, see *Affidavits*.

Works and buildings erected on the islets, see *Ecrehos Group*, *Erection of works* ; and *Inhabited islets* ; and *Minquiers Group*, *Erection of works* ; and *Inhabited islet*.

Wreck of the sea and salvage (Action taken in regard to—) : I 44-45, 77, 88-89, 99, 169 *et seq.* (documents), 298-299, 395, 398-399, 402, 529-530, 533-534, 631 (document), 634-637 (documents), 703 ; II 125 *et seq.*, 142-143, 159, 183, 225, 334, 378-379.

Written proceedings :

Counter-Memorial (France) : I 353-403.

Memorial (U.K.) : I 11-125.

Order of filing of—proposed by Parties, without prejudice to question of burden of proof : I 9 ; II 34.

Rejoinder (France) : I 686-730.

Reply (U.K.) : I 415-561.

INDEX ALPHABÉTIQUE

ABRÉVIATIONS :

art.	article.
corresp.	correspondance.
C. I. J.	Cour internationale de Justice.
C. P. J. I.	Cour permanente de Justice internationale.
doc.	document.
É.-U.	États-Unis.
Gouv ^t	Gouvernement.
R.-U.	Royaume-Uni.
t.	texte.

A

Abbaye (L'—) de Val Richer, voir *Val Richer*.

Absence de protestation, voir *Protestations*.

Accord de 1951 sur les droits de pêche, voir *Traité et conventions*, France-Royaume-Uni : 1951.

Actes constituant une manifestation de souveraineté, voir *Écréhous*, Actes, etc. ; *Minquiers*, Actes, etc. ; et *Souveraineté territoriale*, Possession effective. Voir aussi les titres des divers actes.

Actes des États de l'île de Jersey, voir *Îles de la Manche*, Jersey.

Actes des Parties antérieurs à la naissance du différend, voir « *Date critique* ».

Actes diplomatiques, du 13^{me} au 17^{me} siècle, se rapportant aux îles de la Manche : I 378 et sqq., 497-534.

Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties :

Après la conclusion de la convention de 1839 : I 422, 437, 481 et sqq., 489-490, 494, 495, 550 et sqq., 559-560, 599-600, 720 et sqq. ; II 31, 35, 44, 61 et sqq., 90-94, 233 et sqq., 247, 260 et sqq., 263 et sqq., 358 et sqq., 363, 398-399, 409-410, 411.

Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties (suite) :

Après les « dates critiques » postulées par les Parties : I 399-401, 535 et sqq., 540 et sqq., 548 et sqq., 559-560 ; II 23, 35, 44, 61 et sqq., 90 et sqq., 260, 263 et sqq., 331 et sqq., 339, 362 et sqq.

« *Advocatio* », voir *Droit féodal*.

Affidavits :

Ahier (H. —), officier de police de la paroisse de Saint-Martin de Jersey, 30 IV 51 : I 80 (note en bas de page), 301 (t.).

Becquet (J. T. —), pêcheur aux Écréhous, 28 IV 51 : I 87-88 (notes en bas de page), 319-320 (t.) ; II 157-158, 165, 182.

Benest (H. V. —), sergent de justice et vicomte en exercice de l'île de Jersey, 12 IX 52 : I 545, 606 (t.) ; II 168, 178.

Bree (T. J. —), juré de la cour royale de Jersey, 2 V 51 : I 90 (note en bas de page), 322 (t.).

Claireaux (Jean —), Cancale, 22 IX 53 : II 456-457.

Duret Aubin (C. W. —), ancien *Attorney-General* de Jersey, 12 X 51 ; 18 IX 52 : I 95 (note en bas de page), 339 (t.), 544-546, 602 (t.) ; II 178, 180.

England (S. —), connétable de la paroisse de Grouville, Jersey ; 5 V 51 : I 90-91 (notes en bas de page), 321 (t.).

Ereaut (H. F. —), trésorier des États de Jersey ; 4 V 51 : I 93 (note en bas de page), 332-333 (t.) ; II 177.

Furzer (W. G. —), capitaine du port de Jersey, 20 VIII 51 : I 83-84 (notes en bas de page), 93 (note), 97 (note), 312-314 (t.) ; II 160, 164, 189.

Gallichan, voir ci-dessous « *Le Clerq* ».

Girard (Louis —), armateur de Saint-Malo, 21 IX 53 : II 451.

Godal (Albert —), maire de Granville, 10 VIII 53 : II 458.

Laquaine (Edmond de —), éditeur de « *Les Chroniques de Jersey* », 5 V 51 : I 97 (note en bas de page), 345 (t.) ; II 174.

Affidavits (suite) :

- Leblanc (sénateur Edmond —), Mayenne, 15 IX 53 : II 455-456.
 Le Clerq (P. J. —) et Gallichan (F. and E.), pêcheurs des Minquiers, 2 V 51 : I 99-100 (notes en bas de page), 346-348 (t.) ; II 155, 156.
 Le Couteur (P. E. —), greffier judiciaire de l'île de Jersey, 20 VIII 52 : I 545-546, 607 (t.) ; II 162-163, 178.
 Le Masurier (W. S. —) de Saint-Hélier, Jersey ; 4 VI 51 : I 90 (note en bas de page), 97, 98 (notes en bas de page), 323 (t.) ; II 156-157, 174.
 Lewis (Brigadier R. M. H. —), secrétaire du Gouv^t de l'île de Jersey ; 20 VIII 51 : I 84 (note en bas de page), 315-316 (t.).
 Maillard (François —), Cancale, 22 IX 53 : II 453-454.
 Ministre de l'Air français (M. Guy La Chambre) ; Saint-Malo, 21 IX 53 : II 451-452 (t.), 459 (confirmation par télégramme).
 Mourant (A. E. —), géologue 17 VIII 1953 : I 684-685 (t.) ; II 164-165.
 Rybot (N. V. L. —), F. S. A., vice-président de la société jersiais ; 10 V 1951 : I 95 (note en bas de page), 340 (t.) ; II 156.
 Tanguy (Marcel —), ingénieur des Travaux publics de l'État ; 21 IX 53 : II 452.
 Yvon (Mme Veuve P. —), Granville ; 23 IX 53 : II 458.

Agents, conseils et avocats :

- Décès de l'agent du Royaume-Uni, M. Best : II 18 (expression de condoléances), 522-523 (notification).
 France : I 403, 730 ; II 10, 467, 468, 493, 495-496.
 Lettres échangées entre les — au sujet de documents présentés conformément à l'art. 48 du Règlement : II 488-489, 491, 493.
 Royaume-Uni : I 8, 125, 561, 608 et sqq. ; II 10, 464, 489-490 (agent adjoint désigné pendant l'absence temporaire de l'agent), 492, 495-496, 522-523 (désignation de M. Fitzmaurice à la place de M. Best, décédé).

ALVAREZ (Juge —) : II 10-17, 13 (déclaration annexée à l'arrêt).

Andorre (Territoire d'—) ; références à la survivance du régime féodal : II 207, 303, 379-380.

Angleterre (Traités et conventions conclus par l'— au moyen âge), voir *Traités et conventions*, France-Angleterre.

« Anna » (Affaire de l'—), 1805 : II 198.

Annexes aux pièces de la procédure écrite, voir *Documents déposés*.

Appropriation physique des flots (Question de la possibilité d'—), voir *Souveraineté*, Appropriation physique du territoire. Voir aussi *Écréhous*, Habitations ; et *Topographie* ; et *Minquiers*, Habitations ; et *Topographie*.

Aquarelles des flots :

- Écréhous : II 414 (référence), 513.
 Minquiers (Maîtresse île), vers 1815, par le capitaine Martin White : I 346 (reproduction) ; II 158.

Arbitrage international (Absence de propositions d'arbitrage aux fins du règlement d'un différend de longue durée) : I 552, 554 ; II 366-367, 368, 400.

ARMAND-UGON (Juge —) : II 10-18.

Arrêt de la Cour de France du 28 IV 1202, par lequel le roi Jean d'Angleterre devait être privé de toutes les terres qu'il tenait du roi de France : I 378, 379, 383, 387, 497, 498, 499-502, 504, 514, 693-696 ; II 39, 98, 109 et sqq., 121, 122, 144, 191, 211, 213, 215, 230, 296, 297, 299, 377, 382, 383 et sqq., 410.

Arrêt de la Cour internationale de Justice du 17 XI 53 :

- Lecture de l'— : II 18.
 Notification de l'— : II 523.

Arrêts de la Cour internationale de Justice (citations) :

- Détroit de Corfou (aff. du —) (fond) (C. I. J. Recueil 1949) : I 432 (note en bas de page), 599.
 Droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (C. I. J. Recueil 1952) : I 476 (note en bas de page), 711 ; II 206.
 Pêcheries (aff. des —) (C. I. J. Recueil 1951) : II 198-199, 200, 239, 268, 285-286, 373, 424.

Arrêts de la Cour permanente de Justice internationale, voir *Cour permanente de Justice internationale*.

Articles publiés dans certains journaux :
 « La Chronique de Jersey », 30 I 1886 : I 243 et sqq., 675-681 (t.).
 « La Gazette géographique et l'Exploration », 4 II 1886 : I 243 et sqq., 659-661 (t.).

Articles publiés dans certains journaux (suite) :

« La Justice », 24, 26, 27 I 1886 : I 62 (note en bas de page), 244 et sqq., 661-674 (t.) ; II 232.

Assises de la Couronne, voir Îles de la Manche, Jersey : Juridiction.

Attitude ultérieure des Parties, voir Actes postérieurs.

Audiences, voir Procédure orale.

Autorité paroissiale (Exercice de l'—) : I 78-80, 90-91, 110, 301 et document en face de la page 302, 321, 322, Annexes A 110-A 113 en face de la page 324, 395, 399.

Avès (Affaire de l'île — entre les Pays-Bas et le Venezuela, 1865) : II 267.

Avis consultatifs de la Cour internationale de Justice (citations) :

Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un État aux N. U. (C. I. J. Recueil 1950) : I 432, 599 ; II 245, 253.

Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie (C. I. J. Recueil 1950) : I 476 (note en bas de page) ; II 85.

Statut international du Sud-Ouest africain (C. I. J. Recueil 1950) : I 476 (note en bas de page), 599.

Avis consultatifs de la C. P. J. I., voir Cour permanente de Justice internationale.

Avis des conseillers juridiques de Jersey (1887), voir Îles de la Manche, Jersey : Conseillers juridiques de —.

B

BADAWI (Juge —) : II 10-18.

Balisage et éclairage :

Écréhous (les —) : I 83, 313, 554-555 ; II 27, 170, 176, 178, 342.

Minquiers (les —) : I 65, 69, 70, 72, 92, 93-94, 98, 101, 112-113, 122-123, 265, 267, 275-276, 279, 280, 284, 293, 296, 313-314, 324, 401, 554-556, 557-558, 722 ; II 27, 170, 174, 176, 178, 184, 274-275, 338-340, 342, 343, 405-406, 429-431, 434, 436 et sqq., 441-447 (rapport sur les opérations et travaux effectués par les États de Jersey), 449-450, 455-456, 459.

BASDEVANT (Juge —) : II 10-17, 18 (op. indiv.).

Bateau-feu placé à un point au sud-ouest des Minquiers par les autorités françaises : I 65-66, 70, 265, 267-268, 275-276, 284 ; II 274, 455.

Bâtiments (Construction de — sur les îles), voir Écréhous, Constructions, etc. ; et Minquiers, Constructions officielles, et Îlots habités.

Baux (Octroi de — par la Couronne), voir Écréhous (Îlots des —), et Minquiers (Îlots des —).

Beautemps-Beaupré (Relevés hydrographiques faits par —), voir Hydrographie, Missions et relevés hydrographiques.

BEST (M. R. S. B. —), agent du Royaume-Uni : I 8, 125, 561, 608 et sqq. ; II 10, 11, 15, 18 (condoléances exprimées à l'occasion du décès de M. Best), 464, 489-490, 522-523 (notification du décès).

Biens immobiliers, voir Contrats relatifs aux biens immobiliers. Voir aussi Écréhous, Habitations ; et Minquiers, Habitations.

BILLOT (F. —), voir Écréhous, Juridiction (exercice de —).

BOLITHO (Major R. J. B. —) : I 84 ; II 27, 154.

Bouées, voir Balisage et éclairage.

Bulles papales :

1178 ; Alexandre III : I 397, 532.

1500 ; Alexandre VI : I 154-155, 532-533, 632 ; II 22, 124, 139, 227, 303-304, 389-390.

BURNAY (M. —), expert du Gouvernement français : II 10, 493.

C

Cancale :

Délibérations du Conseil municipal de — en date du 23 VII 39, au sujet de l'édification d'une maison de France aux Minquiers : II 447-448.

Voir aussi Correspondance déposée, Administrateur de l'Inscription maritime, etc.

CARNEIRO (Juge —) : II 10-17, 18 (op. indiv.).

Carrières de pierre (Exploitation des —), voir Écréhous, Exploitation, etc. ; et Minquiers, Exploitation, etc.

Cartes géographiques :

Annexes à la convention du 2^e VIII 1839 relative aux pêcheries : I 65-66, 488, 565-566 ; II 237-238.

Annexes au mémoire du Royaume-Uni, vol. III (non reproduits) : I 20, 350 (liste) ; II 158, 250, 342.

Comme moyens de preuve en matière de la souveraineté ou de la neutralité : II 169-170, 201, 284-285, 393, 395.

Déposées au cours des débats ; non reproduit : II 413.

Projets hydro-électriques de la France : I 731.

Relevés hydrographiques, voir *Hydrographie*.

Chamizal (L'affaire de — entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique, 1911) : II 267-268, 269.

Chartes de 1200 et 1203 relatives aux îles de la Manche et aux Écréhous, voir Droit féodal ; et Écréhous (Les —).

Chausey (Les îles —) : I 22, 24, 46 et sqq., 100, 101, 115, 265 et sqq., 387, 395-396, 397, 401-402, 454, 530 et sqq., 588, 628-630 (actes des États de Jersey, 1754, 1762), 631-632, 689, 610, 702, 729 ; II 22-23, 40, 98, 111, 122-125, 135, 139 et sqq., 144, 151-153, 167, 186, 113, 214, 216, 226-229, 279, 297, 303-304, 310-311, 368-369, 373, 377, 384, 389-390, 407.

Clipperton (Affaire de l'île de —) 28 I 1931 : II 215, 232, 233, 266-267, 270, 284.

Commission franco-anglaise pour la révision de la convention de 1839 sur les pêcheries et du règlement du 24 v 1843 ; procès-verbaux, décembre 1866-janvier 1867 : I 457 et sqq., 644-658 ; II 50 et sqq., 241, 242-243, 247-248, 264.

Composition de la Cour, voir Cour, Composition.

Compromis (29 XII 50) :

Article I : I 74, 101.

» II : I 74, 102.

Notification du — : I 8 ; II 464 et sqq.

Obligation, d'après les termes du —, d'arriver à une décision sur la souveraineté des flots, voir *Souveraineté*, *Décision*, etc.

Signature (La —) du — comme « date critique », voir « *Date critique* ».

Texte, avec lettre de couverture : I 8-10.

Concession (Demande visant une — aux Minquiers), voir Minquiers, Concession.

Conclusions des Parties :

Agents (Les —) sont priés, soit de confirmer les conclusions énoncées au cours de la procédure écrite, soit de présenter leurs conclusions finales : II 15.

France :

Contre-mémoire : I 403.

Duplique : I 730.

Finales (conclusions —) : II 17, 411-412 (t.).

Royaume-Uni :

Conclusions relatives à la question de souveraineté (principes applicables à la solution de l'affaire) : I 102 et sqq.

Finales (conclusions —) : II 17, 371, 518.

Mémoire : I 124-125 ; II 17, 371 (maintien des conclusions énoncées dans le mémoire).

Réplique : I 436-437 (premier argument), 481-482 (deuxième argument), 494 (troisième argument), 495 (conclusions finales sur la première partie), 561 (conclusions finales de la réplique).

« *Condominium* » (Question d'un —) ou d'un territoire neutre : I 68-69, 232, 276-279, 282, 285, 287-290, 291, 356-358, 371 et sqq., 403, 421 et sqq., 430 et sqq., 441 et sqq., 450, 451, 469, 727-728 ; II 64 et sqq., 71 et sqq., 259, 262, 263, 345-346, 349, 355, 356, 367, 396, 397, 429-430.

Conduite ultérieure des Parties, voir Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties.

Constitutions du roi Jean d'Angleterre, voir Îles de la Manche, Constitutions, etc.

Contrats relatifs à des biens immobiliers sur les flots : I 82, 92-93, 110, 112, 304 (t.), 305-309 (t.), 326-332 (t.), 400, 607 ; II 161 et sqq.

Contre-mémoire du Gouvernement français, avec annexes : I 353 (table des matières), 414.

Conventions, voir Traités et conventions.

Correspondance avec le Greffe : I 8 ; II 463-523.

Correspondance déposée par les Parties :

Administrateur (L'—) de l'Inscription maritime, chef du Quartier de Cancale, au directeur de l'Inscription maritime à Saint-Servan, 25 VI 1937, relative aux pêcheurs français sur le plateau des Minquiers : II 272, 432 et sqq.

Attorney-General pour l'île de Jersey au chef des Douanes à Jersey, 5 VI 1876 ; preuve de la souveraineté de la Grande-Bretagne sur les Écréhous : I 219-221 (t.) ; II 165.

Best (M. R. S. B. —), agent du Royaume-Uni, et le professeur T. F. T. Plucknett, professeur de l'histoire du Droit à l'Université de Londres (1953) : I 608 et sqq.

Canning (le très. hon. G. —), ministre des Affaires étrangères du R.-U., 12 I 1824, à MM. H. Hobhouse et J. Planta, au sujet des négociations visant la limite des trois milles pour la pêche des huîtres : I 588-589.

Diplomatique (correspondance —), voir *Correspondance diplomatique*.

Électricité de France (le directeur des Études et Recherches), et le ministre de l'Industrie et de l'Énergie (1952) : I 733-735.

Lieutenant-bailli de Jersey au lieutenant-gouverneur de Jersey, 27 V 1821, relatif à la pêche aux huîtres : I 637-639 (t.) ; II 159.

Lieutenant-gouverneur de Jersey au Foreign Office, I XII 1801, expédiant un mémoire, signé par des habitants de Jersey, relatif à la pêche aux îles Chausey : I 631-633.

Ministère des Affaires étrangères de France au ministère de la Marine, 26 III 1884 ; avertissement aux pêcheurs français au sujet de la pratique de la pêche générale aux Écréhous : I 245, 246-247 (t.), 590.

Ministre de la Marine française au ministre des Affaires étrangères, 14 IX 1819 ; référence aux « Minquiers possédées par l'Angleterre » : I 174-176 (t.) ; II 159, 334-335.

Ministre de la Marine française au préfet maritime de Brest, mars-avril 1884 : I 62, 241 et sqq., 247-248 (t.), 590-591, 660-661.

Ministère des Travaux publics français, au sujet du balisage et de l'éclairage aux Minquiers, septembre 1937 : II 436 et sqq., 441-447 (rapport sur les travaux effectués par les États de Jersey).

Correspondance déposée par les Parties (suite) :

Peel (le très. hon. R. —), ministre de l'Intérieur du R.-U., au très. hon. G. Canning, ministre des Affaires étrangères du R.-U., 24 XII 1825, relatif à la pêche aux huîtres : I 563-565 ; II 86.

Richardson (M. Denys P. —), Jersey, à M. C. S. Harrison, *Attorney-General* pour l'île de Jersey, 28 IX 1953 ; indications relatives à une habitation aux Minquiers en 1690 : II 416 (t.).

Vicomte de Jersey au lieutenant-gouverneur de Jersey, 14 V 1846, relatif aux maisons possédées par des Jersiais sur la Maître île des Écréhous au commencement du 19^{me} siècle : I 316-317 (t.) ; II 158, 165.

Correspondance et négociations diplomatiques entre la France et le Royaume-Uni au cours du 19^{me} et du 20^{me} siècle : I 48 et sqq., 56 et sqq. (Écréhous), 63 et sqq. (Minquiers), 113 et sqq., 119 et sqq., 173-176 (t.), 213-261 (Écréhous : t.), 262-296 (Minquiers : t.), 357, 359 et sqq., 405-413 (droits de pêche : t.), 452, 457-458, 463, 479-480, 484 et sqq., 537, 550-551, 567-569, 639-642 (pêche aux huîtres : t.), 708, 711, 717, 718-719, 724, 728 ; II 73, 86, 90-92, 93, 172-173, 244, 246-247, 248-249, 250, 334, 337-338, 341, 345-346, 402, 423-426, 429-431. Voir aussi *Protestations*.

Cour de Justice centre-américaine (golfe de Fonseca) : II 255.

Cour internationale de Justice :

Arrêts de la —, voir *Arrêts*.

Audiences publiques et séances publiques de la —, voir *Procès-verbaux des séances publiques* ; et *Procédure orale*.

Avis consultatifs, voir *Avis consultatifs*.

Composition de la — : II 10, 11, 12-18.

Procédure écrite, voir *Procédure écrite*.

Procédure orale, voir *Procédure orale*.

Cour permanente de Justice internationale :

Arrêts :

Série A, n° 9 et n° 17 ; Usine de Chorzów ; compétence et fond : I 711.

Série A, n° 10 ; affaire du *Lotus* : II 402.

Série A, nos 20/21 ; Emprunts serbes : II 244.

Cour permanente de Justice internationale (suite) :

Arrêts (suite) :

Série A, n° 53; Statut juridique du Groënland oriental : I 104, 106-107, 540-541, 542, 543, 549, 553, 559-560 ; II 47, 54 et sqq., 96-97, 230, 232, 234, 269, 270, 285, 311.

Avis consultatifs :

Série B, n° 11; Service postal polonais à Dantzig : II 252-253.

Série B, n° 13; Compétence de l'Organisation internationale du Travail; Travail personnel du patron : II 258.

Série B, n° 17; Question des « communautés » gréco-bulgares : II 402.

Série A/B, n° 40; Écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie : II 398.

Jurisprudence de la — en matière de déclarations, admissions ou propositions faites au cours de négociations qui n'ont pas abouti à un accord : I 711; II 249, 334-335.

Ordonnance, Série A, n° 21; Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex : I 432 (note en bas de page).

Cour royale de Jersey, voir *Îles de la Manche*, Jersey; Juridiction exercée sur les Écréhous; et sur les Minquiers.

Cour seigneuriale de Noirmont, voir *Îles de la Manche*, Jersey; Juridiction exercée sur les Minquiers.

Cours et tribunaux féodaux, voir *Îles de la Manche*, Jersey; Juridiction, etc. Voir aussi *Arrêt de la Cour de France* (1202).

Crozet (Correspondance au sujet des îles —) : I 71, 287-290; II 175.

D

DALADIER (M. Édouard —) (Confirmation de la visite de — aux Minquiers; télégramme) : II 459. Voir aussi *Minquiers*, Visites, etc.

« *Date critique* » (*Date à laquelle le différend est né*) : I 399-400, 535, 536 et sqq., 540-542, 548-552, 559-560, 723 et sqq.; II 23, 31, 35, 44, 48, 55, 61 et sqq., 93-95, 96-97, 203, 233 et sqq., 259 et sqq., 263 et sqq., 276, 281, 332, 335 et sqq., 345, 349 et sqq., 358 et sqq., 370, 410, 411.

Décision pour trancher la question de la souveraineté (Obligation de régler la question), voir *Souveraineté*, *Décision*, etc.

Déclaration annexée à l'arrêt par M. Alvarez : II 18.

Déclarations sous serment, voir *Affidavits*.

Délais de la procédure écrite : I 19; II 467, 468-469, 472-476, 477-479 (prolongation).

Delagoa (Affaire de la baie de —) : II 232.

DESHUELLES (Martin —), voir *Écréhous* (Les —), Examen par les autorités de Jersey, etc.

Différend (Date à laquelle le — est né), voir *Date critique*. Voir aussi *Actes postérieurs*, etc.

Dîme du poisson : I 44, 45, 283, 285-286, 395-396, 397-398, 402, 530, 702; II 224-225.

Documents déposés par les Parties :

France :

Annexes au contre-mémoire : I 404 (liste), 405-414 (t.).

Annexes à la duplique : I 732-735 (t.).

Après la fin de la procédure écrite et au cours des débats : II 417-462.

Non reproduits (titres et listes des documents —) : I 173, 350-352 (cartes géographiques et photographies); II 413-414.

Royaume-Uni :

Annexes additionnelles : I 620-621 (liste), 622-685 (t.).

Annexes au mémoire : I 126-137 (liste), 138-349 (t.).

Annexes à la réplique : I 562 (liste), 563-619 (t.).

Après la fin de la procédure écrite et au cours des débats : II 413-416 (liste et texte); (correspondance) : 488-489, 490-491, 492-493, 494-495, 497, 498-500, 502-505, 506-509, 510, 511-512, 513, 514, 515, 516-518, 519-522.

Note explicative sur les manuscrits et les documents imprimés annexés au mémoire : I 138-140.

Douane (Exercice de l'autorité douanière) : I 72-73, 80-81, 91-92, 110, 112, 124, 203, 295-296, 662, 723; II 173-174, 273, 342-343.

Drapeau, voir *Pavillon*.

Droit féodal :

Advocatio : I 76-77, 158-159, 389-391, 519-521, 609-611, 618-619 ; II 134 et sqq., 220-222, 308-309, 388-389.

Arrêt rendu par la Cour de France, 28 IV 1202, voir *Arrêt de la Cour de France*.

Caractère de la relation entre seigneur et vassal : I 377, 507-509, 516 et sqq., 692-693 ; II 38 et sqq., 99 et sqq., 105 et sqq., 206 et sqq., 289 et sqq., 314-317, 376-377, 381 et sqq.

Charte de 1200, par laquelle le roi d'Angleterre a donné le fief des îles de la Manche à Pierre des Préaux : I 41, 45-46, 75-76, 109, 156-157 (t.), 234, 250, 385, 515 et sqq. ; II 108, 129 et sqq., 216, 306.

Charte de 1203, par laquelle Pierre des Préaux a donné les Écréhous à l'abbaye de Val Richer : I 40-41, 45-46, 75, 109, 155-156 (t.), 234-235, 250 et sqq., 384 et sqq., 515 et sqq., 603 et sqq. ; II 129 et sqq., 216 et sqq., 304 et sqq., 386 et sqq.

Disparition d'un titre féodal, voir *Souveraineté territoriale*, Titre féodal ou historique.

Épaves (juridiction sur les —) : II 125 et sqq.

Exposés oraux du professeur Wade : II 96 et sqq., 289 et sqq.

Franche aumône : I 40-41, 75, 77, 155-156, 234, 235, 250, 384 et sqq., 516-519, 608-609, 611-617, 698-699 ; II 130-133, 137, 217 et sqq., 230, 304 et sqq., 311-312, 386-388.

Lettres de protection accordées par le roi d'Angleterre aux prieurs des Écréhous, 1337 : I 43, 77, 109, 164 (t.), 391-392, 522-523, 700 ; II 137-138, 222, 309, 389.

Opinion du professeur T. F. T. Plucknett sur des questions du — : I 608-619 ; II 133-134, 217 et sqq., 221-222, 306-307, 312.

Plaid de « *quo warranto* » au sujet du prieuré des Écréhous, 1309 : I 76-77, 109, 158-159 (rôle d'assise, 2 Edw. II. m. 36), 235, 252-253, 388-391, 519-521, 609-611, 698, 699-700 ; II 35-36, 134 et sqq., 220-222, 308-309, 312, 388.

Rentes de froment : I 43, 167-168, 387-388, 394, 526-527.

« Saisine ou investiture » : II 98, 112, 132-133, 295.

Suzeraineté en — : I 377, 383, 508-509, 692 et sqq. ; II 38 et sqq., 45, 99, 105 et sqq., 207 (le cas du territoire d'An-

Droit féodal (suite) :

dorre) et sqq., 289 et sqq., 311, 314-317, 369, 374 et sqq., 381 et sqq.

Droit international :

Attitude ultérieure des Parties (principe de l'—) : I 399, 482 et sqq., 540 et sqq., 549 et sqq., 559-560, 599-600, 721 ; II 64, 90, 94, 233 et sqq., 260. Voir aussi *Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties*.

Date à laquelle un différend est né, voir « *Date critique* ».

Juridiction territoriale, voir *Juridiction territoriale*.

Protestations, voir *Protestations*.

Servitude en —, voir *Servitude*.

Souveraineté territoriale :

Bases des revendications visant les îlots des Écréhous et des Minquiers, voir *Souveraineté territoriale*.

Principes applicables à la solution de l'affaire des Minquiers et des Écréhous : I 102 et sqq. (conclusions formulées par le Royaume-Uni).

Principes appliqués dans les affaires de l'île de Palmas et du statut juridique du Groënland oriental : I 104 et sqq., 540 et sqq., 549-550, 553, 559-560, 721 ; II 32, 47 et sqq., 54 et sqq., 94, 96-97, 145, 206, 215, 230, 232, 234-235, 236-237, 260, 268-269, 270-271, 281, 285, 311, 367, 375.

Droit national :

Jersey : II 167 et sqq., 330 et sqq., 401-402. Voir aussi *Îles de la Manche*, Jersey ; *Écréhous*, Juridiction ; et *Minquiers*, Juridiction.

Royaume-Uni :

Application de la loi interne du — aux Minquiers et aux Écréhous : II 402.

Exercice du droit dans la limite des trois milles (eaux territoriales) : II 353-354.

Herring Fishery Act, 1808 : II 251, 255.

Ordonnance du Trésor du 9 x 1875, instituant Jersey comme port des îles de la Manche, y compris les rochers des Écréhous : I 56-57, 213 (t.), 537, 722, 723 ; II 171, 261, 262, 345, 401, 423-426.

Sea Fisheries Act, 1843 (2 août) : I 461-462, 569-588 (t.), 707, 710, 725.

Droit national (suite) :**Royaume-Uni (suite) :**

Sea Fisheries Act, 1868 (13 juillet) :
I 456, 567-569 ; II 163, 255.

Droits de pêche, voir *Pêche (Droits de —)*.

DUMARESQ (Deborah —) ; jugement de la Cour royale de Jersey au sujet du droit d'épave, voir *Îles de la Manche*, Jersey ; Juridiction exercée sur les Minquiers : Cour royale de Jersey.

DUPARC (M. Pierre —), expert du Gouvernement français : II 10, 473.

Duplique du Gouvernement français, avec annexes : I 686-735.

DURAND de SAINT-FRONT (Amiral —), expert du Gouvernement français : II 10, 327, 493.

DURAND de SAINT-FRONT (Marin Marie —), voir « *Marin Marie* ».

E

Écclésiastique (Histoire — des îlots), voir *Val Richer (L'abbaye de —)* ; et *Écréhous (Les —)*, Prieuré.

Éclairage et balisage, voir *Balisage et éclairage*.

Écréhous (Îlots des —) :

Actes constituant une manifestation de souveraineté (arguments des Parties et documents relatifs aux —) : I 56 et sqq., 78 et sqq., 110, 213 et sqq. (corresp. diplomatique), 298 et sqq. (documents), 399-400, 401-402, 484 et sqq., 497, 535, 537-538, 543-546, 547 et sqq., 554 et sqq., 722 ; II 24 et sqq., 66-67, 160-163, 164-166, 163 et sqq., 175, 183, 184, 193, 202, 220-224, 231, 232 et sqq., 258-259, 260, 269 et sqq., 330 et sqq., 335-337 (liste des actes antérieurs à 1876), 362 et sqq., 397 et sqq., 400 et sqq., 409-410.

Articles publiés dans « *La Gazette géographique et l'Explorateur* », dans « *La Justice* » et dans « *La Chronique de Jersey* » (1886), relatifs à la question de la souveraineté sur les — : I 62 (note en bas de page), 241 et sqq., 659-681 (t.).

Autorité paroissiale (exercice de l'—), voir ci-dessous « *Juridiction* ». Voir aussi *Autorité paroissiale*.

Écréhous (Îlots des —) (suite) :

Avertissement donné aux pêcheurs français par les autorités françaises relatif à la pêche générale aux — en vue de la revendication de propriété des — faite par l'Angleterre (1884) : I 62, 244-248, 590-591, 659 et sqq.

Avis des conseillers juridiques de Jersey, 12 IV 1887 : I 62, 248-258, 467.

Balisage et éclairage, voir *Balisage et éclairage*.

Charte de Pierre des Préaux, 1203, concédant « l'île des Écréhous » à l'abbaye de Val Richer : I 40-41, 45-46, 75, 109, 155-156 (t.), 234-235, 250 et sqq., 384 et sqq., 515 et sqq., 608 et sqq. ; II 216 et sqq., 304 et sqq., 386.

Contrats relatifs à des biens immobiliers sur les îlots, voir *Contrats*, etc.

Correspondance diplomatique au sujet des —, voir *Correspondance diplomatique*.

Date de la première revendication du Gouv^t français à la souveraineté sur les — : I 61, 107, 113, 120, 231 et sqq., 248-258 (avis des conseillers juridiques de Jersey), 485, 491 et sqq., 535, 536, 560 ; II 68, 172, 182, 262, 345.

Dépendances de Jersey (revendication du Royaume-Uni) : I 41, 45-46, 56-57, 62, 75, 78 et sqq., 86, 108 et sqq., 118-119, 213 et sqq. (ordonnance du 9 X 1875), 223, 228, 232, 237, 241, 250 et sqq., 286, 376, 395-396, 451, 459-460, 461-462, 464, 530, 545, 688, 690, 697-699, 706 et sqq., 728-729 ; II 21 et sqq., 30, 41 et sqq., 124, 129, 142, 149 et sqq., 162-163, 181, 196, 216, 241 et sqq., 352, 425.

Distance des îlots de Jersey et de la côte continentale française : I 21 ; II 23-24, 42, 44, 154, 195.

Douane :

Autorité douanière exercée par la France (question de l'—) : I 662 ; II 273, 342-343.

Bureau de —, portant les armes de Jersey, sur l'île de Marmotière : I 22, 80-81, 110 ; II 173.

Enquêtes pour établir les causes de décès, voir *Enquêtes*.

Épaves de la mer, naufrages et sauvetages : I 77, 298-299 (document), 395, 402, 529-530.

Examen, par les autorités de Jersey, d'un fugitif de la justice française (Martin Desheulles), trouvé aux Écréhous : I 626-627 ; II 143, 144.

Écréhous (Îlots des —) (suite) :

Exploitation des carrières de pierre sur la Maître île : I 684-685 ; II 164-165.

Habitations aux — (Maître île, Marmotière et Blanc île) ; bâtiments habitables et propriétaires : I 22, 59, 79-80, 82, 84-85, 110-111, 268, 304, 305-309, 312-313, 316-317, 319-320, 400, 424, 538 ; II 24, 26-27, 153-154, 158, 159 et *sqq.*, 164-166, 193, 267, 328 et *sqq.*

Histoire des — :

1200-1800 : I 40-44, 45-46, 75-78, 378-379, 384-396, 515-530, 698-702 ; II 108 et *sqq.*, 213-214, 215-224.

19^{me} et 20^{me} siècles (négociations diplomatiques, etc.) : I 56-63, 113 et *sqq.*, 119-121, 213-261 (t. de correspondance), 535.

Interdictions de faire des voyages aux — au cours des 17^{me} et 18^{me} siècles, voir *Îles de la Manche*, Jersey : Actes des États.

Juridiction (exercice de la —) aux — :

I 76 et *sqq.*, 110, 158-161 (documents), 218, 220-221, 286, 298-299 (document), 300-301 (doc. *George Romeril*), 388-391, 395, 399, 402, 535, 538, 543-546, 559, 602, 610-611, 618-619, 626-627 (doc. *Martin Desheulles*), 658 (doc. *Ph. Pinel*), 680-681 (doc. *F. Billot*), 682 (doc. *G. F. Levée et C. H. Miller*), 700-701 ; II 20, 24-25, 28 et *sqq.*, 36, 74-75, 134 et *sqq.*, 142-144, 161 et *sqq.*, 166, 168, 178 et *sqq.* (exposé de l'*Attorney-General* pour l'île de Jersey), 189, 220-224, 308-309, 330 et *sqq.*, 336-337, 401-402. Voir aussi *Juridiction territoriale* ; et *Îles de la Manche*, Jersey : Juridiction, etc.

Mémoire sur la question de la souveraineté, envoyé par le *Foreign Office* à l'ambassadeur de France, 6 VII 1876 : I 56-57, 215 et *sqq.* (t.) ; II 246.

Octroi de baux par la Couronne : I 22, 82.

Pêche (actes concernant particulièrement la —), pratiquée par des habitants de Jersey : I 85-88, 109-110, 319-320 ; II 157-159, 193, 401.

Pêche (droits de —) ; pêche en commun et pêche aux huîtres, voir *Pêche (Droits de —)*.

Prieuré des — :

Arguments des Parties relatifs au — : I 42-44, 76-77, 78, 384 et *sqq.*, 519-

Écréhous (Îlots des —) (suite) :

Prieuré des — (suite) :

. 529, 698 et *sqq.* ; II 35-36, 129 et *sqq.*, 216-224, 307 et *sqq.*, 386 et *sqq.*

Documents relatifs au — : I 155-156 (charte de Pierre des Préaux, 1203), 158 et *sqq.* (plaid de *quo warranto* et autres procédures judiciaires, 1309-1325), 161-162 (rente annuelle payée au prieuré), 164 (lettres patentes de protection), 164-166 (donations, 15^{me} siècle), 167-168 (rentes de froment aux 16^{me}, 17^{me} et 18^{me} siècles).

Lettres patentes de protection accordées par le roi d'Angleterre en 1337 : I 43, 77, 164 (t.), 391-392, 522-523, 700 ; II 137-138, 222, 309, 389.

Plaid de *quo warranto*, voir ci-dessus « Documents ». Voir aussi *Droit féodal* : Plaid de *quo warranto*.

Rentes et donations : I 43-44, 164-166 (documents), 387-388, 392-394, 523-524 ; II 222, 307, 309, 388.

Rapport du comité de spécialistes français sur la souveraineté et sur les droits de pêche aux —, novembre 1886 : I 61, 232-240 (t.), 252-253, 254, 479, 485 ; II 191, 244-245, 264, 345.

Recensement, voir *Recensement*.

Res nullius (question de regarder les îlots comme —) : I 51, 58 et *sqq.*, 74, 101, 103, 113, 115 et *sqq.*, 120, 355, 430, 443 et *sqq.*, 450, 461 et *sqq.*, 468, 679-681 ; II 155, 259. Voir aussi « *Res nullius* ».

Taxation des propriétés sur les —, voir *Taxation*.

Territoire difficilement habitable (prétention du Gouv^t français) : I 356, 357, 423-425, 432-434, 529 ; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 327, 329, 387.

Titre ancien ou originel à la souveraineté sur les —, voir *Souveraineté territoriale*, Titre féodal ou historique : Revendications.

Topographie des — : I 21, 22-24, 355, 423-425, 433-434, 529 ; II 153-155, 195 et *sqq.*, 327-328, 373.

Travaux et bâtiments aux — : I 22, 83, 110, 310, 311, 312, 314, 400.

Visites officielles et autres visites faites aux — : I 83-84, 110, 309, 311, 314, 315 (les années 1885-1938), 400, 723 ; II 149, 262.

Électricité (*Projets hydro-électriques de la France*), voir *Projets hydro-électriques*, etc.

Enquêtes pour établir les causes de décès dans les cas de personnes trouvées mortes aux îlots : I 80, 91, 110, 112, 302-303, 321, 324-326, 400, 545, 606, 642-644, 722 ; II 28, 168, 401.

Épaves de la mer, naufrages et travaux de sauvetage (Actes se rapportant aux —) : I 44-45, 77, 88-89, 99, 169 et *sqq.* (documents), 298-299, 395, 398-399, 402, 529-530, 533-534, 631 (document), 634-637 (documents), 703 ; II 125 et *sqq.*, 142-143, 159, 183, 225, 334, 378-379.

Exercice continu et pacifique de la souveraineté, voir *Souveraineté territoriale*, Exercice continu, etc.

Experts des Gouvernements de la France et du Royaume-Uni : II 10.

Experts (Rapport du comité de spécialistes français), voir *Rapport*, etc.

F

Faits de possession, voir *Souveraineté territoriale*, Possession effective. Voir aussi *Écréhous*, Actes, etc. ; et *Minquiers*, Actes, etc.

Faits historiques, voir *Écréhous*, Histoire ; *Minquiers*, Histoire ; *Îles de la Manche*, Histoire ; *Normandie continentale* ; et *Droit féodal*.

Faits (Preuves de —), voir *Preuve (Moyens de —)*, Preuves de faits. Voir aussi *Écréhous*, Actes, etc. ; et *Minquiers*, Actes, etc.

Fardeau de la preuve, voir *Preuve (Fardeau de la —)*.

FITZMAURICE (M. G. C. —), conseil du Gouvernement du Royaume-Uni : II 10, 12, 16-17, 18 (désigné pour remplacer l'agent), 61-95 (exposé oral), 347-371 (réplique orale), 489-490, 522-523.

Forclusion en matière d'une prétendue incapacité de présenter des revendications à la souveraineté sur les îlots (conclusion du Royaume-Uni) : I 494, 495.

France :

Agent, conseil et avocats, voir *Agents*, etc.

Correspondance déposée par la —, voir *Correspondance déposée* ; et *Correspondance diplomatique*.

Contre-mémoire, avec annexes : I 353-414.

France (suite) :

Documents déposés par la —, voir *Documents déposés*.

Duplique (écrite), avec annexes : I 686-735.

Exposés oraux, voir *Procédure orale*, Exposés des Parties.

Rapport du comité de spécialistes, 1886, voir *Rapport*, etc.

Traités et conventions, voir *Traités et conventions*, France.

Froment (Rentes de —), voir *Droit féodal*, Rentes de froment.

G

GARNIER-COIGNET (M. —), Greffier adjoint : II 10-18.

Géographiques (Considérations —), voir *Écréhous*, Topographie ; *Minquiers*, Topographie ; et *Îles de la Manche*, Topographie.

GODFRAY (M. Hugh —) ; déposition devant les commissaires de la Couronne désignés en 1859, pour examiner les lois civiles, d'État et ecclésiastiques de l'île de Jersey : I 268-269, 283, 286 ; II 181.

Greffier adjoint de la Cour (M. Garnier-Coignet) : II 10-18. Voir aussi *Correspondance avec le Greffe*.

Grisbadarna (*Aff. de — entre la Norvège et la Suède*, 1909) : II 177-178, 189, 266, 274.

Groënland oriental (*Principes du droit international appliqués dans l'affaire du —*) : I 104, 106-107, 540-541, 542, 543, 549, 553, 559-560 ; II 47, 54 et *sqq.*, 96-97, 230, 232, 234, 269, 270, 285, 311.

GROS (M. André —), agent du Gouvernement français : I 403, 730 ; II 10, 14-15, 17, 18, 190-276 (exposé oral), 372-412 (duplique), 467, 468.

GUERRERO (M. J. G. —), Vice-Président de la Cour faisant fonction de Président : II 10-18.

H

Habitations sur les îlots, voir *Écréhous*, Habitations ; et *Minquiers*, Habitations.

HACKWORTH (Juge —) : II 10-18.

HARRISON (M. C. S. —), conseil du Gouvernement du Royaume-Uni, *Attorney-General* pour l'île de Jersey : II 10, 13-14, 146-189 (exposé oral), 327-346 (réplique), 489.

HEALD (Sir Lionel —), conseil du Gouvernement du Royaume-Uni, *Attorney-General* : II 10, 11-12, 15, 19-60 (exposé oral), 277-288 (réplique), 489.

Historiens français (Citations extraites de textes faisant autorité) ; annexe à la réplique orale du professeur Wade : II 313-326.

Historique (Faits et preuves historiques), voir *Écréhous*; *Histoire*; *Minquiers*; *Histoire*; *Îles de la Manche*, *Histoire*; *Normandie continentale*; et *Droit féodal*.

Hsu Mo (Juge —) : II 10-18, 16 (questions posées au conseil du Royaume-Uni).

Huîtres (Pêche aux —), voir *Pêche* (*Droits de —*), *Pêche aux huîtres*.

Hydro-électriques (Projets —), voir *Projets hydro-électriques de la France*, etc.

Hydrographie ; missions et relevés hydrographiques : I 65-66, 84-85, 98, 112, 122, 265-266, 267, 269, 275, 336-337, 401, 556-559, 725-726 ; II 158, 165, 174, 184, 273-274.

I

Îles de la Manche :

Administration des —, 1200-1373 : I 623-625 ; II 108 et *sqq.*, 115.

Autonomie des — : I 505-506 ; II 20, 115, 150.

Charte de 1200, par laquelle Pierre des Préaux a reçu le fief des —, voir *Droit féodal*, Charte de 1200.

Commissaires de la Couronne :

Pour examiner l'état du droit criminel dans les îles de la Manche (1846) ; déposition de M. Thomas Le Breton : I 269 ; II 180-181.

Pour examiner les lois civiles, d'État et ecclésiastiques de l'île de Jersey ; dépositions de M. Hugh Godfray : I 268-269, 283, 286 ; II 181.

Communications et commerce avec le Royaume-Uni et avec la France : II 148-149.

Îles de la Manche (suite) :

Constitutions (Les —) du roi Jean (1199-1216), données aux îles de Jersey et de Guernesey : I 602, 604-605 (*t.*) ; II 180.

Documents historiques relatifs aux — : I 152 et *sqq.* Voir aussi *Écréhous* ; *Minquiers* ; et les titres des documents.

Entité physiquement distincte de la Normandie continentale (question de l'—) : I 504 et *sqq.*, 510 et *sqq.*, 514, 534, 688 et *sqq.*, 696-697 ; II 41-44, 97, 103, 109, 111, 115 et *sqq.*, 122-124, 129, 147 et *sqq.*, 196 et *sqq.*, 202, 226, 228, 281, 282, 296 et *sqq.*, 327-328, 368-369, 383 et *sqq.*

Guernesey, cour royale ; action intentée contre le prieur des Écréhous (1331) : I 43, 163 (document).

Histoire des —, 1200-1800 : I 26-46, 377-383, 498 et *sqq.*, 687-688, 692 et *sqq.* ; II 97 et *sqq.*, 211 et *sqq.*, 295 et *sqq.*

Jersey :

Actes des États de — :

1646, 1692, 1720 et 1754 ; interdiction aux Jersiais d'aller aux Écréhous, aux Minquiers et aux Chausey sans une autorisation spéciale : I 39-40, 44, 396, 530, 628-629, 702 ; II 141-142, 224, 225, 228-229, 271, 332-333, 403, 1762 ; relatif aux îles Chausey : I 630.

1822 (18 avril) ; pétition adressée au roi d'Angleterre au sujet de la découverte de plusieurs bancs d'huîtres : II 249, 335, 401, 403-404, 422 (extrait en français), 460-462 (*texte*).

Actes du comité des Havres et Chaussées :

1779 (12 janvier) ; service de sauvetage aux Minquiers : I 631 (*t.*) ; II 142-143.

1888 (9 août) ; exploitation des carrières de pierre aux Minquiers : I 336-338 (*t.*) ; II 164.

Attorney-General pour l'île de —, voir *Harrison* (M. C. S. —), *Conseil du Royaume-Uni*.

Autonomie de — : II 20, 115, 150. *Conseillers juridiques de —* (avis des —, 21 IV 1887, sur le rapport du comité de spécialistes désignés par le Gouv^t français, 1886) : I 243, 248-258 (*t.*), 718 ; II 90-91, 165, 252.

Îles de la Manche (suite) :

Jersey (suite) :

Constitution de — : I 46-48 ; II 149-150.

Dépandances de — (question de —), voir *Écréhous*, Dépandances, etc ; et *Minquiers*, Dépandances, etc.

Examen, par le lieutenant-bailli de —, d'un ressortissant français, fugitif de la justice française, qui avait été trouvé aux *Écréhous* (1706) : I 626-627 ; II 143, 144.

Juridiction exercée sur les *Écréhous* : Assises de la Couronne (rôles d'assise), 1309, 1323-1325 : I 42-43, 76-77, 158-161 (documents), 235, 252-253, 298-299 (document), 388 et *sqq.*, 395, 519-521, 526, 529-530, 699-700, 701 II 36, 134 et *sqq.*

Cour royale de Jersey : I 79, 221, 300 (document), 399, 602, 609-611, 681-683 (documents) ; II 143, 155-156, 159, 161, 162-163, 179 et *sqq.*

Juridiction exercée sur les *Minquiers* :

Cour royale de Jersey : I 89, 170-172 (documents), 398-399, 534, 602, 634-637 (documents), 703 ; II 125, 128, 158-159, 162-163, 183, 310, 332, 334, 378-379.

Cour seigneuriale de Noirmont, 1615, 1616 et 1617 : I 44, 88, 99, 111, 169 (document), 398, 533, 703 ; II 125 et *sqq.*, 225, 310, 332, 378-379.

Ordonnance du Trésor du 9 x 1875, instituant Jersey comme port des îles de la Manche, y compris les rochers des *Écréhous* : I 56-57, 213 (*l.*), 537, 722, 723 ; II 171, 261, 262, 345, 401, 423-426.

Pétitions des pêcheurs de —, voir *Pétitions*.

Projet de loi (*sic*), 1883, tendant à interdire l'accès des *Écréhous* aux pêcheurs français, voir *Pétition des pêcheurs de Jersey*, 1883.

Résolution des États de —, 14 IX 48 ; accord donné par Jersey pour la soumission du présent différend à la Cour : II 20.

Occupation allemande des — au cours de la deuxième guerre mondiale : I 85, 88, 317 (ordre du commandant des forces allemandes d'occupation dans l'île de Jersey, 2 VII 40), 320, 324 ; II 25-26, 149, 150, 157, 192.

Îles de la Manche (suite) :

Séparation des — de la Normandie continentale : I 28-31, 74, 89, 380 et *sqq.*, 387, 496, 498, 502 et *sqq.* ; II 21, 37, 39, 121, 197, 206, 208-209, 212, 216-217, 230, 383 et *sqq.*

Souveraineté des rois d'Angleterre sur les — : I 27 et *sqq.*, 74-75, 89, 101, 103, 108, 496, 498-499, 502 et *sqq.* ; II 21, 37, 38 et *sqq.*, 58-59, 97 et *sqq.* (exposé du professeur Wade), 147, 206, 282, 294 et *sqq.*, 374 et *sqq.*, 381.

Topographie des — : I 21 et *sqq.* ; II 147-148, 151, 196 et *sqq.*, 281, 327-328, 373.

Incidents qui ont donné lieu aux protestations, voir *Protestations*. Voir aussi *Minquiers (Îlots des —)*, *Incidents*.

Interprétation de textes :

Accords (les —) plus récents doivent prévaloir, en cas de contradiction entre ces accords et un accord antérieur : I 422, 426, 429, 495.

Conduite ultérieure des Parties comme indication pour l'—, voir *Actes postérieurs et conduite ultérieure*, etc.

Convention de 1839 entre la France et le Royaume-Uni, voir *Traités et conventions*, France-Royaume-Uni : 1839.

Destructrice (interprétation —) du texte à interpréter : II 244 et *sqq.*

Effet utile des clauses à interpréter (la règle de l'—) : I 432, 477, 481 ; II 85.

Implication nécessaire (question d'une —) : I 475 et *sqq.*, 481.

Sens naturel et ordinaire des termes employés : I 432 et note en bas de page, 474-475, 723 ; II 85, 87, 245, 248, 252-253, 309, 396.

Silence des Parties (déductions à tirer du —) : II 256 et *sqq.*

Stipulation expresse (usage de — pour le cas d'une renonciation à la souveraineté) : I 475-476.

Ut res magis valeat quam pereat (le principe —), voir ci-dessus « Effet utile ».

Intertemporel (Droit —) : I 104 ; II 52, 53, 206, 289-290, 375 et *sqq.*

J

Jersey, voir *Îles de la Manche*, *Jersey*.

JOHNSON (M. D. H. N. —), conseil du Gouverneur du Royaume-Uni : II 10, 489-490 (agent adjoint), 492.

Journaux (Articles de —), voir Articles.

Jugements de la cour royale de Jersey, voir Îles de la Manche, Jersey: Jurisdiction sur les Écréhous et sur les Minquiers.

Juges (Membres de la Cour), voir Cour internationale de Justice, Composition. Voir aussi les noms des juges.

Juridiction (Exercice de la —) comme manifestation de la souveraineté, voir Écréhous, Jurisdiction; Minquiers, Jurisdiction; et Îles de la Manche, Jersey: Jurisdiction.

Jurisdiction territoriale, question de l'exercice de la juridiction ratione personæ ou de la juridiction ratione soli: I 399, 402, 535, 543-546; II 26, 28-30, 36, 74, 126 et sqq., 135 et sqq., 143-144, 161-162, 168, 178-183, 310, 330 et sqq., 353, 402. Voir aussi Écréhous, Jurisdiction; et Minquiers, Jurisdiction.

K

KLAESTAD (Juge —): II 10-18.

L

LAMBERT (M. J. D. —), expert du Gouvernement du Royaume-Uni: II 10, 490, 492.

LE BRETON (M. Thomas —), voir Îles de la Manche, Commissaires désignés par la Reine Victoria, en 1846, pour examiner l'état du droit criminel, etc.

LE GEYT (Philippe —), ouvrage sur la constitution, les lois et les usages de Jersey (1692-1707) (références et extraits): I 44, 45, 283, 285-286 (t.), 395, 397, 401, 530; II 223, 224-225.

LE ROUX (M. —) (Construction d'une maison sur la Maitresse île des Minquiers commencée par —, un ressortissant français): I 71-72, 97, 291-292, 323, 342-345, 550-551; II 159, 174, 194, 272, 332.

Lettres de protection accordées par le roi d'Angleterre au prieur des Écréhous, 1337, voir Écréhous, Prieuré des —: Lettres de protection.

LEVÉE (G. F. —) et MILLER (C. H. —), voir Écréhous, Jurisdiction (Exercice de —).

Licence d'un bateau de pêche aux Écréhous: I 81, annexe A 87, document en face de la page 304.

M

McNAIR (Sir Arnold), Président de la Cour (la présidence est transmise au Vice-Président de la Cour conformément aux termes de l'art. 13 du Règlement de la Cour): II 10-18.

Maître île, voir Écréhous (Îlots des —), Habitations aux —.

Maitresse île, voir Minquiers (Îlots des —), Habitations aux —.

Manière d'agir des Parties, voir Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties.

Manifestations de souveraineté, voir Souveraineté territoriale. Voir aussi Écréhous, Actes constituant une manifestation, etc.; et Minquiers, Actes, etc.

Marées (Projets français pour l'utilisation de l'énergie des —), voir Projets hydro-électriques, etc.

« MARIN MARIE » (Marin Marie Durand de Saint-Front): I 97, 323-324; II 159, 174, 273, 327, 404.

Marmotière et Blanc îles, voir Écréhous (Îlots des —), Habitations.

Mémoire du Royaume-Uni, avec annexes: I 11-18 (table des matières), 18-352 (t.).

Mer commune (Question de la —): I 58, 68-69, 71, 74, 123-124, 224-225, 229, 232, 255-257, 276-279, 282, 285, 288-290, 291, 355-358, 371 et sqq., 403. (conclusions du Gouv^t français), 421 et sqq., 440 et sqq., 446 et sqq., 706, 716 et sqq., 720 et sqq., 727-728; II 70-71, 73 et sqq., 82 et sqq., 248, 254 et sqq., 258, 262, 263, 276, 286, 355, 394 et sqq., 424, 432. Voir aussi « Res nullius »; et Condominium.

Mer territoriale: passim: I 51 et sqq., 114 et sqq., 213 et sqq., 356-357, 360-370, 372 et sqq., 406 et sqq., 465, 473, 555-556, 588-589, 703 et sqq.; II 73, 82 et sqq., 87, 238 et sqq., 244, 250 et sqq., 353, 391 et sqq., 432 et sqq. Voir aussi Traités et conventions, France-Royaume-Uni: 1839; Convention pour la délimitation de la Pêche.

Minquiers (Îlots des —) :

Actes constituant une manifestation de souveraineté (arguments des Parties et documents relatifs aux —) : I 64 *et sqq.*, 90 *et sqq.*, 111-113, 122, 124, 262 *et sqq.* (corresp. dipl.), 313-314 (documents), 399-400, 401-402, 484 *et sqq.*, 497, 535, 537-538, 543-546, 547 *et sqq.*, 554 *et sqq.*, 722 ; II 24 *et sqq.*, 66-67, 126-128, 150, 162-163, 164, 168 *et sqq.*, 173, 175, 183 *et sqq.*, 193, 202, 224-226, 231, 232 *et sqq.*, 258-259, 260, 269 *et sqq.*, 330 *et sqq.*, 335-336 (liste des actes antérieurs à 1876), 362 *et sqq.*, 397 *et sqq.*, 400 *et sqq.*, 409-410.

Aquarelle (reproduction d'un —) de Maître (Maîtresse) île par le capitaine Martin White, vers 1815 : I 346 ; II 158.

Autorité paroissiale (exercice de l'—), voir ci-dessous « Juridiction ». Voir aussi *Autorité paroissiale*.

Balisage et éclairage, voir *Balisage et éclairage*.

Bateau-feu placé à un point sud-ouest des —, voir *Bateau-feu*, etc.

Concession aux — (demande faite par le chevalier Quinette de Cloizel en 1784) : II 231, 271, 272, 338-339, 417-422 (corresp.).

Contrats relatifs à des biens immobiliers sur les îlots, voir *Contrats*, etc.

Correspondance diplomatique au sujet des —, voir *Correspondance diplomatique*.

Cour seigneuriale de Noirmont et les —, voir *Îles de la Manche*, Jersey : Juridiction sur les Minquiers.

Date de la première revendication du Gouvt français à la souveraineté sur les — : I 49, 64 *et sqq.*, 107, 113-114, 122, 265 *et sqq.*, 284, 485, 486 *et sqq.*, 489, 491 *et sqq.*, 537, 560 ; II 68, 185, 262, 345.

Dépendances des îles Chausey (revendication de la France) : I 397, 530 *et sqq.* ; II 22-23, 41, 123, 139, 140-141, 151-153, 197, 280, 310-311, 335.

Dépendances de Jersey (revendication du Royaume-Uni) : I 46, 64, 66-67, 70, 75, 91-92, 100, 108-109, 111, 112, 118-119, 122, 268-269, 283-284, 286, 376, 451, 459-460, 461-462, 464, 530, 545, 688, 690-691, 697, 703 *et sqq.*, 728-729 ; II 21 *et sqq.*, 30, 41, 124, 142, 149 *et sqq.*, 162-163, 181, 196, 241 *et sqq.*, 352, 404.

Minquiers (Îlots des —) (suite) :

Distance des — de Jersey, de la côte continentale française et des îles Chausey : I 21, 510, 532 ; II 23-24, 44, 151, 195.

Douane :

Autorité douanière exercée par la France (question de l'—) : II 273.

Bureau de —, portant les armes de Jersey, sur la Maîtresse île : I 24, 72-73, 91-92, 112, 124, 293-296, 723 ; II 173-174, 261.

Enquêtes pour établir les causes de décès, voir *Enquêtes*.

Épaves de la mer, naufrages et sauvetage : I 44-45, 88-89, 99, 169-172 (documents), 398-399, 402, 533-534, 631, 634-637, 703 ; II 125-128, 142-143, 183, 225, 334, 378-379.

Érection d'un refuge-abri en 1939, par « Marin Marie » et d'autres ressortissants français : I 24, 97, 323-324 ; II 159, 174, 273, 327, 340, 344, 404, 447-448 (« Maison de France »), 453, 458.

Exploitation de carrières de pierre sur la Maîtresse île : I 684-685 ; II 164-165.

Habitations aux — (Maîtresse île) ; bâtiments habitables et propriétaires : I 24, 66, 72-73, 95-98, 112-113, 269, 278, 284, 286, 313, 321-322, 323-324 et annexes A 110-A 113 en face de la page 324, 326 *et sqq.*, 337-338, 341, 346, 400, 424, 537 ; II 24, 26-27, 150-151, 158, 160, 164, 193, 267, 328 *et sqq.*, 341, 416, 432-435.

Histoire des — :

1200-1700 : I 44-45, 46, 88-89, 378-379, 397-402, 514-515, 530-534 ; II 111 *et sqq.*, 213-214, 215, 224-226. 19^{me} et 20^{me} siècles (négociations diplomatiques, etc.) : I 63-73, 535.

Incidents aux — :

Casiers à homards (prétendu vol par des pêcheurs français des —), 1869 : I 63-64, 262 *et sqq.*, 269, 348-349, 537 ; II 246, 261, 262, 272, 426-428.

Construction d'une maison commencée par M. Le Roux (français) sur la Maîtresse île, 1929 : I 71-72, 97, 291-292, 323, 342-345, 550-551 ; II 159, 174, 194, 272, 332.

Crainte que des — auraient lieu, en 1937, entre pêcheurs français et anglais : II 432-435.

Minquiers (Îlots des —) (suite) :Incidents aux — (*suite*) :Phare (question de la construction d'un — par le Gouv^t français en 1903) : I 68, 272-273, 276 ; II 274, 345-346, 429.Interdiction de faire des voyages aux — au cours des 17^{me} et 18^{me} siècles, voir *Îles de la Manche*, Jersey : Actes des États.Juridiction (exercice de —) : I 88-90, 99, 111, 169 (doc. *sentences de la cour seigneuriale de Noirmont*, 1615, 1616, 1617), 170-172 (doc. *sentence de la cour royale de Jersey*, 1692 et l'appel : *Deborah Dumayresq*), 268-269, 286, 398-399, 402, 534, 535, 543-546, 559, 602, 634-637 (doc. *sentences de la cour royale de Jersey*, 1811 et 1817 : *sauvetage de navires naufragés*), 703 ; II 20, 24-25, 28 et *sqq.*, 74-75, 125-128, 142-143, 162-163, 166, 168, 178 et *sqq.*, 183, 189, 225, 310, 330 et *sqq.*, 335-336, 378-379, 401-402. Voir aussi *juridiction territoriale* ; et *Îles de la Manche*, Jersey : *Juridiction*, etc.Mémoire du Gouv^t du Royaume-Uni (1905) sur la question de souveraineté sur les — : I 70-71, 282-287 (*t.*), 550-551, 558.

Octroi de baux par la Couronne : I 110.

Pêche (actes concernant particulièrement la —) pratiquée par des habitants de Jersey : I 98-101, 111, 112-113, 323-324, 338, 346-349 ; II 155-157, 193, 397, 401.

Pêche (droits de —) ; pêche en commun et pêche aux huîtres, voir *Pêche (Droits de —)*.Phare (question de construction d'un —), voir *ci-dessus* « Incidents ».Projets hydro-électriques appuyés sur la Maîtresse île, voir *Projets hydro-électriques*, etc.Recensement, voir *Recensement*.*Res nullius* (question de considérer les îlots comme —) : I 68-69, 71, 74, 101, 103, 113, 123-124, 355, 430, 443 et *sqq.*, 461 et *sqq.*, 468 ; II 175, 259, 429-430.Taxation des propriétés sur les —, voir *Taxation*.Territoire difficilement habitable (prétention du Gouv^t français) : I 24, 423-425, 432-434 ; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 327, 329, 344, 378.Titre ancien ou originel à la souveraineté sur les —, voir *Souveraineté territoriale*. Titre féodal ou historique : *Revendications*.**Minquiers (Îlots des —) (suite) :**Topographie des — : I 21, 24-26, 355, 423-425, 433-434 ; II 150-151, 195 et *sqq.*, 327-328, 373.Travaux et bâtiments sur la Maîtresse île : I 24, 64 et *sqq.*, 72-73, 93-94, 112-113, 313-314, 332 et *sqq.*, 400, 401, 722 ; II 432-435, 436 et *sqq.*Visites officielles et autres visites faites aux — : I 64-65, 94-95, 96, 99, 112, 265 et *sqq.*, 278, 314, 334 et *sqq.*, 400 ; II 149, 172, 185, 261, 269, 273, 276, 340, 404, 451-452, 454, 456-457, 458, 459.Mont-Saint-Michel (*Projets hydro-électriques de la baie du —*), voir *Projets hydro-électriques*, etc.

N

Négociations : *jurisprudence de la C. P. J. I. en matière de déclarations, etc.*, faites au cours des —, voir *Cour permanente de justice internationale*, *Jurisprudence*.Neutralité des îles (*Question de la —*), voir *Condominium* ; *Mer commun* ; et « *Res nullius* ».Noirmont, *Cour seigneuriale de —*, voir *Îles de la Manche*, Jersey : *Juridiction* exercée sur les Minquiers.**Normandie continentale :**Contumiers normands du XIII^{me} siècle (édition Tardif) : II 217-218, 306.Histoire des relations anglo-françaises (moyens de preuve par rapport à l'—) : I 27-46, 74-75, 378 et *sqq.*, 496, 498 et *sqq.*, 687, 692 et *sqq.* ; II 37 et *sqq.*, 98 et *sqq.*, 205 et *sqq.*, 227, 230, 290 et *sqq.*, 319-326, 374, 376-377, 381 et *sqq.*Séparation des îles de la Manche de la —, voir *Îles de la Manche*, *Séparation*, etc.

O

Opinion dissidente (*citation*), affaire du droit d'asile ; M. Read (C. I. J. *Recueil* 1950) : I 599-600.

Opinions individuelles des juges Basdevant et Carneiro jointes à l'arrêt du 17 XI 53 : II 18.

Ouvrages cités dans les pièces de la procédure écrite qui ne sont pas disponibles aux Pays-Bas (*demande adressée aux*

Ouvrages cités, etc. (suite):

agents de faire parvenir au Greffe un exemplaire des —) : II 479 et *sq.*, 483-484, 485-488, 491, 494-495, 496-497, 501, 506, 507, 513-514, 515.

P

Palmas ou Miangas (Affaire de l'île de —) (M. Max Huber) : principes de droit international appliqués dans cette affaire: I 104-106, 541-542, 549-550, 559-560, 721 ; II 32, 47, 48 et *sq.*, 57, 94, 96-97, 145, 206, 215, 230, 232, 234-235, 236-237, 260, 265, 268-269, 271, 231, 285, 288, 367, 375.

Pavillon (Déploiement du — aux îlots) :

Britannique ou jersiais (pavillon —) :

I 22, 24, 67 et *sq.*, 72-73, 81-84, 93, 94-95, 110, 112, 270-271, 374-275, 280 et *sq.*, 292-296, 311, 314, 315-316, 333, 338-339, 400, 723 ; II 150, 154, 172-174, 261, 269, 340-341, 428, 433, 454.

Français (pavillon —) aux Minquiers :

I 24 ; II 269, 340, 404, 448-449, 451, 454, 456, 458.

Pêche (Actes concernant particulièrement la —), voir Écréhous (Îlots des —) ; et Minquiers (Îlots des —).

Pêche (Droits de —) :

Pêche aux huîtres depuis la fin du XVIII^e siècle : I 58 et *sq.*, 236 et *sq.*, 254 et *sq.*, 359 et *sq.*, 372 et *sq.*, 405 et *sq.*, 439 et *sq.* (art. 3 de la convention de 1839), 452 et *sq.*, 464 et *sq.*, 470 et *sq.*, 563-565, 588-591, 637 et *sq.*, 714, 724, 727 ; II 61, 85-87, 238, 248 et *sq.*, 278, 391 et *sq.*, 422, 460-462. Voir aussi *Traité et conventions*, France-Royaume-Uni : 1839.

Projets hydro-électriques de la France par rapport aux — : II 188 408.

Règlement du 24 v 1843 sur les devoirs et obligations des pêcheurs, préparé conformément aux termes de l'art. 11 de la convention de 1839 I 439 (art. 11), 457, 459 (note en bas de page), 460, 575-588 (*l.*), 644-658 (révision du règlement), 707, 710 ; II 81, 82 et *sq.*, 246, 432.

Servitude en matière des —, voir *Servitude en droit international*.

Traité en vertu desquels des — sont accordés à un État dans les eaux territoriales d'un autre État (exemples cités de —) : I 477-478, 716 ; II 87 et *sq.*, 239.

Pêche (Droits de —) (suite) :

Utilisation commune (question d'un régime d'—) : I 48 et *sq.*, 58 et *sq.*, 118, 224-225, 229, 232, 236 et *sq.*, 246-248, 254 et *sq.*, 356, 359-370 (les événements qui ont précédé la convention de 1839), 403, 409, 421 et *sq.*, 426-429 (cette utilisation ne serait pas touchée par la décision sur la souveraineté), 439 et *sq.* (art. 3 de la convention de 1839), 448 et *sq.*, 466, 470 et *sq.*, 485 et *sq.*, 567-569, 588 et *sq.*, 714 et *sq.*, 724-725, 727-728 ; II 62-63, 76, 82 et *sq.*, 87, 238 et *sq.*, 246 et *sq.*, 254 et *sq.*, 264, 276, 278, 345-346, 349, 355 et *sq.*, 391 et *sq.*, 410, 411, 424, 432-433.

Voir aussi *Traité et conventions*, France-Royaume-Uni : 1839.

Pêcheries (Affaire des — entre le Royaume-Uni et la Norvège) (Références à l'—) : II 195, 198-199, 200, 239, 268, 285-286, 373.

Pêcheries (Conventions sur les —), voir Traité et conventions, 1839 (2 août) ; 1867 (11 novembre) ; 1928 ; et 1951 (30 janvier).

Pêcheries de l'Atlantique nord (Référence à l'affaire des —) : II 88.

Pétitions :

Les États de Jersey au roi d'Angleterre, 18 iv 1822, voir *Îles de la Manche*, Jersey : Actes des États de — ; 1822.

Pêcheurs de Jersey, 1869, relative au prétendu vol des casiers à homards aux Minquiers : I 63-64, 262 (*l.*) et *sq.*, 269, 348-349, 537 ; II 246, 261, 262, 272, 426-428.

Pêcheurs et propriétaires de Jersey, 15 iii 1883, relative à la pratique illicite de la pêche aux Écréhous par des pêcheurs français : I 86, 222-223 (*l.*), 228, 317-319 ; II 261, 262, 272.

Phare (Question de la construction par le Gouvernement français, en 1903, d'un — aux Minquiers) : I 68, 272-273, 276 ; II 274, 345-346, 429.

Photographies :

Déposées par le Royaume-Uni (non reproduites) : I 20, 351-352 (liste) ; II 150, 153, 154, 156, 157-158, 164, 193, 195-196, 406, 414, 513.

Références faites aux — par l'agent du Gouv^t français dans son exposé oral : II 272, 409.

PINEL (Philippe —) (« le roi des Écréhous ») : I 81, 84, 87, annexe A 87 : document en face de la p. 304, 424 (note en bas de page), 538, 658 (procédure intentée contre Pinel en 1881), 669-672, 677-678 ; II 163, 165, 181, 182.

PLUCKNETT (professeur T. F. T. —), avis du — sur des questions de droit féodal : I 608-619 (t.) ; II 133-134, 217 et sqq., 221-222, 306-307, 312, 490-491, 494-495.

Police (Autorité exercée par la —) : I 78-79, 90, 110. Voir aussi *Enquêtes* ; et *Autorité paroissiale*.

Possession effective, voir *Souveraineté territoriale*, Possession effective.

Pratique ultérieure des Parties, voir *Actes postérieurs et conduite ultérieure des Parties*.

PRÉAUX (Pierre des —) : I 40-42, 45-46, 75 et sqq., 109, 155-158 (documents), 234-236, 250 et sqq., 384 et sqq., 516-519, 521, 608-609, 611-617, 698-699 ; II 42-43, 108-109, 129 et sqq., 304 et sqq., 386 et sqq.

Prescription (Revendication de souveraineté fondée sur la —), voir *Souveraineté territoriale*, Prescription.

Président de la Cour ; Vice-Président faisant fonction de Président, M. J. G. Guerrero : II 10-18.

Présomption :

Droit présumé en faveur de la France, d'après le droit féodal, à la souveraineté sur les Écréhous et les Minquiers (arguments des Parties) : I 383 ; II 34, 38 et sqq., 41, 44, 54, 56-57, 96-97.

Possession de propriétés ; présomption que la souveraineté appartient au pays dont les ressortissants sont les propriétaires de maisons : II 161 et sqq.

Possession par l'Angleterre des Écréhous et des Minquiers au cours du moyen âge et pendant les 17^{me} et 18^{me} siècles : II 97 et sqq., 111, 117, 118-119, 122, 128-129, 141, 144, 282-283, 296 et sqq., 310.

Titre ancien ou originel (question d'un —) : I 78, 89, 109, 111 ; II 34, 56-57, 96-97, 113.

Souveraineté des rois d'Angleterre sur les îles de la Manche, y compris les Écréhous et les Minquiers : I 89 ; II 39, 58-59, 97, 282, 294 et sqq.

Preuve (Fardeau de la —) :

Condominium (l'existence d'un —) : I 445 ; II 72-75.

Exclusion des Minquiers et des Écréhous du groupe des îles de la Manche : I 498, 510-511, 513-514, 689-691 ; II 40, 58-59, 111, 117-121, 282-283, 297 et sqq., 312.

Nouveau titre aux droits souverains pour remplacer un titre féodal devenu caduc (nécessité d'établir un —) : II 40, 44-45, 52, 53, 54.

Ordre convenu pour la présentation des pièces de la procédure écrite sans préjuger en rien la question du — : I 9, 74, 102, 432 ; II 34.

Possession effective et exercice de souveraineté par le Royaume-Uni sur les îlots des Écréhous et des Minquiers : I 377, 380-381, 383, 401, 497-498, 692, 696-697 ; II 34 et sqq., 37, 38, 44, 45, 53 et sqq., 58, 111-112, 114, 118-119, 199 et sqq., 202, 215, 229, 230, 281, 373, 378-379, 409, 410, 411.

Prétention d'après laquelle la convention de 1839 aurait eu l'effet d'empêcher l'une ou l'autre des deux Parties de revendiquer la souveraineté sur les îlots : I 471-472, 475 ; II 70, 89 et sqq.

Servitude en droit international : I 716-717, 719-720 ; II 88.

Preuve (Moyens de —) :

Absence de — (prétendue —) à l'appui des revendications de la France (arguments des Parties) : I 114, 551, 686-687 ; II 24 et sqq., 34 et sqq., 53-54, 191-192, 203, 215-226, 280, 311, 332.

Grand nombre de preuves positives fournies par le Royaume-Uni ; observations dans les exposés, oraux et écrits : I 108 et sqq. ; II 24 et sqq., 34 et sqq., 44, 97, 144-145, 163, 168-169, 170, 191, 280.

Preuves de fait : I 73 et sqq., 399-401, 535 et sqq., 697, 698 et sqq. ; II 24 et sqq., 155 et sqq., 191 et sqq., 328 et sqq., 362 et sqq., 397, 401 et sqq. Voir aussi *Écréhous* ; *Minquiers* et *Îles de la Manche*.

Prieuré des Écréhous, voir *Écréhous*, Prieuré.

Procédure écrite :

Contre-mémoire (France) : I 353-403. Duplique (France) : I 686-730.

Procédure écrite (suite) :

Mémoire (R.-U.) : I 11-125.
 Ordre convenu par les Parties pour la
 présentation des pièces de la —
 sans préjuger en rien de la question
 du fardeau de la preuve : I 9, 74,
 102, 432 ; II 34.
 Réplique (R.-U.) : I 415-561.

Procédure orale :

Exposés des Parties :
 France : II 14-15, 17, 190-176 (t.),
 372-412 (t.).
 Royaume-Uni : II 11-14, 15-17, 19-
 189 (t.), 277-371 (t.).
 Procès-verbaux de la — (du 17 sep-
 tembre au 8 octobre 1953) : II 10-17.
 Questions posées par un juge au cours
 de la —, voir *Questions*, etc.

Procès-verbaux des séances publiques :

Lecture de l'arrêt du 17 XI 53 : II 18.
 Procédure orale (17 IX—8 X 53) : II
 10-17.

*Projets hydro-électriques de la France dans
 la baie du Mont-Saint-Michel et dans
 la région de l'archipel des Minquiers :*
 I 690, 729, 731 (carte géographique),
 732 (memorandum), 733-735 (demande
 de concession et avis du Comité tech-
 nique) ; II 34, 64, 186-188, 192, 278-
 279, 344, 346, 406-409.

Protestations :

Absence de — : I 49, 113, 237, 485,
 538-539, 543, 548, 551, 553, 557-558,
 559-560 ; II 26, 167, 169, 170-176,
 194, 261, 262, 269, 330, 337, 345, 366.
 Effet (L'—) des — contre une nanifes-
 tation de souveraineté : I 399, 535,
 542-543, 553-554, 559 ; II 94, 171-
 172, 175-176, 261 et *sqq.*, 268-271,
 276, 365 et *sqq.*
 Non suivies par aucune action appro-
 priée : I 552, 554, 560 ; II 25 et *sqq.*,
 167, 170-176, 185-186, 287, 337-338,
 345-346, 365-368, 400.
 Par le Gouv^t britannique ou par les
 autorités de Jersey, ainsi que des
 observations faites dans le cas où il
 n'y avait pas de — formelles : I 57,
 63-64, 68, 71-72, 86-87, 97, 99-100,
 222 et *sqq.*, 262 et *sqq.*, 269, 272-273,
 291-292, 317-319, 342-345, 348-349,
 537, 555, 557-559 ; II 159-160, 174,
 269, 341, 426-428.
 Par le Gouv^t français : I 50-51, 65, 67,
 68 et *sqq.*, 119-120, 122, 215 et *sqq.*,
 223 et *sqq.*, 265, 270-271, 274-277,
 280 et *sqq.*, 292-296, 399, 405 et *sqq.*,

Protestations (suite) :

Par le Gouv^t français (suite) :
 485-487, 535, 537, 538, 548, 553-
 554, 559-560, 722-723 ; II 94, 170
 et *sqq.*, 193, 194, 232, 233, 261-263,
 264, 268-271, 276, 337-338, 345, 365
 et *sqq.*, 400, 401, 402, 410, 423-426,
 428.

Q

Questions posées par un juge au conseil
 du Royaume-Uni, et les réponses don-
 nées par ce dernier : II 16, 343.

« Quo warranto » (*Plaid de —*), voir *Droit
 féodal*, « Quo warranto », etc.

R

*Rapport du comité des spécialistes français,
 novembre 1886 :* I 61, 232-240 (t.), 252-
 253, 254, 479, 485 ; II 191, 244-245,
 264, 345.

READ (Juge —) : II 10-18.

Recensements : I 81-82, 92, 110, 112
 (annexe A 88, document en face de la
 p. 304), 321, 322, 400.

Règlement de la Cour :

Article 32 (1) : I 8 ; II 464.
 » 35 : I 8 ; II 468.
 » 37 : I 9, 19.
 » 48 : II 488-489, 490-491, 492-
 493, 494, 497, 498-500, 502-505, 506-
 509, 510, 511-512, 514, 515, 516-518,
 519-522.

*Règlement préparé conformément aux
 termes de l'article 11 de la convention de
 1839*, voir *Pêche (Droits de —)*, Règle-
 ment, etc.

Rentes du Prieuré des Écréhous, voir
Écréhous, Prieuré des — : Rentes et
 donations.

Réplique du Royaume-Uni, avec annexes :
 I 415-420 (table des matières), 421-685.

« Res nullius » :

Question de savoir si les îlots doivent
 être considérés comme — : I 51, 58
 et *sqq.*, 68-69, 71, 74, 101, 103, 113,
 115 et *sqq.*, 123-124, 355, 430 et *sqq.*,
 441 et *sqq.*, 450, 451, 461 et *sqq.*, 468,
 591, 679-681 ; II 30, 64 et *sqq.*, 71
 et *sqq.*, 79-80, 175, 232, 259, 270, 279,
 349, 355, 362-363, 400, 410, 429-430.
 Régions de la mer qui auraient le
 caractère de *res nullius* : I 441 et *sqq.*,
 445 et *sqq.*, 450, 460-461, 464 et *sqq.*

ROMERIL (George —), voir *Écréhous* (*Îlots des —*), Juridiction (exercice de —).

Royaume-Uni :

Agent, conseils et avocats, voir *Agents*, etc.

Correspondance déposée par le —, voir *Correspondance déposée*; et *Correspondance diplomatique*.

Documents déposés par le —, voir *Documents déposés*.

Droit national, voir *Droit national*.

Mémoire, avec annexes : I 11-352.

Réplique, avec annexes : I 415-685.

Traités et conventions, voir *Traités et conventions*; France-Royaume-Uni, etc.

S

Séances publiques, voir *Procédure orale*; et *Procès-verbaux des séances publiques*.

Servitude en droit international (droits de pêche) : I 448, 451, 473, 477, 485, 487, 556, 591, 716-719, 719-720; II 88.

Souveraineté territoriale :

Absence de moyens de preuve en matière de l'exercice de la souveraineté, voir *Preuve (Moyens de —)*. Voir aussi ci-dessous « Omission d'affirmer une revendication », etc.

Acquiescement (attitude d'— virtuel de la part d'un Gouvernement), voir ci-dessous « Revendications concurrentes (attitudes positive et négative) »; et « Omission d'affirmer une revendication », etc.

Acquisition d'un titre valide, voir ci-dessous « Manifestation d'un exercice continu et pacifique de la souveraineté »; et « Possession effective ».

Actes antérieurs ou postérieurs à la naissance d'un différend, voir « *Date critique* ».

Actes constituant une manifestation de —, voir *Écréhous*, Actes, etc.; et *Minquiers*, Actes, etc.

Ancien titre, voir ci-dessous « Titre féodal ou historique ».

Appropriation physique du territoire (question de la possibilité de l'—) : I 9, 22-24, 356, 358, 403, 423-425, 432 et sqq., 554, 560, 561; II 24, 74, 229-230, 231, 257, 270, 410, 411-412. Voir aussi *Écréhous*, Territoire difficilement habitable, etc., et *Minquiers*, Territoire, etc.

Autorité paroissiale (exercice de l'—), voir *Autorité paroissiale*.

Souveraineté territoriale (suite) :

Cession de territoire (question d'une — dans le cas des *Écréhous* et des *Minquiers*) : II 188-189.

Commencement du titre (*root of title*), voir ci-dessous « Titre féodal ou historique » : Prétention du R.-U.

Communauté de droits de pêche; exemples donnés des accords où le droit de pêche est exercé par un État dans les eaux territoriales d'un autre État : I 477-478, 716; II 87 et sqq. Voir aussi *Pêche (droits de —)*, Utilisation commune, etc.

Condominium, voir *Condominium*.

Convention de 1839 par rapport aux revendications à la —; arguments des Parties : I 371 et sqq., 403, 421 et sqq., 437 et sqq., 494-495, 714 et sqq., 728; II 31-33, 61-95, 231, 233 et sqq., 278 et sqq., 345 et sqq., 390.

Date d'une revendication, voir *Date critique*. Voir aussi *Écréhous*, Date de la première revendication, etc.; et *Minquiers*, Date, etc.

Décision (obligation, aux termes du compromis et de l'accord de 1951, de décider à laquelle des deux Parties appartient le droit de souveraineté) : I 74, 101, 355-357 (observations du Gouv^t français), 403 (conclusion), 421-495 (observations et conclusions du Gouv^t du Royaume-Uni); II 23, 31, 34, 36, 46, 62, 349-350, 362, 399. Dépenses encourues pour le territoire (question des —) : II 27 et sqq., 176-177.

Douane (exercice de l'autorité douanière), voir *Douane*, etc.

Droit international (principes du —), voir *Droit international*, Souveraineté territoriale.

Écréhous (*Îlots des —*), voir *Écréhous*, Actes; Histoire, etc.

Enquêtes pour établir les causes de décès, voir *Enquêtes*, etc.

Exercice de la souveraineté, voir ci-dessous « Manifestation d'un exercice continu », etc.; et « Possession effective ». Voir aussi *Écréhous* (*Îlots des —*), et *Minquiers* (*Îlots des —*).

Forclusion des Parties à nier leur propre capacité ou à alléguer réciproquement leur incapacité de présenter des revendications à la — (conclusion du Royaume-Uni) : I 494, 495; II 76, 84, 92.

Îles de la Manche, voir *Îles de la Manche*, Souveraineté sur les —.

Souveraineté territoriale (suite) :

Incapacité des Parties de revendiquer la souveraineté exclusive sur les îlots (arguments relatifs à la thèse du Gouvern^t français au sujet du traité de 1839) : I 356-358, 371-376, 403, 421-495, 686-687, 728 ; II 62 *et sqq.*, 69 *et sqq.*, 77 *et sqq.*

Intertemporel (droit —) et —, voir *Intertemporel (Droit —)*.

Juridiction (exercice de la —) comme une manifestation de souveraineté, voir *Écréhous (Îlots des —)*, Juridiction ; et *Minquiers (Îlots des —)*, Juridiction. Voir aussi *Juridiction territoriale*.

Manifestation d'un exercice continu et pacifique de la souveraineté : I 102 *et sqq.*, 108 *et sqq.*, 112-113, 114, 121, 124, 125, 242, 277-278, 356, 399, 543, 547, 553, 560, 607, 686, 704-705, 721-722 ; II 22, 24, 32, 35 *et sqq.*, 44, 45, 52, 54 *et sqq.*, 95, 97, 145, 160-163, 185-186, 205, 215, 266, 267, 269, 312, 363, 364 *et sqq.*, 370, 400, 409-410.

Minquiers, voir *Minquiers (Îlots des —)*.

Négociations et correspondance diplomatique relatives aux Écréhous et aux Minquiers, voir *Correspondance et négociations diplomatiques*.

Obligation d'arriver à une décision au sujet de la — sur les Écréhous et les Minquiers. Voir *ci-dessus* « Décision », etc.

Obligations et responsabilités de la — : II 24 *et sqq.*

Occupation (question d'une —) : I 548, 553 *et sqq.*, 559-560 ; II 270, 330, 331, 347, 362-363, 370, 399-400, 410.

Omission d'affirmer une revendication à la — ou de la faire suivre par des manifestations appropriées d'autorité : I 49, 113, 114, 121-122, 485, 551-554, 559-560, 723, 725-726, 728-729 ; II 24 *et sqq.*, 37 *et sqq.*, 40-41, 44-59, 96-98, 121-122, 144-145, 163, 167, 170-176, 183-186, 189, 192, 203, 215, 284, 286-287, 289, 337-338, 345, 365 *et sqq.*, 368, 400.

Pêche (droits de —) et —, voir *ci-dessus* « Communauté de droits », etc. Voir aussi *Pêche (Droits de —)*.

Perte de la souveraineté, voir *ci-dessus* « Omission d'affirmer une revendication », etc. ; *et ci-dessus* : « Titre féodal ou historique » : Caducité d'un —.

Police (exercice de l'autorité de la —), voir *Police*.

Souveraineté territoriale (suite) :

Possession effective et exercice de la souveraineté (revendications) :

France : I 356, 554-559, 560 ; II 205, 215, 231, 265, 271 *et sqq.*, 311, 338 *et sqq.*, 363, 378, 404, 405-406, 410, 411.

Royaume-Uni : I 102 *et sqq.*, 108-111, 112-113, 114, 125, 356, 399, 540, 542-543, 547, 553 *et sqq.*, 559-560 ; II 22, 24, 32-33, 38, 44-45, 47, 53 *et sqq.*, 56, 94-95, 97, 114, 122, 145, 160-163, 185-186, 192-193, 205, 215, 231, 265 *et sqq.*, 270-271, 276, 280, 283-284, 311, 363 *et sqq.*, 369-370, 377, 378, 403 *et sqq.*

Prescription (question d'une revendication fondée sur la —) : I 103, 543, 547, 548, 553 *et sqq.*, 556, 559-560 ; II 231, 265, 266 *et sqq.*, 269, 271, 330, 331, 347, 362, 363 *et sqq.*, 400-402, 410.

Protestations relatives aux manifestations de la souveraineté, voir *Protestations*.

Qualité de faire valoir une prétention à l'exercice d'une souveraineté exclusive, voir *ci-dessus* « Décision (obligation de décider à laquelle des deux Parties appartient le droit de souveraineté) ».

Renonciation de la — sur les îlots (en l'absence d'un accord comportant des termes exprès, la — serait très improbable) : I 445-448, 466, 475 ; II 70, 75, 76, 231-232, 351-352.

Revendications concurrentes (question de l'attitude positive et négative des Parties) : II 33 *et sqq.*, 38, 45, 46, 49 *et sqq.*, 55, 57, 96-97, 144-145, 163, 167, 170 *et sqq.*, 183-186, 229, 270, 284, 286-287, 311, 337-338, 365 *et sqq.* Voir aussi *ci-dessus* « Omission d'affirmer une revendication, etc. ».

Servitude et —, voir *Servitude en droit international*.

Source de titre originaire établie dans les temps anciens, voir *ci-dessus* « Titre féodal ou historique » : Prétention du R.-U.

Suzeraineté féodale et souveraineté au sens du droit international moderne, voir *Suzeraineté*.

Titre féodal ou historique :

Caducité d'un titre féodal (question de la —) : II 38, 40-41, 44-45, 52, 53, 96, 98, 121-122, 144, 203, 207, 214, 283-284, 303, 369-370, 374-375, 377 *et sqq.*, 410.

Souveraineté territoriale (suite) :

Titre féodal ou historique (suite) :

Prétention de la France à un titre originel : I 377 et sqq., 384 et sqq., 397, 401-402, 403, 496-498, 499 et sqq., 686 et sqq., 692, 723, 730 ; II 24 et sqq., 34 et sqq., 37 et sqq., 45 et sqq., 54, 75, 96, 98 et sqq. (exposé oral de M. Wade), 144, 145, 183, 203 et sqq., 214 et sqq., 229 et sqq., 266, 276, 283, 311, 369-370, 374 et sqq., 390, 410, 411.

Prétention du Royaume-Uni à un titre ancien ou originel : I 75 et sqq., 88 et sqq., 103 et sqq., 108 et sqq., 125, 356, 450, 467-468, 496, 498-499, 502-535, 540, 542-543, 547 et sqq., 559-560, 686 et sqq., 704-705 ; II 20 et sqq., 32 et sqq., 39, 45, 94, 96, 98 et sqq. (exposé oral de M. Wade), 121-122, 144-145, 183, 193, 205 et sqq., 265, 289 et sqq., 368-370, 409.

Titre fondé sur un droit abstrait (question d'un —) : II 39 et sqq., 51, 53, 96-97, 105, 121, 144, 145.

Vigilance (attitude de — en matière de la sauvegarde des revendications à la souveraineté) : II 174-175, 182.

« *Status quo ante* », convention de 1839 : II 66, 358 et sqq.

« *Status quo* » (*Question du maintien du —*) : I 59, 227, 228, 285, 356, 358, 371 et sqq., 403, 424, 443-444, 450, 469, 478, 686, 714-715 ; II 66, 76-77, 189, 391.

Statut de la Cour :

Article 38 : I 102.

» 40 : I 8, 10 ; II 464, 465, 466.

Souveraineté féodale (Comparaison de la — avec la souveraineté du droit international moderne) : I 377, 383, 508-509, 691 et sqq. ; II 38 et sqq., 45, 99, 105 et sqq., 207 (le cas du territoire d'Andorre) et sqq., 289 et sqq., 311, 314-317, 369, 374 et sqq., 381 et sqq.

T**Tables des matières :**

Mémoire (R.-U.) : I 11-18.

Annexes au mémoire : I 126-137.

Annexes, cartes géographiques et photographies : I 350-352.

Contre-mémoire (France) : I 353.

Annexes au contre-mémoire : I 404.

Réplique (R.-U.) : I 415-420.

Annexes à la réplique : I 562.

Annexes additionnelles (R.-U.) : I 620-621.

Taxation (Taxes paroissiales imposées sur les propriétés des îlots) : I 78, 79-80, 90-91, 110, 112, 301 et documents en face de la page 302, 321, 322, Annexes A. 110-A. 113 en face de la p. 324, 400, 722 ; II 29-30, 168.

Témoignages et dépositions, voir *Affidavits*.

Titre ancien ou originel à la souveraineté sur les îlots, voir *Souveraineté*, Titre féodal ou historique.

Topographie, voir *Écréhous* ; *Minquiers* ; et *Îles de la Manche*, *Topographie*.

Traité et conventions :

Accords plus récents (les —) doivent prévaloir sur des accords antérieurs en cas d'incompatibilité ou de doute :

I 422, 426, 429, 495.

États-Unis-Grande-Bretagne : Paris (traité de —), 3 IX 1783 ; art. 3 : I 477, 592.

France-Angleterre :

1200 ; traité du paix du Goulet : II 382-383.

1217 ; traité de Lambeth : I 28, 34, 501, 503 ; II 97, 114-115, 121, 212, 299-300, 384.

1259 ; traité de Paris (ou d'Abbeville) : I 28, 142-143 (t.), 379-380, 401, 496, 497, 498, 504, 506-509, 513, 534, 690, 696 ; II 97, 115-117, 121, 193, 202, 203, 204, 206, 211, 212, 215, 217, 230, 299, 300-302, 373, 377, 383, 385-386, 409, 410, 411.

1360 ; traité de Calais (ou de Brétigny) : I 28, 78, 89, 109, 111, 144 (extrait), 268, 380-381, 401, 497, 509-511, 697 ; II 97, 118-119, 121, 213-214, 230, 302, 385-386.

1420 ; traité de Troyes : I 29, 144-151 (t.), 381, 511-512 ; II 97, 119-120.

1471 ; la trêve de Londres : I 382, 512-513, 601 (art. 3) ; II 214.

1475 ; traité de Picquigny-Amiens : I 30, 382, 512, 513, 697 ; II 113.

1498 ; traité d'Étaples : I 382.

France-Royaume-Uni :

1606, 1655 ; traités de commerce : I 383, 513.

1713 ; traité d'Utrecht, art. 13 : I 477, 591 ; II 139.

1824 ; projet de convention, qui n'a pas été signé, au sujet de la délimitation des pêcheries de la Grande-Bretagne et de la France : I 49, 51-53, 116-117, 177-179 (t. anglais), 357, 366-367, 368, 373, 413-414 (t. français), 446 ; II 241-242, 249 et sqq., 256, 357, 391 et sqq., 396.

Traités et conventions (suite) :

France-Royaume-Uni (suite) :

1839 (2 août) ; convention pour la délimitation des pêcheries sur les côtes respectives de la France et de la Grande-Bretagne : *passim* ; I 49, 53 *et sqq.*, 58 *et sqq.*, 65-66, 114, 118, 179-186 (textes français et anglais), 225, 229-230, 232, 236 *et sqq.*, 254 *et sqq.*, 260, 267, 283, 356-357, 359 *et sqq.*, 403, 411 *et sqq.*, 436, 437 *et sqq.*, 449 *et sqq.*, 471 *et sqq.*, 556, 560, 590, 644-658, 686-687, 705 *et sqq.*, 711 *et sqq.*, 727-728 ; II 61 *et sqq.*, 170, 202, 231, 233 *et sqq.*, 276, 278 *et sqq.*, 345, 348 *et sqq.*, 372-373, 390 *et sqq.*, 410, 411, 423 *et sqq.*, 432.

Accord de 1928 qui a légèrement modifié la —, voir *ci-dessous* « 1928, Accord », etc.

Arguments des Parties relatifs aux dispositions de la convention par rapport à la question de souveraineté, voir *Souveraineté*, Convention de 1839 par rapport aux revendications, etc.

Article 1 : I 236, 237, 239, 375, 454-455, 458, 488 ; II 78-80, 237, 252-253, 424.

Article 2 : I 225, 236-237, 239, 256 *et sqq.*, 260, 356, 369, 375-376, 451, 455-456, 458, 459-460, 461-462, 464, 468, 487, 488, 556, 709, 710, 711 *et sqq.*, 724, 728 ; II 77 *et sqq.*, 196, 238, 241 *et sqq.*, 252-253, 352, 423 *et sqq.*

Article 3 : I 236, 239, 253 *et sqq.*, 260, 369, 438 (*l.*), 439 *et sqq.*, 446 *et sqq.*, 449-452, 454-455, 456, 459-462, 464-495, 590, 706, 709, 711-721, 723 *et sqq.*, 727-728 ; II 61, 65 *et sqq.*, 70 *et sqq.*, 77 *et sqq.*, 176, 238 *et sqq.*, 244 *et sqq.*, 252-253, 254-255, 257 *et sqq.*, 263, 276, 278, 348-349, 350 *et sqq.*, 372, 390 *et sqq.*, 396 *et sqq.*, 410, 411, 424.

Article 9 : I 237-238, 246, 256, 356, 369, 374-375, 451, 455, 459-460, 461, 462, 464-466, 468, 487, 488, 556, 590, 709, 711 *et sqq.*, 718, 724, 725, 727 ; II 77 *et sqq.*, 85, 87, 238, 241 *et sqq.*, 251, 253, 352, 393, 394.

Article 11 (règlement préparé conformément à l'—), voir *Pêche* (*Droits de* —), Règlement, etc.

Traités et conventions (suite) :

France-Royaume-Uni (suite) :

1839 (2 août) (suite) :

Date critique du différend (question de la —), voir « *Date critique* ».

Historique des événements qui ont précédé la signature de la convention : I 50 *et sqq.*, 359-370, 452 *et sqq.* ; II 68, 248 *et sqq.*, 391 *et sqq.*

Ratification de la convention : I 186.

Revision de la convention, voir *ci-dessous* « 1867 (11 novembre) », Convention sur la pêche : Négociations.

Travaux préparatoires : II 245, 251, 253, 263, 392 *et sqq.*, 414 (volumes déposés mais non reproduits), 497, 498, 502-504, 507-509, 510, 511-512.

1843 ; convention du 24 mai, voir *Pêche* (*Droits de* —), Règlement du 24 v 1843.

1867 (11 novembre) ; convention sur la pêche (cette convention n'a jamais été appliquée) : I 49, 55, 114, 118, 187-208 (*l.*), 225, 229-230, 238-239, 256, 267, 283, 376, 455-461, 462, 463, 488, 644-658 (travaux préparatoires), 705 *et sqq.*, 711-721, 724 *et sqq.* ; II 80 *et sqq.*, 87, 241 *et sqq.*, 256, 394.

Article 38 : I 376, 459, 462, 705 *et sqq.*, 708, 711 *et sqq.*, 718 *et sqq.*, 723 ; II 196, 241, 242 *et sqq.*, 352, 394, 395-396.

Négociations relatives à la convention ; commission mixte (France et Angleterre), 1866-1867 : I 457 *et sqq.*, 644-658 ; II 80 *et sqq.*, 241, 242-243, 247-248, 264.

1928 ; accord qui a légèrement modifié la convention de 1839 sur la pêche : I 49 (référence).

1951 (30 janvier) ; accord sur les droits de pêche dans les parages des Écréhous et des Minquiers : I 49-50, 173 (texte de l'accord annexé au mémoire, mais non reproduit), 422, 425 *et sqq.* (le droit de revendiquer la souveraineté conformément aux termes de l'accord), 449, 481, 494, 495 ; II 62-63, 65, 76, 84, 88, 90, 235-236, 278, 279, 288, 347-348, 358.

Norvège-Suède ; accord du 20 XII 50 sur la pêche : I 477-478, 594-598.

Traités et conventions (suite) :

- Pêche en mer du Nord ; convention de 1882 : I 556 ; II 239, 242.
 Pêche (traités divers en vertu desquels des droits de — sont accordés à un État dans les eaux territoriales d'un autre État) : I 477-478, 716 ; II 87 et sqq., 239.
 Royaume-Uni-Venezuela, 26 II 1942 ; accord relatif aux régions sous-marines du golfe de Paria : II 256, 353-354.
 Utrecht (traité d'—), voir ci-dessus « France-Royaume-Uni, 1713 ».
 Washington (accord de —) entre la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, 25 IV 51, soumettant à l'arbitrage certaines réclamations concernant l'or pillé par les Allemands à Rome en 1943 : I 430 (référence).

Travaux et bâtiments aux îlots, voir Écréhous, Habitations ; et Travaux, etc. ; et Minquiers, Habitations ; et Travaux, etc.

U

- Usines marémotrices, voir Projets hydro-électriques de la France, etc.
 Utilisation commune d'une zone de pêche, voir Pêche (Droits de —), Utilisation commune, etc.

V

Val Richer (Abbaye de —) : I 38, 75 et sqq., 109, 155-156, 158-160, 235, 250, 252 et sqq., 384 et sqq., 401, 497, 516, 519 et sqq., 527-528, 608-609, 611-619, 698 et sqq., 704 ; II 40, 42-43, 129 et sqq., 216 et sqq., 230-231, 304 et sqq., 386 et sqq., 410.

Vice-Président de la Cour faisant fonction de Président (M. Guerrevo) : II 10-18.

Visites officielles et autres visites aux îlots, voir Écréhous (Îlots des —) ; et Minquiers (Îlots des —).

W

WADE (M. le professeur E. C. S. —), conseil du Gouvernement du Royaume-Uni : II 10, 12-13, 15-16, 96-145 (exposé oral), 289-326 (réplique orale), 490.

WEIL (M. Prosper —), expert du Gouvernement français : II 10, 493.

WHITE (le capitaine Martin —), voir Hydrographie, Missions et relevés hydrographiques ; et Aquarelles, Minquiers (Maîtresse île).

WINIARSKI (Juge —) : II 10-18.

CONTENTS OF VOLUME I

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME I

PART I.—SPECIAL AGREEMENT AND PLEADINGS

PREMIÈRE PARTIE. — COMPROMIS ET PIÈCES ÉCRITES

SECTION A.—SPECIAL AGREEMENT

SECTION A. — COMPROMIS

	Pages
Letter from the British Ambassador to the Netherlands to the Registrar of the Court (5 XII 51). — Lettre de l'ambassadeur britannique aux Pays-Bas au Greffier de la Cour (5 XII 51) .	8
Special Agreement for submission to the International Court of Justice of differences between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the French Republic concerning sovereignty over the Minquiers and Ecrehos Islets (29 XII 50). — Compromis soumettant à la Cour internationale de Justice les différends existant entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îlots des Minquiers et des Écréhous (29 XII 50)	9

SECTION B.—PLEADINGS

SECTION B. — PIÈCES ÉCRITES

1. Memorial submitted by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (3 III 52)	18
[For the detailed Table of Contents, see pp. 11-18.]	
<i>Annexes to the British Memorial</i>	126
[For the detailed Table of Contents, see pp. 126-137.]	
Textual Note	138
Charts: Annexes B 1 to B 9	350
Annexes C 1 to C 20	351
2. Contre-mémoire soumis par le Gouvernement de la République française (26 XI 52)	354
[Voir table des matières détaillée, p. 353.]	
3. Reply submitted by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (3 XI 52)	421
[For the detailed Table of Contents, see pp. 415-420.]	
<i>Annexes to the Reply</i>	563
[For the detailed Table of Contents, see p. 562.]	

	Pages
<i>Additional Annexes</i>	622
[For the detailed Table of Contents, see pp. 620-621.]	
4. Duplique soumise par le Gouvernement de la République française (6 III 53)	686
<i>Annexes à la duplique :</i>	
Annexe 1	732
Annexe 2	733

CONTENTS OF VOLUME II

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME II

For the Contents of Volume I, see page 569.

Pour la table des matières du volume I, voir page 569.

PART II.—ORAL ARGUMENTS

PUBLIC SITTINGS

DEUXIÈME PARTIE. — PROCÉDURE ORALE

SÉANCES PUBLIQUES

MINUTES. — PROCÈS-VERBAUX :

	Pages		Pages
17 IX 53	10	30 IX 53	14
18 „ „	12	2 X 53	15
19 „ „	12	3 „ „	16
21 „ „	12	5 „ „	16
22 „ „	13	6 „ „	16
23 „ „	13	7 „ „	17
24 „ „	13	8 „ „	17
28 „ „	14	17 XI 53	18
29 „ „	14		

ANNEX TO THE MINUTES

ANNEXE AUX PROCÈS-VERBAUX

1. Oral argument of Sir Lionel Heald (U.K.):

17 IX 53 (m.) 19	18 IX 53 (m.) 46
„ „ „ (aft.) 33	
2. Oral argument of Mr. Fitzmaurice (U.K.):

18 IX 53 (aft.) 61	21 IX 53 (m.) 85
19 „ „ (m.) 72	
3. Oral argument of Professor Wade (U.K.):

21 IX 53 (m.) 96	22 IX 53 (aft.) 126
„ „ „ (aft.) 101	23 „ „ (m.) 139
22 „ „ (m.) 114	
4. Oral argument of Mr. Harrison (U.K.):

23 IX 53 (m.) 146	24 IX 53 (m.) 167
„ „ „ (aft.) 153	„ „ „ (aft.) 184

	Pages
5. Plaidoirie de M. le professeur Gros (France):	
28 ix 53 (m.)	190
29 ix 53 (a.-m.)	236
» » » (a.-m.)	204
30 » » (m.)	248
29 » » (m.)	220
» » » (a.-m.)	263
6. Reply of Sir Lionel Heald (U.K.), 2 x 53 (m.)	277
7. Reply of Professor Wade (U.K.):	
2 x 53 (m.)	289
3 x 53 (m.)	304
„ „ „ (aft.)	293
8. Reply of Mr. Harrison (U.K.):	
3 x 53 (m.)	327
5 x 53 (m.)	332
9. Reply of Mr. Fitzmaurice (U.K.):	
5 x 53 (aft.)	347
6 x 53 (m.)	358
10. Duplique de M. le professeur Gros (France):	
7 x 53 (a.-m.)	372
8 x 53 (m.)	386
» » » (a.-m.)	403

PART III.—DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT
AFTER THE CLOSURE OF THE WRITTEN PROCEEDINGS
(RULES OF COURT, ARTICLE 48)

TROISIÈME PARTIE. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS À LA
COUR APRÈS LA FIN DE LA PROCÉDURE ÉCRITE
(RÈGLEMENT, ARTICLE 48)

I. DOCUMENTS FILED BY THE BRITISH AGENT
DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR L'AGENT DU ROYAUME-UNI

	Pages
1.—Mr. R. S. B. Best, Agent for the Government of the United Kingdom, to Professor T. F. T. Plucknett, Professor of Legal History in the University of London, 24th July 1953	413
2.—Professor T. F. T. Plucknett to Mr. R. S. B. Best (19 August 1953)	413
3.—The effect under medieval law of a gift in Frankalmoin, by Professor T. F. T. Plucknett	413
4. (i)—Photostatic enlargement of part of a map of France, from Stieler's "Hand-Atlas"	413
(ii)—Photostatic copy of a map of North-West France, from Stieler's "Hand-Atlas"	413
5.—Additional Annexes submitted by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	414
6.—Two volumes of photostatic copies of the preparatory work of the 1839 Convention	414
7. (1)—Photograph of Maitresse Île of Minquier's Islets, shewing buildings belonging to Jersey authorities and inhabitants	414

	Pages
(2)—General view of Ecrehos Islets, shewing buildings belonging to Jersey authorities and inhabitants ou Maître Île, Marmotière and Blanc Île (water-colour)	414
(3)—Four photographs (aerial view) of (1) Ecrehos Islets in relation to the coast of France; (2) Ecrehos Islets in relation to Jersey; (3) general view of Island of Jersey; (4) Ecrehos Islets in relation to Jersey	414
8. (1)—Article in « La Gazette géographique et l'Exploration » of February 4, 1886	415
(2)—Articles in « La Justice » of January 24, 26 and 27, 1886	415
(3)—Articles in « La Chronique de Jersey » of January 30, 1886	415
9.—Additional Corrigenda to the Memorial and the Reply	415
10.—Mr. Denys Richardson, Jersey, to Mr. C. S. Harrison, Attorney-General for Jersey (September 28, 1953)	416

II. DOCUMENTS FILED BY THE AGENT OF THE FRENCH GOVERNMENT

DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

1. — Demande de concession des Minquiers (1784), par M. L. Lebel-Jéhenne	417
2. — Pétition des États de Jersey du 18 avril 1822	422
3. — Le ministre des Affaires étrangères de la République française à l'ambassadeur de France à Londres (17 février 1876)	423
4. — Le ministre de la Marine de la République française au ministre des Affaires étrangères de la République française (11 août 1897), avec deux pièces jointes	426
5. — L'ambassadeur de France à Londres au ministre des Affaires étrangères de la République française (27 avril 1903)	429
6. — Le ministre des Affaires étrangères de la République française à l'ambassadeur de France à Londres (23 février 1937)	430
7. — L'administrateur de l'Inscription maritime, chef du Quartier de Cancale, au directeur de l'Inscription maritime à Saint-Servan (25 juin 1937), avec deux pièces jointes	432
8. — Correspondance du ministère des Travaux publics de la République française relative à la question du balisage des Minquiers (septembre 1937 à octobre 1938)	436
9. — Délibération du Conseil municipal de Cancale, en date du 23 juillet 1939, au sujet de l'édification d'une maison de France aux Minquiers	447
10. — Témoignage de patrons de bateaux de pêche (20 août 1945)	448

	Pages
11. — The Naval Attaché of the British Embassy in Paris to the French Secretary of State for the Navy (18th September 1952)	449
12. — Le secrétaire d'État à la Marine à l'attaché naval près l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris (29 septembre 1952)	450
13. — Témoignage d'un armateur de Saint-Malo (21 septembre 1953)	451
14. — Témoignage sur la visite de diverses personnalités aux Minquiers	451
15. — Déposition de M. François Maillard (22 septembre 1953)	453
16. — Déposition du sénateur Leblanc (15 septembre 1953)	455
17. — Déposition de M. Jean Clairaux (22 septembre 1953)	456
18. — Déposition de Mme Yvon (23 septembre 1953)	458
19. — Déposition du maire de Granville (10 août 1953)	458
20. — Confirmation de la visite du Président Daladier aux Minquiers en 1938	459
21. — Confirmation de la visite de M. Guy La Chambre aux Minquiers en 1938	459
22. — Acte de 1822 des États de Jersey	460

PART IV.—CORRESPONDENCE

QUATRIÈME PARTIE. — CORRESPONDANCE

1. His Britannic Majesty's Ambassador to the Registrar (5 XII 51)	464
2. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères de la République française (7 XII 51)	464
3. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (<i>tel.</i>) (7 XII 51)	465
4. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (7 XII 51)	465
5. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (13 XII 51)	466
6. Le Greffier au chef du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein (13 XII 51)	466
7. The Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (15 XII 51)	466
8. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (26 XII 51)	467
9. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (2 I 52)	467
10. L'ambassadeur de France aux Pays-Bas au Greffier (2 I 52)	468

	Pages
11. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (7 I 52)	468
12. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (9 I 52)	469
13. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (24 I 52)	469
14. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (4 III 52)	470
15. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (6 III 52)	470
16. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (I IV 52)	471
17. The Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (7 VI 52)	471
18. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (7 VI 52)	472
19. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (16 VI 52)	472
20. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (19 VI 52)	472
21. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (23 VI 52)	473
22. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (27 VI 52)	473
23. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (10 VII 52)	474
24. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (12 VIII 52)	474
25. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (15 VIII 52)	475
26. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (20 VIII 52)	475
27. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (27 VIII 52)	476
28. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (4 XI 52)	476
29. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (6 XI 52)	476
30. Le Greffier à l'agent d1 Gouvernement de la République française (26 XI 52)	477
31. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (19 I 53)	477
32. The Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (22 I 53)	478

	Pages
33. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (27 I 53)	478
34. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (29 I 53)	479
35. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (9 III 53)	479
36. The Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (9 III 53)	480
37. The Foreign Office to the Registrar (13 III 53)	482
38. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (26 III 53)	482
39. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (28 III 53)	483
40. The Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (28 III 53)	483
41. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (2 IV 53)	483
42. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (10 IV 53)	484
43. Le Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (2 V 53)	484
44. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (12 VI 53)	484
45. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni (18 VI 53)	485
46. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (18 VI 53)	485
47. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (18 VI 53)	486
48. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (23 VI 53)	488
49. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (30 VII 53)	488
<i>Annex to No. 49:</i> The Agent of the Government of the United Kingdom to the Agent of the Government of the French Republic (30 VII 53)	488
50. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (1 VIII 53)	489
51. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (11 VIII 53)	489
52. The Assistant Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (26 VIII 53)	490
53. Le premier secrétaire faisant fonction de Greffier à l'agent du Gouvernement de la République française (31 VIII 53)	490

	Pages
54. The First Secretary acting Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (1 IX 53)	491
55. L'ambassade de France au Greffe de la Cour (2 IX 53)	491
56. The First Secretary acting Registrar to the Foreign Office (3 IX 53)	492
57. The Assistant Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (3 IX 53)	492
58. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (3 IX 53)	492
59. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (4 IX 53)	493
60. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (8 IX 53)	494
61. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (8 IX 53)	494
62. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (8 IX 53)	494
63. Le Greffier adjoint au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas (9 IX 53)	495
64. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (8 IX 53)	496
65. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (8 IX 53)	497
66. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (10 IX 53)	498
67. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (10 IX 53)	498
68. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (10 IX 53)	499
69. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (10 IX 53)	499
70. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (9 IX 53)	500
71. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (11 IX 53)	501
72. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier adjoint (10 IX 53)	501
73. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier adjoint (12 IX 53)	502
74. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (14 IX 53)	503
75. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (14 IX 53)	504
76. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (12 IX 53)	504

	Pages
77. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (15 IX 53)	506
78. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (15 IX 53)	506
79. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (15 IX 53)	507
80. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (15 IX 53)	507
81. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (16 IX 53)	507
82. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (16 IX 53)	508
83. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (16 IX 53)	508
84. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (16 IX 53)	509
85. The Deputy-Registrar to the Counsel of the Government of the United Kingdom (17 IX 53)	509
86. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (17 IX 53)	510
87. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (17 IX 53)	510
88. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (17 IX 53)	510
89. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (21 IX 53)	511
90. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (21 IX 53)	511
91. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (22 IX 53)	512
92. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (22 IX 53)	512
93. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (23 IX 53)	513
94. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (24 IX 53)	513
95. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (24 IX 53)	514
96. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (24 IX 53)	515
97. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (24 IX 53)	515
98. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (25 IX 53)	515

	Pages
99. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (25 IX 53)	516
100. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (25 IX 53)	516
101. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (26 IX 53)	517
102. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (26 IX 53)	517
103. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (26 IX 53)	517
104. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (7 X 53)	518
105. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (7 X 53)	519
106. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (7 X 53)	519
107. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Deputy-Registrar (7 X 53)	519
108. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (7 X 53)	520
109. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (7 X 53)	520
110. L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier (8 X 53)	521
111. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United Kingdom (9 X 53)	521
112. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (9 X 53)	522
113. The Foreign Office to the International Court of Justice (<i>tel.</i>) (13 XI 53)	522
114. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (12 XI 53)	522
115. The Agent of the Government of the United Kingdom to the Registrar (16 XI 53)	523
116. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement de la République française (17 XI 53)	523
117. Le Greffier en exercice au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (25 XI 53)	523
Alphabetical Index	524
Index alphabétique	546

AGENTS FOR THE SALE OF THE PUBLICATIONS OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

- ARGENTINA. Editorial Sudamericana S. A., Alsina 500, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA. Messrs. H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- BELGIUM. Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA. Librería Científica y Literaria, Reyes Ortiz 41, LA PAZ.
- BRAZIL. Livraria Agir Editora, 98-B, rua Mexico, RIO DE JANEIRO.
- CANADA. Ryerson Press, 299, Queen Street West, TORONTO 2B (Ontario).
- CHINA. Commercial Press Ltd., 211, Honan Road, SHANGHAI.
- COSTA RICA. Librería Trejos Hermanos, Apartado 1313, SAN JOSÉ.
- CUBA. La Casa Belga (M. R. de Smedt), O'Reilly 455, HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA. Messrs. F. Topič, Národní Třída 9, PRAGUE.
- DENMARK. Einar Munksgaard, Nørregade 6, COPENHAGEN.
- EGYPT. Librairie de la Renaissance d'Égypte, 9, Sharia Adly Pasha, CAIRO.
- FINLAND. Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE. Mlle Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (5e).
- GREECE. Librairie internationale "Eleftheroudakis", place de la Constitution, ATHENS.
- INDIA. Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW DELHI.
- ISRAEL. Leo Blumstein, Book and Art Shop, 35, Allenby Road, TEL-AVIV.
- LEBANON. Librairie universelle, avenue des Français, BEIRUT.
- LUXEMBOURG. Librairie J. Schummer, place Guillaume 5, LUXEMBOURG.
- NETHERLANDS. A. W. Sijthoff's Publishing Co., 1, Doenzastraat, LEYDEN.
- NEW ZEALAND. Messrs. Gordon & Gotch Ltd., Waring Taylor Street, WELLINGTON.
- NORWAY. Johan Grundt Tanum Forlag, Kristian Augustsgt. 7A, OSLO.
- SWEDEN. C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel, 2, Fredsgatan, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND. Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENEVA. — *Idem*, 1, rue de Bourg, LAUSANNE.
- Buchhandlung Hans Raunhardt, 17, Kirchgasse, ZURICH.
- UNION OF SOUTH AFRICA. Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Libri Building, Church Street, PRETORIA.
- UNITED KINGDOM. H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON, S.E.1.
- UNITED STATES OF AMERICA. International Documents Service, Columbia University Press, 2960, Broadway, NEW YORK 27, N.Y.
- YUGOSLAVIA. Librairie Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23/II, BELGRADE.
-

DÉPOSITAIRES GÉNÉRAUX DES PUBLICATIONS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

- ARGENTINE. Editorial Sudamericana S. A., Alsina 500, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE. Messrs. H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- BELGIQUE. Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Librería Científica y Literaria, Reyes Ortiz 41, LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria Agir Editora, 98-B, rua Mexico, RIO-DE-JANEIRO.
- CANADA. Ryerson Press, 293, Queen Street, West, TORONTO 2 B (Ontario).
- CHINE. Commercial Press Ltd., 211, Honan Road, CHANGHAÏ.
- COSTA-RICA. Librería Trejos Hermanos, Apartado 1313, SAN JOSÉ.
- CUBA. La Casa Belga (M. H. de Smedt), O'Reilly 455, LA HAVANE.
- DANEMARK. Librairie Einar Munksgaard, Nørregade 6, COPENHAGUE.
- ÉGYPTÉ. Librairie de la Renaissance d'Égypte, 9, Sharia Adly Pacha, LE CAIRE.
- ÉTATS-UNIS. International Documents Service, Columbia University Press, 2960, Broadway, NEW-YORK 27 (N.-Y.).
- FINLANDE. Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE. Mlle Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (5^e).
- GRÈCE. Librairie internationale « Eleftheroudakis », place de la Constitution, ATHÈNES.
- INDE. Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW-DELHI.
- ISRAËL. Leo Blumstein, Book and Art Shop, 35, Allenby Road, TEL-AVIV.
- LIBAN. Librairie universelle, avenue des Français, BEYROUTH.
- LUXEMBOURG. Librairie J. Schummer, place Guillaume 5, LUXEMBOURG.
- NORVÈGE. Johan Grundt Tanum Forlag, Kristian Augustsgt. 7A, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE. Messrs. Gordon & Gotch Ltd., Waring Taylor Street, WELLINGTON.
- PAYS-BAS. Société d'Éditions A. W. Sijthoff, Doezastraat 1, LEYDE.
- ROYAUME-UNI. H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, LONDRES S.E.1.
- SUÈDE. C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel, 2, Fredsgatan, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE. — *Idem*, 1, rue de Bourg, LAUSANNE.
- Buchhandlung Hans Rannhardt, 17, Kirchgasse, ZÜRICH.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Messieurs F. Topič, Národní Třída 9, PRAGUE.
- UNION SUD-AFRICAINE. Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Libri Building, Church Street, PRÉTORIA.
- YUGOSLAVIE. Librairie Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23/II, BELGRADE.
-

PRINTED BY A. W. SIJTHOFF'S PUBLISHING Co.,
LEYDEN — NETHERLANDS

IMPRIMÉ PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF,
LEYDE — PAYS-BAS